



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Dossier consolidé

Projet de loi 7389

Projet de loi portant approbation

1° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Bulgarie relatif à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Sofia, le 29 janvier 2018 ;

2° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Conseil des Ministres de la République d'Albanie relatif à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Luxembourg, le 25 juin 2018 ;

3° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de Hongrie relatif à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Budapest, le 5 septembre 2018 ;

4° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Macédoine relative à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Skopje, le 6 septembre 2018 ;

5° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées, fait à New York, le 25 septembre 2018

Date de dépôt : 04-12-2018

Date de l'avis du Conseil d'État : 13-03-2019

Liste des documents

Date	Description	Nom du document	Page
28-11-2019	Résumé du dossier	Résumé	<u>3</u>
04-12-2018	Déposé	7389/00	<u>5</u>
08-03-2019	Avis de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics (26.2.2019)	7389/01	<u>49</u>
13-03-2019	Avis du Conseil d'État (12.3.2019)	7389/02	<u>52</u>
19-03-2019	Avis de la Chambre de Commerce (4.3.2019)	7389/03	<u>55</u>
06-06-2019	Rapport de commission(s) : Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile Rapporteur(s) : Madame Lydia Mutsch	7389/04	<u>58</u>
10-10-2019	Premier vote constitutionnel (Vote Positif) En séance publique n°5 Une demande de dispense du second vote a été introduite	7389	<u>63</u>
24-10-2019	Dispense du second vote constitutionnel par le Conseil d'Etat (24-10-2019) Evacué par dispense du second vote (24-10-2019)	7389/05	<u>65</u>
06-06-2019	Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile Procès verbal (29) de la reunion du 6 juin 2019	29	<u>68</u>
06-05-2019	Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile Procès verbal (24) de la reunion du 6 mai 2019	24	<u>72</u>
28-10-2019	Publié au Mémorial A n°719 en page 1	7389	<u>77</u>

Résumé

No. 7389

Projet de loi

portant approbation

1° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Bulgarie relatif à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Sofia, le 29 janvier 2018 ;

2° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Conseil des Ministres de la République d'Albanie relatif à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Luxembourg, le 25 juin 2018 ;

3° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de Hongrie relatif à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Budapest, le 5 septembre 2018 ;

4° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Macédoine relatif à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Skopje, le 6 septembre 2018 ;

5° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées, fait à New York, le 25 septembre 2018

Résumé

Le présent projet de loi a pour but d'approuver cinq accords bilatéraux relatifs à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées, signés en 2018 entre le Gouvernement du Grand-Duché du Luxembourg avec (I) le Gouvernement de la République de Bulgarie, (II) le Conseil des Ministres de la République d'Albanie, (III) le Gouvernement de la Hongrie, (IV) le Gouvernement de la République de Macédoine et (V) le Gouvernement de la République fédérative du Brésil.

L'entrée en vigueur de la loi du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité a mis en place le dispositif nécessaire pour permettre au Luxembourg de procéder à la conclusion d'accords bilatéraux concernant l'échange de pièces classifiées avec des États tiers. Si le but est de conclure de tels accords avec tous les partenaires de l'Union européenne et de l'OTAN, ainsi qu'avec des partenaires privilégiés, le Luxembourg a conclu, à l'heure actuelle, des accords avec 21 pays ainsi qu'avec des organisations internationales comme l'Agence spatiale européenne, l'Union européenne et l'OTAN.

7389/00

N° 7389**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2018-2019

PROJET DE LOI

portant approbation

- 1° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Bulgarie relatif à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Sofia, le 29 janvier 2018 ;
- 2° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Conseil des Ministres de la République d'Albanie relatif à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Luxembourg, le 25 juin 2018 ;
- 3° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de Hongrie relatif à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Budapest, le 5 septembre 2018 ;
- 4° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Macédoine relatif à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Skopje, le 6 septembre 2018 ;
- 5° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées, fait à New York, le 25 septembre 2018

* * *

*(Dépôt: le 4.12.2018)***SOMMAIRE:**

	<i>page</i>
1) Arrêté Grand-Ducal de dépôt (27.11.2018).....	2
2) Texte du projet de loi.....	2
3) Exposé des motifs	3
4) Commentaire des articles	5
5) Fiche d'évaluation d'impact.....	5
6) Fiche financière	8
7) Texte des accords	8

*

ARRETE GRAND-DUCAL DE DEPOT

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Sur le rapport de Notre Ministre des Affaires étrangères et européennes et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons

Article unique. Notre Ministre des Affaires étrangères et européennes est autorisé à déposer en Notre nom à la Chambre des Députés le projet de loi portant approbation

- 1° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Bulgarie relatif à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Sofia, le 29 janvier 2018 ;
- 2° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Conseil des Ministres de la République d'Albanie relatif à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Luxembourg, le 25 juin 2018 ;
- 3° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de Hongrie relatif à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Budapest, le 5 septembre 2018 ;
- 4° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Macédoine relatif à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Skopje, le 6 septembre 2018 ;
- 5° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées, fait à New York, le 25 septembre 2018

Palais de Luxembourg, le 27 novembre 2018

*Le Ministre des Affaires étrangères
et européennes,*

Jean ASSELBORN

HENRI

*

TEXTE DU PROJET DE LOI

Art. 1^{er}. Est approuvé l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Bulgarie relatif à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Sofia, le 29 janvier 2018.

Art. 2. Est approuvé l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Conseil des Ministres de la République d'Albanie relatif à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Luxembourg, le 25 juin 2018.

Art. 3. Est approuvé l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de Hongrie relatif à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Budapest, le 5 septembre 2018.

Art. 4. Est approuvé l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Macédoine relatif à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Skopje, le 6 septembre 2018.

Art. 5. Est approuvé l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées, fait à New York, le 25 septembre 2018.

EXPOSE DES MOTIFS

Les menaces auxquelles l'Europe est confrontée de nos jours sont très variées et difficilement prévisibles. Parmi les menaces qui pèsent sur notre sécurité, on peut citer le terrorisme, les menaces cyber, la prolifération des armes de destruction massive, les conflits régionaux, la déliquescence des Etats et la criminalité organisée. Dans le registre des menaces qui pèsent plus particulièrement sur le patrimoine économique et financier du pays, il convient aussi de mentionner l'espionnage industriel et technologique.

La conjugaison de certains de ces éléments pourrait nous exposer à une menace hybride. Contrairement à la menace massive et visible du temps de la guerre froide, aucune des nouvelles menaces n'est purement militaire et ne peut être contrée par des moyens purement militaires. A chacune il faut opposer une combinaison de moyens d'action. Dans ce contexte, la prévention constitue un élément fondamental pour réduire les risques liés aux menaces hybrides.

Au Luxembourg, la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la protection des pièces et aux habilitations de sécurité, s'inscrit précisément dans ce contexte préventif alors qu'avant la mise en vigueur de cette loi, la protection des secrets était essentiellement organisée de manière répressive. Par le biais de la loi précitée, le législateur accorde aux autorités limitativement énumérées à l'article 5 le droit de procéder à la classification, la déclassification et au déclasserement de pièces afin de protéger les intérêts relevés par l'article 3 de ladite loi.

Ces mêmes autorités doivent dès lors s'assurer de la protection de ces pièces à l'occasion de leur transmission à des autorités étrangères de même que celles-ci doivent être rassurées sur la protection par le Luxembourg de leurs propres pièces classifiées qu'elles passent aux autorités luxembourgeoises, faute de quoi ces échanges ne pourront juridiquement s'effectuer. Les accords bilatéraux que le Gouvernement se propose de conclure sont appelés à y pourvoir juridiquement.

En conclusion, l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées visées par les présents accords bilatéraux seront régis désormais par ces accords ainsi que par les lois de base nationales, à l'exception des pièces classifiées tombant sous l'empire d'un régime de protection qui leur est propre, généralement dans un cadre multilatéral (p. ex. OTAN, UE).

Liste des accords bilatéraux relatifs à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées déjà approuvés :

- 1) Loi du 15 juin 2004 portant approbation de l'Accord sur la Sécurité des Informations entre les Parties au Traité de l'Atlantique Nord avec ses annexes 1, 2, et 3 signé par le Luxembourg le 14 juillet 1998.
- 2) Loi du 14 juin 2005 portant approbation
 - de la Convention portant création d'une Agence spatiale européenne, faite à Paris, le 30 mai 1975 ;
 - de l'Accord entre les Etats parties à la Convention portant création d'une Agence spatiale européenne et l'Agence spatiale européenne concernant la protection et l'échange d'informations classifiées, fait à Paris, le 19 août 2002 ;
 - de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et l'Agence spatiale européenne relatif à l'adhésion du Grand-Duché de Luxembourg à la Convention portant création de l'Agence spatiale européenne et des clauses et conditions s'y rapportant, fait à Paris, le 6 mai 2004.
- 3) Loi du 16 décembre 2008 portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne concernant la protection réciproque des informations classifiées, signé à Berlin le 17 janvier 2006.
- 4) Loi du 16 décembre 2008 portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française concernant l'échange et la protection réciproque des informations classifiées, signé à Luxembourg, le 24 février 2006.
- 5) Loi du 16 décembre 2008 portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Lettonie concernant l'échange et la protection réciproque des informations classifiées, signé à Luxembourg, le 13 septembre 2007.
- 6) Loi du 13 mars 2009 portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République portugaise concernant l'échange et la protection réciproque des informations classifiées, signé à Luxembourg, le 22 février 2008.

- 7) Loi du 24 juillet 2011 portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume d'Espagne concernant l'échange et la protection réciproque des informations classifiées, signé à Luxembourg, le 22 novembre 2011.
- 8) Loi du 8 mai 2013 portant approbation des Accords entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et certains pays concernant l'échange et la protection réciproque des informations classifiées
 - a. Accord de sécurité entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République Tchèque, signé à Prague, le 11 avril 2011.
 - b. Accord de sécurité entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Suède, signé à Bruxelles, le 23 mai 2011.
 - c. Accord de sécurité entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République Slovaque, signé à Bratislava, le 26 juillet 2011.
 - d. Accord de sécurité entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Finlande, signé à Bruxelles, le 1^{er} décembre 2011.
 - e. Accord de sécurité entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique, signé à Luxembourg, le 9 février 2012.
 - f. Accord de sécurité entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Slovénie, signé à Bruxelles, le 14 mai 2012.
 - g. Accord de sécurité entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Estonie, signé à Bruxelles, le 23 juillet 2012.
 - h. Accord de sécurité entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de Géorgie, signé à Luxembourg, le 15 octobre 2012.
- 9) Loi du 18 juillet 2014 portant approbation de l'Accord de sécurité entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Norvège concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées, signé à Bruxelles, le 21 février 2013.
- 10) Loi du 18 juillet 2014 portant approbation de l'Accord entre les Etats membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif à la protection des informations classifiées échangées dans l'intérêt de l'Union européenne, signé à Bruxelles, le 25 mai 2011.
- 11) Loi du 27 novembre 2015 portant approbation de l'Accord de sécurité entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République d'Autriche concernant l'échange et la protection réciproque des informations classifiées, signé à Vienne, le 13 novembre 2014 et de l'Accord de sécurité entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Croatie concernant l'échange et la protection réciproque des informations classifiées, signé à Luxembourg, le 13 mars 2014.
- 12) Loi du 3 décembre 2015 portant approbation de l'Accord de sécurité entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et l'Organisation Conjointe de Coopération en matière d'Armement (OCCAR) sur la protection des informations classifiées, fait à Luxembourg, le 6 janvier 2015.
- 13) Loi du 29 mars 2016 portant approbation de l'Accord de sécurité entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Pologne concernant la protection réciproque d'informations classifiées, signé à Varsovie, le 12 mai 2015.
- 14) Loi du 31 août 2016 portant approbation de
 - l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord concernant la protection réciproque d'informations classifiées, signé à Londres, le 8 septembre 2015
 - l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Chypre concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées, signé à Luxembourg, le 3 septembre 2015.
- 15) Loi du 6 juin 2018 portant approbation de :
 - l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République italienne concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Rome le 20 avril 2017 ;

- l'Accord de sécurité entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de Roumanie sur la protection réciproque des informations classifiées, signé à Bucarest, le 24 mai 2017.

*

COMMENTAIRES DES ARTICLES

La structure des accords varie légèrement d'un accord à l'autre, mais le contenu est très semblable. Les premiers articles (**Art. 1-4**) visent généralement à définir le champ d'application, à établir des définitions communes des termes utilisés, à définir les autorités nationales de sécurité compétentes, ainsi qu'à établir des équivalences entre les différents niveaux de classification nationaux.

Sont définies ensuite les mesures applicables à la protection d'informations classifiées, ainsi qu'au transfert, à la reproduction et traduction, ainsi qu'à la destruction de celles-ci (**Art. 5-8**). L'**Art. 9** porte sur les modalités de conclusion et d'exécution de contrats classifiés (le terme « contrat classifié » étant défini dans l'Art. 2). Dans le cadre de leur coopération, les autorités nationales de sécurité peuvent effectuer des visites mutuelles, selon les règles établies dans l'**Art. 10**.

En cas d'infraction à la sécurité, l'autorité nationale concernée doit en informer immédiatement l'autorité nationale de l'autre partie et prendre toutes les mesures nécessaires afin de limiter les conséquences, conformément à l'**Art. 11**. Enfin, les derniers articles (**Art. 12-14**) contiennent des dispositions relatives aux frais, au règlement des litiges, ainsi qu'à l'entrée en vigueur, la durée et la modification de l'Accord.

*

FICHE D'ÉVALUATION D'IMPACT

Intitulé du projet :	<p>Projet de loi portant approbation</p> <p>1° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Bulgarie relatif à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Sofia, le 29 janvier 2018 ;</p> <p>2° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Conseil des Ministres de la République d'Albanie relatif à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Luxembourg, le 25 juin 2018 ;</p> <p>3° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de Hongrie relatif à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Budapest, le 5 septembre 2018 ;</p> <p>4° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Macédoine relatif à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Skopje, le 6 septembre 2018 ;</p> <p>5° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées, fait à New York, le 25 septembre 2018</p>
Ministère initiateur :	Ministère des Affaires étrangères et européennes
Auteur(s) :	Christian Steinbach
Tél :	247-82447
Courriel :	christian.steinbach@mae.etat.lu

Objectif(s) du projet : Créer le cadre juridique pour l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées entre le Luxembourg et l'Albanie, la Bulgarie, la Hongrie, la Macédoine et le Brésil.

Autre(s) Ministère(s)/Organisme(s)/Commune(s) impliqué(e)(s) :

Autorité nationale de Sécurité (ANS)

Date : 15 octobre 2018

Mieux légiférer

1. Partie(s) prenante(s) (organismes divers, citoyens, ...) consultée(s) : Oui Non
Si oui, laquelle/lesquelles :
Remarques/Observations :
2. Destinataires du projet :
 - Entreprises/Professions libérales : Oui Non
 - Citoyens : Oui Non
 - Administrations : Oui Non
3. Le principe « Think small first » est-il respecté ? Oui Non N.a.¹
(c.-à-d. des exemptions ou dérogations sont-elles prévues suivant la taille de l'entreprise et/ou son secteur d'activité ?)
Remarques/Observations :
4. Le projet est-il lisible et compréhensible pour le destinataire ? Oui Non
Existe-t-il un texte coordonné ou un guide pratique, mis à jour et publié d'une façon régulière ? Oui Non
Remarques/Observations :
5. Le projet a-t-il saisi l'opportunité pour supprimer ou simplifier des régimes d'autorisation et de déclaration existants, ou pour améliorer la qualité des procédures ? Oui Non
Remarques/Observations :
6. Le projet contient-il une charge administrative² pour le(s) destinataire(s) ? (un coût imposé pour satisfaire à une obligation d'information émanant du projet ?) Oui Non
Si oui, quel est le coût administratif³ approximatif total ? (nombre de destinataires x coût administratif par destinataire)
7. a) Le projet prend-il recours à un échange de données interadministratif (national ou international) plutôt que de demander l'information au destinataire ? Oui Non N.a.
Si oui, de quelle(s) donnée(s) et/ou administration(s) s'agit-il ?

¹ N.a. : non applicable.

² Il s'agit d'obligations et de formalités administratives imposées aux entreprises et aux citoyens, liées à l'exécution, l'application ou la mise en oeuvre d'une loi, d'un règlement grand-ducal, d'une application administrative, d'un règlement ministériel, d'une circulaire, d'une directive, d'un règlement UE ou d'un accord international prévoyant un droit, une interdiction ou une obligation.

³ Coût auquel un destinataire est confronté lorsqu'il répond à une obligation d'information inscrite dans une loi ou un texte d'application de celle-ci (exemple: taxe, coût de salaire, perte de temps ou de congé, coût de déplacement physique, achat de matériel, etc.).

- b) Le projet en question contient-il des dispositions spécifiques concernant la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel ? Oui Non N.a.
Si oui, de quelle(s) donnée(s) et/ou administration(s) s'agit-il ?
8. Le projet prévoit-il :
- une autorisation tacite en cas de non réponse de l'administration ? Oui Non N.a.
 - des délais de réponse à respecter par l'administration ? Oui Non N.a.
 - le principe que l'administration ne pourra demander des informations supplémentaires qu'une seule fois ? Oui Non N.a.
9. Y a-t-il une possibilité de regroupement de formalités et/ou de procédures (p. ex. prévues le cas échéant par un autre texte) ? Oui Non N.a.
Si oui, laquelle :
10. En cas de transposition de directives communautaires, le principe « la directive, rien que la directive » est-il respecté ? Oui Non N.a.
Sinon, pourquoi ?
11. Le projet contribue-t-il en général à une :
- a) simplification administrative, et/ou à une Oui Non
 - b) amélioration de la qualité réglementaire ? Oui Non
- Remarques/Observations :
12. Des heures d'ouverture de guichet, favorables et adaptées aux besoins du/des destinataire(s), seront-elles introduites ? Oui Non N.a.
13. Y a-t-il une nécessité d'adapter un système informatique auprès de l'Etat (e-Government ou application back-office) ? Oui Non
Si oui, quel est le délai pour disposer du nouveau système ?
14. Y a-t-il un besoin en formation du personnel de l'administration concernée ? Oui Non N.a.
Si oui, lequel ?
Remarques/Observations :

Egalité des chances

15. Le projet est-il :
- principalement centré sur l'égalité des femmes et des hommes ? Oui Non
 - positif en matière d'égalité des femmes et des hommes ? Oui Non
Si oui, expliquez de quelle manière :
 - neutre en matière d'égalité des femmes et des hommes ? Oui Non
Si oui, expliquez pourquoi :
 - négatif en matière d'égalité des femmes et des hommes ? Oui Non
Si oui, expliquez de quelle manière :
16. Y a-t-il un impact financier différent sur les femmes et les hommes ? Oui Non N.a.
Si oui, expliquez de quelle manière :

Directive « services »

17. Le projet introduit-il une exigence relative à la liberté d'établissement soumise à évaluation⁴ ? Oui Non N.a.

Si oui, veuillez annexer le formulaire A, disponible au site Internet du Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur :
www.eco.public.lu/attributions/dg2/d_consommation/d_march_int_rieur/Services/index.html

18. Le projet introduit-il une exigence relative à la libre prestation de services transfrontaliers⁵ ? Oui Non N.a.

Si oui, veuillez annexer le formulaire B, disponible au site Internet du Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur :
www.eco.public.lu/attributions/dg2/d_consommation/d_march_int_rieur/Services/index.html

*

FICHE FINANCIERE

Le présent projet de loi devrait avoir un impact neutre, étant donné qu'il ne prévoit pas de mesures à charge du budget de l'État.

*

TEXTE DES ACCORDS**ACCORD**

**entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg
 et le Gouvernement de la République de Bulgarie relatif
 à l'échange et à la protection réciproque d'informations
 classifiées, fait à Sofia, le 29 janvier 2018**

Le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Bulgarie, ci-après dénommés les «Parties»,

Reconnaissant qu'une coopération efficace dans les domaines politique, économique, militaire, de la sécurité ou de l'intelligence, et dans tout autre domaine, peut exiger l'échange d'informations classifiées entre les Parties,

Reconnaissant qu'une coopération satisfaisante peut exiger l'échange d'informations classifiées entre les Parties,

Désirant créer un ensemble de règles régissant la protection réciproque d'informations classifiées échangées entre les Parties dans le cadre de tout futur accord de coopération et/ou contrat classifié.

CONVIENNENT ce qui suit :

⁴ Article 15, paragraphe 2 de la directive « services » (cf. Note explicative, p. 10-11)

⁵ Article 16, paragraphe 1, troisième alinéa et paragraphe 3, première phrase de la directive « services » (cf. Note explicative, p. 10-11)

*Article premier***Objet et champ d'application**

- (1) Le présent Accord a pour but de garantir la protection des informations classifiées généralement produites ou échangées entre les Parties.
- (2) Le présent Accord est applicable à l'ensemble des activités, contrats ou accords impliquant des informations classifiées qui seront menés ou conclus entre les Parties à l'avenir.
- (3) Les dispositions du présent Accord s'appliquent également aux informations classifiées déjà produites ou échangées dans le cadre d'une coopération entre les Parties avant l'entrée en vigueur des présentes.

*Article 2***Définitions**

Aux fins du présent Accord :

- (1) les « **informations classifiées** » désignent les informations, quel qu'en soit la forme, la nature ou le mode de transmission, qu'elles soient élaborées ou en cours d'élaboration, auxquelles un degré de classification de sécurité a été attribué et qui, dans l'intérêt de la sécurité nationale et conformément aux lois et réglementations nationales, nécessitent une protection contre tout accès non autorisé.
- (2) le « **niveau de classification de sécurité** » désigne la catégorie qui, conformément aux lois et réglementations nationales, caractérise l'importance des informations classifiées, le niveau de restriction dont leur accès fait l'objet et le degré de protection dont elles doivent bénéficier de la part des Parties, ainsi que la catégorie sur la base de laquelle les informations sont identifiées.
- (3) une « **habilitation de sécurité pour une personne physique** » renvoie à une décision rendue par l'autorité nationale pertinente à l'issue d'une procédure de vérification, selon laquelle une personne peut se voir accorder l'accès à des informations classifiées conformément aux lois et réglementations nationales.
- (4) une « **habilitation de sécurité pour une personne morale** » renvoie à une décision rendue par l'autorité nationale pertinente à l'issue d'une procédure de vérification, selon laquelle, eu égard à la sécurité, une personne morale donnée satisfait aux exigences matérielles et organisationnelles applicables à l'élaboration, au traitement et au stockage d'informations classifiées, conformément aux lois et réglementations nationales.
- (5) le « **principe du besoin d'en connaître** » renvoie à la nécessité d'accéder à des informations classifiées dans le cadre de devoirs officiels et/ou d'une mission officielle concrète.
- (6) une « **autorité compétente** » désigne l'autorité nationale qui, conformément aux lois et réglementations nationales de la Partie concernée, mène les travaux relatifs à la politique de l'État en matière de protection des informations classifiées, exerce un contrôle global dans ce domaine et assure la mise en œuvre des modalités du présent Accord. Ces autorités sont énumérées à l'article 3 du présent Accord.
- (7) la « **Partie d'origine** » désigne la Partie qui transmet les informations classifiées.
- (8) la « **Partie destinataire** » désigne la Partie à laquelle sont transmises les informations classifiées.
- (9) une « **tierce partie** » désigne tout État ou toute organisation internationale qui n'est pas l'une des Parties au présent Accord.
- (10) un « **contrat classifié** » désigne un accord entre deux contractants ou plus, lequel contient des informations classifiées ou requiert un accès aux informations classifiées.
- (11) un « **contractant** » désigne toute personne physique ou morale dotée de la capacité juridique de conclure des contrats et/ou étant partie à un contrat classifié.
- (12) un « **sous-traitant** » désigne tout contractant avec lequel le premier contractant conclut un contrat de sous-traitance.

- (13) une « **infraction à la sécurité** » désigne tout acte ou toute omission contraire aux lois et réglementations nationales et se traduisant ou étant susceptible de se traduire par un accès non autorisé aux informations classifiées.
- (14) un « **accès non autorisé aux informations classifiées** » désigne toute forme de divulgation d'informations classifiées, en ce compris toute utilisation inappropriée, modification, détérioration, divulgation, destruction ou classification incorrecte d'informations classifiées, ainsi que toute autre action compromettant leur protection ou se traduisant par leur perte. Un accès non autorisé désigne par ailleurs toute action ou omission entraînant l'acquisition de telles informations par toute personne ne disposant pas d'une habilitation de sécurité individuelle/d'établissement et n'ayant pas « besoin d'en connaître ».

Article 3

Autorités compétentes

Les autorités compétentes des Parties sont :

Pour le Grand-Duché de Luxembourg :

Le service de renseignement de l'État

L'Autorité nationale de Sécurité (National Security Authority)

Pour la République de Bulgarie :

La Commission d'État chargée de la Sécurité de l'information ;

Article 4

Niveaux de classification de sécurité

Les Parties reconnaissent que les niveaux de sécurité suivants sont équivalents et correspondent aux niveaux de sécurité spécifiés dans les lois et réglementations nationales de la Partie concernée :

<i>Pour le Grand-Duché de Luxembourg</i>	<i>Équivalent en anglais</i>	<i>Pour la République de Bulgarie</i>
TRÈS SECRET LUX	TOP SECRET	СТРОГО СЕКРЕТНО
SECRET LUX	SECRET	СЕКРЕТНО
CONFIDENTIEL LUX	CONFIDENTIAL	ПОВЕРИТЕЛНО
RESTREINT LUX	RESTRICTED	ЗА СЛУЖЕБНО ПОЛЗВАНЕ

Article 5

Mesures applicables à la protection d'informations classifiées

(1) Conformément à leurs lois et réglementations nationales, les Parties mettent en œuvre toutes les mesures appropriées afin de protéger les informations classifiées généralement produites ou échangées en vertu du présent Accord. Elles garantissent auxdites informations classifiées un niveau de protection équivalent à celui qui est accordé à leurs informations classifiées nationales assorties du niveau de classification de sécurité correspondant.

(2) Le niveau de classification de sécurité des informations classifiées mutuellement produites en vertu des présentes est établi d'un commun accord entre les Parties.

(3) Chaque Partie s'engage à informer l'autre en temps opportun de toute évolution des lois et réglementations nationales affectant la protection des informations classifiées. Dans un tel cas, la Partie concernée informera l'autre par écrit afin de discuter des modifications éventuelles à apporter aux présentes. Dans l'intervalle, les informations classifiées seront protégées conformément aux dispositions des présentes, sauf accord contraire des Parties formulé par écrit.

- (4) L'accès aux informations classifiées est exclusivement réservé aux personnes autorisées, en vertu des lois et réglementations nationales, à accéder à des informations classifiées d'un niveau de classification de sécurité équivalent, qui ont besoin de connaître de telles informations et ont été informées en conséquence.
- (5) La Partie destinataire s'engage :
- a) à ne délivrer aucune information classifiée à une tierce partie sans l'accord écrit de l'autorité compétente de la Partie d'origine ;
 - b) à octroyer aux informations classifiées un niveau de classification de sécurité équivalent à celui que leur a octroyé la Partie d'origine ;
 - c) à ne pas utiliser d'informations classifiées à d'autres fins que celles auxquelles elles lui ont été transmises.
- (6) Si tout autre Accord conclu entre les Parties comporte des règles plus strictes eu égard à l'échange ou à la protection des informations classifiées, de telles règles s'appliquent.

Article 6

Coopération à des fins de sécurité

- (1) Les autorités compétentes se tiennent mutuellement informées des lois et réglementations nationales en vigueur en matière de protection des informations classifiées.
- (2) Afin de garantir une coopération efficace dans l'exécution des présentes, les autorités compétentes peuvent organiser des consultations si l'une d'entre elles en formule la demande.
- (3) En vue d'appliquer et de maintenir des normes de sécurité similaires, les autorités compétentes se tiennent, sur demande, mutuellement informées des normes, procédures et pratiques de sécurité appliquées par chaque Partie en matière de protection des informations classifiées.
- (4) Sur demande, les autorités compétentes, conformément à leurs lois et réglementations nationales, s'assistent mutuellement dans le cadre des procédures visant à établir une habilitation de sécurité du personnel ou une habilitation de sécurité d'installation.
- (5) Les Parties reconnaissent mutuellement leurs habilitations de sécurité du personnel et d'installation, conformément à leurs lois et réglementations nationales.
- (6) Dans le cadre du présent Accord, les autorités compétentes se tiennent mutuellement informées sans délai de toute révocation d'habilitation de sécurité du personnel et d'installation ou de toute modification apportée au niveau de classification de sécurité.
- (7) Les services de sécurité et d'intelligence des Parties peuvent directement échanger des informations classifiées conformément aux lois et réglementations nationales.
- (8) Les Parties se tiennent mutuellement informées, par la voie diplomatique, de toute modification apportée à leurs autorités compétentes.

Article 7

Transfert d'informations classifiées

- (1) Les informations classifiées seront transférées par des coursiers diplomatiques ou militaires ou par tout autre moyen approuvé préalablement par les autorités compétentes conformément aux lois et réglementations nationales.
- (2) La transmission électronique d'informations classifiées est effectuée par le biais de méthodes cryptographiques certifiées conformément aux lois et réglementations nationales.

(3) Si des informations classifiées transmises sont identifiées comme étant de niveau CEKPETHO / SECRET / SECRET LUX ou d'un niveau supérieur, la Partie destinataire en confirmera la réception par écrit. La réception des autres informations classifiées sera confirmée sur demande.

Article 8

***Traduction, reproduction, destruction d'informations classifiées.
Modification et suppression d'un niveau de classification de sécurité.***

(1) Les informations classifiées identifiées comme étant de niveau CTPOFO CEKPETHO / TOP SECRET / TRÈS SECRET LUX seront exclusivement traduites ou reproduites sur autorisation écrite de l'autorité compétente de la Partie d'origine.

(2) Toutes les traductions d'informations classifiées seront effectuées par des personnes disposant d'une habilitation de sécurité correspondant au niveau de classification de sécurité approprié. Les traductions ainsi produites seront assorties d'un niveau de classification de sécurité équivalent à celui des informations d'origine, conformément à l'article 4 des présentes.

(3) Toutes les traductions porteront une mention indiquant qu'elles contiennent des informations classifiées reçues par la Partie d'origine.

(4) Lors de la reproduction d'informations classifiées, le niveau de classification de sécurité des informations originales sera également indiqué sur chaque exemplaire. Les informations ainsi reproduites sont placées sous le même niveau de contrôle que les informations originales. Le nombre de copies est limité à celui requis pour un usage officiel.

(5) La Partie destinataire ne pourra modifier et/ou supprimer le niveau de classification de sécurité des informations classifiées reçues sans l'accord écrit préalable de la Partie d'origine.

(6) Les informations classifiées seront détruites dans la mesure requise pour empêcher leur reconstruction en tout ou partie, conformément aux lois et réglementations nationales.

(7) La Partie d'origine pourra explicitement interdire la reproduction ou la destruction d'informations classifiées en apposant sur le conteneur des informations concernées le marquage correspondant, ou au moyen d'une notification écrite envoyée par la suite. Les informations classifiées dont la destruction est interdite doivent être restituées à la Partie d'origine.

(8) Les informations classifiées assorties du niveau de classification de sécurité CTPOFO CEKPETHO / TOP SECRET / TRÈS SECRET LUX ne doivent pas être détruites. Celles-ci doivent être renvoyées à la Partie d'origine.

(9) Les informations classifiées CEKPETHO/SECRET/SECRET LUX seront détruites conformément aux lois et réglementations nationales dès lors que la Partie destinataire n'en a plus l'utilité.

(10) Dans le cas d'une situation de crise rendant impossible la protection et le renvoi des informations classifiées produites ou échangées en vertu du présent Accord, les informations classifiées sont détruites immédiatement. La Partie destinataire informera dès que possible l'autorité compétente de la Partie d'origine de la destruction des informations classifiées.

Article 9

Contrats classifiés

(1) Les contrats classifiés seront conclus et exécutés conformément aux lois et réglementations nationales.

(2) Sur demande, l'autorité compétente de la Partie destinataire confirmera qu'un Contractant proposé s'est vu octroyer une habilitation de sécurité. Si le Contractant proposé ne détient pas l'habilitation

de sécurité appropriée, l'autorité compétente de la Partie d'origine peut demander à celle de la Partie destinataire d'établir une telle habilitation.

(3) Il incombe à l'autorité compétente dont le territoire est visé par l'exécution du Contrat classifié de prescrire et d'administrer les mesures de sécurité applicables audit contrat selon les mêmes normes et les mêmes exigences que celles qui régissent la protection de ses propres Contrats classifiés. Des inspections périodiques de la sécurité pourront être effectuées conformément aux dispositions des lois et réglementations nationales.

(4) Le Contractant sera tenu de :

- a) détenir une habilitation de sécurité d'un niveau de classification de sécurité approprié ;
- b) garantir que les personnes demandant à accéder à des informations classifiées disposent d'une habilitation de sécurité du d'un niveau approprié ;
- c) s'assurer que toutes les personnes qui se voient octroyer l'accès à des informations classifiées sont tenues informées de leurs responsabilités en matière de protection des informations, conformément aux lois et réglementations nationales ;
- d) réaliser des inspections périodiques de la sécurité sur ses installations.

(5) Les sous-traitants engagés au titre de Contrats classifiés se conformeront aux exigences de sécurité applicables aux contractants.

(6) Chaque contrat classifié conclu conformément aux dispositions des présentes comportera une annexe relative à la sécurité appropriée, laquelle fera partie intégrante du contrat en question et répertoriera les aspects suivants :

- a) un guide de classification ;
- b) une procédure relative à la communication des modifications apportées aux niveaux de classification de sécurité des informations ;
- c) des voies de communication et des moyens de transmission électromagnétique ;
- d) les procédures relatives au transport d'informations classifiées ;
- e) les coordonnées des autorités compétentes en charge de la coordination de la protection des informations classifiées liées au contrat ;
- f) une obligation de signaler toute infraction à la sécurité avérée ou suspectée.

(7) Une copie de l'annexe relative à la sécurité de tous les contrats classifiés sera transmise à l'autorité compétente de la Partie visée par l'exécution du contrat classifié en question, afin de lui permettre d'exercer une surveillance et un contrôle appropriés eu égard aux normes, procédures et pratiques de sécurité mises en œuvre par le contractant pour garantir la protection des informations classifiées.

(8) Les représentants des autorités compétentes peuvent effectuer des visites réciproques afin d'analyser l'efficacité des mesures adoptées par un contractant pour garantir la protection des informations classifiées impliquées dans un contrat classifié. Toute visite doit être notifiée au moins trois (3) semaines à l'avance.

Article 10

Visites

(1) Les visites impliquant l'accès à des informations classifiées sont soumises à l'autorisation préalable de l'autorité compétente de la Partie hôte.

(2) Toute demande de visite doit être soumise au minimum 3 semaines avant la visite et contenir :

- a) le nom, le prénom, la date et le lieu de naissance, et la nationalité du visiteur ;
- b) le numéro du passeport ou de la carte d'identité du visiteur ;
- c) la qualité du visiteur et le nom de l'organisation représentée ;

- d) le niveau de l'habilitation de sécurité individuelle du visiteur, le cas échéant ;
 - e) le but de la visite ainsi que le programme de travail proposé et la date prévue ;
 - f) les noms des organisations et des établissements objet de la visite ;
 - g) le nombre de visites requises et la période concernée ;
 - h) les coordonnées des agents affectés à la sécurité des installations concernées ;
 - i) toutes autres données convenues par les autorités compétentes.
- (3) Aux fins de l'exécution des présentes, des visites récurrentes pourront être organisées. Les autorités compétentes des Parties approuvent une liste de personnes autorisées à effectuer des visites récurrentes. Ces listes sont valides pour une période initiale de douze mois. Une fois les listes approuvées par les autorités compétentes des Parties, les modalités des visites concrètes seront directement déterminées en collaboration avec les Agents affectés à la sécurité des sites concernés.
- (4) Chacune des Parties garantit la protection des données personnelles des visiteurs conformément à ses lois et réglementations nationales.

Article 11

Infraction à la sécurité

- (1) L'autorité compétente de la Partie destinataire informera sans délai l'autorité compétente de la Partie d'origine de toute infraction à la sécurité avérée ou suspectée.
- (2) L'autorité compétente de la Partie destinataire prendra toutes les mesures appropriées possibles, conformément à ses lois et réglementations nationales, afin de limiter les conséquences de toute infraction à la sécurité et d'empêcher toute violation ultérieure, et veillera à mener une enquête appropriée. Sur demande, l'autorité compétente de la Partie d'origine apportera son aide dans le cadre d'une telle enquête. Sur demande, l'autorité compétente de la Partie destinataire informera par écrit l'autorité compétente de la Partie d'origine du résultat des procédures mises en œuvre et des mesures correctives entreprises à la suite de la violation.
- (3) En cas d'infraction à la sécurité survenant dans un pays tiers, l'autorité compétente de la Partie à l'origine de la diffusion des informations prendra, dans la mesure du possible, les mesures visées par le paragraphe 2.

Article 12

Frais

Chacune des Parties assume les frais engagés du fait de l'exécution de ses obligations en vertu du présent Accord.

Article 13

Règlement des litiges

Tout litige quant à l'interprétation ou l'application du présent Accord est exclusivement résolu par voie de consultation et négociation entre les Parties.

Article 14

Dispositions finales

- (1) Le présent Accord prend effet le premier jour du deuxième mois qui suit la réception de la dernière des notifications écrites par lesquelles les Parties se sont tenues mutuellement informées, par la voie diplomatique, de l'accomplissement des exigences légales nationales requises pour son entrée en vigueur.

(2) Le présent Accord peut être modifié d'un commun accord par écrit entre les Parties. Les modifications apportées aux présentes font partie intégrante du présent Accord. Ces modifications entrent en vigueur conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article.

(3) Le présent Accord est conclu pour une durée indéterminée. Chaque Partie pourra mettre fin au présent Accord en informant l'autre Partie par écrit via les voies diplomatiques. Dans un tel cas, l'Accord prendra fin au terme d'un délai de six mois à partir de la date de réception de la résiliation par l'autre Partie.

(4) En cas de résiliation du présent Accord, toutes les informations classifiées échangées en vertu des présentes resteront protégées conformément aux clauses des présentes et seront, sur demande, restituées à la Partie d'origine.

FAIT à Sofia, le 29 janvier 2018 en deux exemplaires originaux, chacun en langues française, anglaise et bulgare, tous les textes faisant également foi. Dans le cas d'un désaccord quant à l'interprétation des dispositions du présent Accord, le texte anglais prévaut.

*Pour le Gouvernement du
Grand-Duché de Luxembourg*
Ronald DOFING
*Ambassadeur
du Grand-Duché de Luxembourg
en République de Bulgarie*

*Pour le Gouvernement de la
République de Bulgarie*
Boris DIMITROV
*Président
de la Commission d'état pour
la sécurité des informations*

*

ACCORD

**entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg
et le Conseil des Ministres de la République d'Albanie
relatif à la protection réciproque d'informations classifiées,
fait à Luxembourg, le 25 juin 2018**

Le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Conseil des Ministres de la République d'Albanie, ci-après dénommés les « Parties »,

Reconnaissant qu'une coopération efficace dans les domaines politique, économique, militaire, de la sécurité ou de l'intelligence, et dans tout autre domaine, peut exiger l'échange d'informations classifiées entre les Parties,

Désirant établir un ensemble de règles régissant la protection réciproque d'informations classifiées, produites ou échangées dans le cadre d'une coopération entre les Parties.

CONVIENNENT ce qui suit :

Article 1

Objet et champ d'application

1. Le présent Accord a pour but de garantir la protection réciproque des informations classifiées généralement créées ou échangées entre les Parties.
2. Le présent Accord est applicable à l'ensemble des activités, contrats ou accords impliquant des informations classifiées qui seront menés ou conclus entre les Parties à l'avenir.
3. Les dispositions du présent Accord s'appliquent également aux informations classifiées déjà produites ou échangées dans le cadre d'une coopération entre les Parties avant l'entrée en vigueur des présentes.

*Article 2***Définitions**

Aux fins du présent Accord :

- (1) « **Informations classifiées** » désigne toute information, quelle qu'en soit la forme, transmise ou produite entre les Parties conformément aux lois et réglementations nationales de chacune des Parties, nécessitant une protection contre toute divulgation non autorisée, détournement ou perte, et à laquelle un niveau de classification de sécurité a été attribué ;
- (2) « **Besoin d'en connaître** » fait référence à la nécessité d'accéder à des informations classifiées dans le cadre de fonctions officielles déterminées et/ou en vue de l'accomplissement d'une mission spécifique ;
- (3) « **Infraction à la sécurité** » désigne tout acte ou omission contraire aux lois et réglementations nationales, susceptible d'entraîner la divulgation, la perte, la destruction, le détournement ou tout autre type de compromission d'informations classifiées ;
- (4) « **Partie d'origine** » désigne la Partie, en ce compris toute instance qui fournit des informations classifiées conformément aux lois et réglementations nationales ;
- (5) « **Partie destinataire** » désigne la Partie, en ce compris toute instance à laquelle la Partie d'origine fournit des informations classifiées ;
- (6) « **Tierce partie** » désigne tout État ou toute organisation internationale qui n'est pas l'une des Parties au présent Accord.
- (7) « **Autorité nationale de sécurité** » désigne l'autorité nationale qui, conformément aux lois et réglementations nationales, est chargée de superviser la mise en œuvre du présent Accord et de contrôler la protection des informations classifiées produites ou échangées en vertu des présentes ;
- (8) « **Contractant** » désigne toute personne physique ou morale dotée de la capacité juridique de conclure des contrats classifiés ;
- (9) « **Sous-traitant** » désigne tout contractant avec lequel le premier contractant conclut un contrat de sous-traitance.
- (10) « **Contrat classifié** » désigne un accord entre deux contractants ou sous-traitants ou plus, qui contient des informations classifiées ou dont l'exécution nécessite l'accès aux informations classifiées ;
- (11) « **Habilitation de sécurité individuelle** » désigne toute décision de l'autorité de sécurité nationale selon laquelle le ressortissant est autorisé à accéder à des informations classifiées jusqu'à un certain niveau de classification de sécurité, conformément aux lois et réglementations nationales ;
- (12) « **Habilitation de sécurité d'établissement** » désigne toute décision de l'autorité nationale de sécurité selon laquelle le contractant ou le sous-traitant satisfait aux exigences requises pour traiter des informations classifiées jusqu'à un certain niveau de classification de sécurité, conformément aux lois et réglementations nationales ;
- (13) « **Visiteurs** » désigne les représentants officiels d'une Partie chargés de visiter les établissements de l'autre Partie engagés dans des activités impliquant des informations ou documents classifiés.

*Article 3***Niveaux de classification de sécurité**

1. Toute Information classifiée produite et/ou échangée en vertu du présent Accord est désignée par un niveau approprié de sécurité conformément aux lois et réglementations nationales de la Partie qui fournit l'information.
2. Les Parties reconnaissent que les niveaux de classification de sécurité suivants sont équivalents, conformément aux lois et réglementations nationales :

<i>Pour le Grand-Duché de Luxembourg</i>	<i>Pour la République d'Albanie</i>
TRÈS SECRET LUX	TEPER SEKRET
SECRET LUX	SEKRET
CONFIDENTIEL LUX	KONFINDECIAL
RESTREINT LUX	I KUFIZUAR

3. La Partie d'origine peut recourir à des marquages supplémentaires afin de signaler que des restrictions spéciales s'appliquent à l'utilisation d'informations classifiées. Les autorités nationales de sécurité s'informent mutuellement de l'utilisation de ces éventuels marquages supplémentaires.

Article 4

Autorités nationales de sécurité

1. Les autorités nationales de sécurité des Parties sont :

Pour le Grand-Duché de Luxembourg :
Le Service de Renseignement de l'État
Autorité Nationale de Sécurité

Pour la République d'Albanie
La Direction de la sécurité des informations classifiées
(Autorité nationale de sécurité)

2. Les Parties se tiennent mutuellement informées, par la voie diplomatique, de toute modification affectant les autorités nationales de sécurité. Une telle notification de modification ne constitue pas un amendement officiel aux présentes, conformément au paragraphe 2 de l'article 14.

3. Les autorités nationales de sécurité se tiennent mutuellement informées des lois et réglementations en vigueur dans leur État, ainsi que de toute modification qui leur est apportée et affecte la protection des informations classifiées produites ou échangées conformément au présent Accord.

4. En vue d'appliquer et de maintenir des normes de sécurité similaires, les autorités nationales de sécurité se tiennent mutuellement informées des normes, procédures et pratiques de sécurité appliquées par chaque Partie en matière de protection des informations classifiées.

Article 5

Mesures applicables à la protection d'informations classifiées

1. Conformément aux dispositions des lois et réglementations nationales, les Parties prennent toutes les mesures appropriées afin de protéger les informations classifiées échangées ou produites en vertu du présent Accord. Elles garantissent auxdites informations classifiées un niveau de protection équivalent à celui qui est accordé à leurs informations classifiées nationales assorties du niveau de classification de sécurité correspondant, tel que défini à l'article 3 du présent Accord.

2. La Partie d'origine informe par écrit la Partie destinataire de toute modification apportée au niveau de classification de sécurité des informations classifiées fournies afin de mettre en œuvre les mesures de protection appropriées.

3. L'accès aux informations classifiées est exclusivement réservé aux personnes disposant de l'autorisation appropriée, en vertu des lois et réglementations nationales, pour accéder à des informations classifiées d'un niveau de classification de sécurité équivalent, qui ont besoin de connaître de telles informations et ont été informées en conséquence.

4. Dans le cadre du présent Accord, chacune des Parties reconnaît les habilitations de sécurité individuelles et d'établissement établies par l'autre Partie.

5. Sur demande, et conformément aux lois et réglementations nationales, les autorités nationales de sécurité peuvent s'assister mutuellement dans le cadre de la réalisation des procédures de vérification.
6. Dans le cadre du présent Accord, les autorités nationales de sécurité se tiennent mutuellement informées sans délai de toute révocation d'habilitation de sécurité individuelle et d'établissement ou de toute modification apportée au niveau de classification de sécurité.
7. Sur demande de l'autorité nationale de sécurité de la Partie d'origine, l'autorité nationale de sécurité de la Partie destinataire confirmera par écrit qu'une personne s'est vue octroyer une habilitation de sécurité individuelle ou qu'une entité juridique s'est vue octroyer une habilitation de sécurité d'établissement.
8. La Partie destinataire :
 - a) ne divulgue aucune information classifiée à une tierce partie sans l'accord écrit de la Partie d'origine délivré conformément aux lois et réglementations nationales ;
 - b) si cela s'avère approprié, classe les informations reçues conformément au niveau de sécurité équivalent mentionné à l'article 3 ;
 - c) ne déclassifie aucune des informations classifiées fournies et s'interdit de leur octroyer un niveau de protection inférieur sans l'accord écrit de la Partie d'origine ;
 - d) n'utilise les informations classifiées qu'aux fins prévues.

Article 6

Transfert d'informations classifiées

1. Les informations classifiées seront transférées par des coursiers diplomatiques ou militaires ou par tout autre moyen approuvé préalablement par les autorités nationales de sécurité conformément aux lois et réglementations nationales.
2. La transmission électronique d'informations classifiées est effectuée par le biais de méthodes cryptographiques certifiées conformément aux lois et réglementations nationales.
3. Si des informations classifiées transmises sont identifiées comme étant de niveau SEKRET/SECRET LUX ou d'un niveau supérieur, la Partie destinataire en confirmera la réception par écrit. La réception des autres informations classifiées sera confirmée sur demande.
4. Les services de sécurité et d'intelligence des Parties peuvent directement échanger des informations classifiées conformément aux lois et réglementations nationales.

Article 7

Reproduction et traduction d'informations classifiées

1. La traduction ou la reproduction d'informations classifiées de niveau TEPER SEKRET / TRES SECRET LUX ou de niveau supérieur sont autorisées uniquement dans des cas exceptionnels, avec l'accord écrit préalable de la Partie d'origine.
2. Toutes les reproductions et les traductions d'informations classifiées portent les marquages de classification originaux. Ces informations reproduites ou traduites sont soumises au même niveau de protection que les informations originales. Le nombre de reproductions ou de traductions est limité à celui requis pour un usage officiel. Toutes les traductions incluent une note appropriée, dans la langue de traduction, indiquant qu'elles contiennent des informations classifiées de la Partie d'origine.

*Article 8****Destruction d'informations classifiées***

1. Les informations classifiées de niveau TEPER SEKRET / TRÈS SECRET LUX ne seront pas détruites, sauf dans les cas mentionnés au paragraphe 4 du présent article. Ces informations classifiées seront renvoyées à la Partie d'origine dès lors que les Parties les jugent inutiles.
2. Dès lors que la Partie destinataire n'en a plus l'utilité, les informations classifiées de niveau SEKRET / SECRET LUX ou de niveau inférieur seront détruites dans la mesure requise pour empêcher leur reconstruction en tout ou partie.
3. La Partie destinataire informe la Partie d'origine de la destruction des informations classifiées SEKRET /SECRET LUX.
4. Dans le cas d'une situation de crise rendant impossible la protection ou le renvoi des informations classifiées produites ou échangées en vertu du présent Accord, les informations classifiées sont détruites immédiatement. La Partie destinataire avise dès que possible les autorités nationales de sécurité des deux Parties d'une telle destruction.

*Article 9****Contrats classifiés***

1. Les contrats classifiés seront conclus et exécutés conformément aux lois et réglementations nationales.
2. Sur demande, l'autorité nationale de sécurité de la Partie destinataire confirmera qu'un contractant ou un sous-traitant proposé s'est vu octroyer une habilitation de sécurité individuelle ou d'établissement appropriée. Si le contractant ou sous-traitant proposé ne détient pas l'habilitation de sécurité appropriée, l'autorité nationale de sécurité de la Partie d'origine peut demander à celle de la Partie destinataire d'établir une telle habilitation.
3. Il incombe à l'autorité nationale de sécurité dont le territoire est visé par l'exécution du contrat classifié de prescrire et de mettre en œuvre les mesures de sécurité applicables audit contrat selon les mêmes normes et les mêmes exigences que celles qui régissent la protection de ses propres contrats classifiés. Des inspections périodiques de la sécurité pourront être effectuées par les autorités nationales de sécurité.
4. Une annexe relative à la sécurité fera partie intégrante de chaque contrat ou contrat de sous-traitance classifié. Dans cette annexe, la Partie d'origine spécifiera les informations classifiées qui doivent être divulguées à la Partie destinataire, le niveau de classification de sécurité qui leur a été attribué, ainsi que les obligations qui incombent au contractant ou au sous-traitant eu égard à la protection des informations classifiées. Une copie de l'annexe relative à la sécurité sera transmise à l'autorité nationale de sécurité de la Partie d'origine.
5. Avant de transmettre aux contractants ou aux contractants éventuels de l'une des Parties toute information classifiée transmise par l'autre Partie, conformément à ses lois et réglementations nationales, la Partie destinataire s'assure que les contractants ou les contractants éventuels sont en mesure de protéger de façon appropriée les informations classifiées et :
 - a) exécute une procédure d'habilitation de sécurité d'établissement appropriée à l'égard des contractants et des sous-traitants ;
 - b) exécute une procédure d'habilitation de sécurité individuelle appropriée à l'égard de tous les membres du personnel dont les fonctions requièrent un accès à des informations classifiées ;
 - c) s'assure que toutes les personnes ayant accès à des informations classifiées sont tenues informées de leurs responsabilités ;
 - d) réalise des inspections de sécurité périodiques au sein des établissements pertinents ayant obtenu une habilitation.

6. Les sous-traitants engagés au titre de contrats classifiés se conforment aux exigences de sécurité applicables aux contractants.

7. Les représentants des autorités nationales de sécurité peuvent effectuer des visites réciproques afin d'analyser l'efficacité des mesures adoptées par un contractant ou un sous-traitant pour garantir la protection des informations classifiées impliquées dans un contrat classifié.

Article 10

Visites

1. Les visites impliquant l'accès à des informations classifiées sont soumises à l'autorisation préalable de l'autorité nationale de sécurité de la Partie hôte.

2. La demande de visite doit être soumise au minimum 3 semaines avant la visite.

3. Toute demande comporte les renseignements suivants :

- j) le nom, le prénom, la date et le lieu de naissance, et la nationalité du visiteur ;
- k) le numéro du passeport ou de la carte d'identité du visiteur ;
- l) la qualité du visiteur et le nom de l'organisation représentée ;
- m) le niveau et la date d'expiration de l'habilitation de sécurité individuelle du visiteur ;
- n) le but de la visite ainsi que le programme de travail proposé et la date prévue ;
- o) les noms des organisations et des établissements objets de la visite ;
- p) le nombre de visites requises et la période concernée ;
- q) toutes autres données convenues par les autorités nationales de sécurité.

3. Chacune des Parties garantit la protection des données personnelles des visiteurs conformément à ses lois et réglementations nationales.

Article 11

Infraction à la sécurité

1. L'autorité nationale de sécurité de la Partie destinataire informe immédiatement l'autorité nationale de sécurité de la Partie d'origine de toute infraction à la sécurité avérée ou suspectée en précisant les circonstances d'une telle infraction.

2. L'autorité nationale de sécurité de la Partie destinataire prend toutes les mesures appropriées possibles, conformément à ses lois et réglementations nationales, afin de limiter les conséquences de toute infraction à la sécurité et d'empêcher toute violation ultérieure, et veille à mener une enquête appropriée. Sur demande, l'autorité nationale de sécurité de la Partie d'origine apporte son aide dans le cadre de l'enquête. L'autorité nationale de la sécurité de la Partie destinataire communique par écrit à l'autorité nationale de sécurité de la Partie d'origine le résultat des procédures et les mesures correctives entreprises à la suite de la violation.

Article 12

Frais

Chacune des Parties supporte les frais propres encourus du fait de l'application du présent Accord.

Article 13

Règlement des litiges

1. Tout litige quant à l'interprétation ou l'application du présent Accord est résolu par voie de consultation et de négociation entre les Parties, sans faire appel à un quelconque tribunal national ou international aux fins de son règlement.

2. Dans l'attente de l'accord amiable, les Parties continueront à exécuter leurs obligations découlant du présent Accord.

Article 14

Dispositions finales

1. Le présent Accord prend effet le premier jour du deuxième mois qui suit la réception de la dernière des notifications écrites par lesquelles les Parties se sont tenues mutuellement informées, par la voie diplomatique, de l'accomplissement des exigences légales nationales requises pour son entrée en vigueur.

2. Le présent Accord peut être modifié d'un commun accord par écrit entre les Parties. Les modifications apportées aux présentes font partie intégrante du présent Accord. Ces modifications entrent en vigueur conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article.

3. Le présent Accord est conclu pour une durée indéterminée. Chaque Partie pourra mettre fin au présent Accord en informant l'autre Partie par écrit via les voies diplomatiques. Dans un tel cas, l'Accord prendra fin au terme d'un délai de six mois à partir de la date de réception de la résiliation par l'autre Partie.

4. En cas de résiliation du présent Accord, toutes les informations classifiées échangées en vertu des présentes resteront protégées conformément aux clauses des présentes et seront, sur demande, restituées à la Partie d'origine.

FAIT à Luxembourg, le 25 juin 2018 en double exemplaire, chacun en langues française, albanaise et anglaise, tous les textes faisant également foi. Dans le cas d'un désaccord quant à l'interprétation des dispositions du présent Accord, le texte anglais prévaut.

*Pour le Gouvernement
du Grand-Duché de Luxembourg
Jean ASSELBORN
Ministre des Affaires étrangères
et européennes*

*Pour le conseil des ministres
de la République d'Albanie
Ditmir BUSHATI
Ministre de l'Europe
et des Affaires étrangères*

*

ACCORD

entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de Hongrie relatif à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Budapest, le 5 septembre 2018

Le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de Hongrie, (ci-après dénommés les « Parties »),

Reconnaissant l'importance d'une coopération mutuelle entre les Parties,

Reconnaissant qu'une coopération satisfaisante peut exiger l'échange d'informations classifiées entre les Parties,

Désirant établir un ensemble de règles régissant la protection réciproque d'informations classifiées,

Reconnaissant qu'ils garantissent aux informations classifiées une protection équivalente,

Ont, dans le respect mutuel des intérêts nationaux et de la sécurité, approuvé les modalités exposées ci-après :

*Article 1***Objet et champ d'application**

1. Le présent Accord a pour but de garantir la protection des informations classifiées créées ou échangées entre les Parties.
2. Le présent Accord est applicable à l'ensemble des activités, contrats ou accords impliquant des informations classifiées qui seront menés ou conclus entre les Parties à l'avenir.
3. Les dispositions du présent Accord s'appliquent également aux informations classifiées déjà produites ou échangées dans le cadre d'une coopération entre les Parties avant l'entrée en vigueur des présentes.

*Article 2***Définitions**

Aux fins du présent Accord :

- a) une « **infraction à la sécurité** » désigne tout acte ou toute omission contraire au présent Accord ou aux lois et réglementations nationales des Parties, susceptible d'entraîner la divulgation ou la consultation non autorisées, la perte, la destruction, le détournement ou tout autre type de compromission d'informations classifiées ;
- b) un « **contrat classifié** » désigne tout contrat impliquant ou nécessitant l'accès à des informations classifiées ;
- c) les « **informations classifiées** » désignent toute information, quelle qu'en soit la forme ou la nature, transmise ou produite entre les Parties conformément aux lois et réglementations nationales de chacune des Parties, nécessitant une protection contre toute infraction à la sécurité et désignée en conséquence ;
- d) un « **contractant** » désigne toute personne physique ou morale dotée de la capacité juridique de conclure des contrats classifiés et/ou étant partie à un tel contrat ;
- e) une « **habilitation de sécurité pour personne morale** » renvoie à une décision rendue par l'autorité nationale de sécurité à l'issue d'une procédure de vérification, selon laquelle une personne morale, dotée de la capacité juridique appropriée, dispose des capacités organisationnelles et matérielles requises pour traiter et stocker des informations classifiées conformément aux lois et réglementations nationales ;
- f) une « **autorité nationale de sécurité** » désigne l'autorité nationale en charge de l'application et de la supervision du présent Accord ;
- g) le « **besoin d'en connaître** » renvoie au principe selon lequel l'accès à des informations classifiées peut exclusivement être octroyé à une personne ayant réellement besoin d'accéder à de telles informations dans le cadre de ses devoirs officiels ou d'une mission spécifique ;
- h) la « **partie d'origine** » désigne la Partie, en ce compris les personnes physiques ou morales relevant de sa juridiction, qui délivre des informations classifiées ;
- i) une « **habilitation de sécurité pour personne physique** » renvoie à une décision rendue par l'autorité nationale de sécurité à l'issue d'une procédure de vérification, selon laquelle une personne physique est habilitée à traiter des informations classifiées conformément aux lois et réglementations nationales ;
- j) la « **partie destinataire** » désigne la Partie, en ce compris les personnes physiques ou morales relevant de sa juridiction, qui reçoit des informations classifiées ;
- k) un « **contrat de sous-traitance** » désigne un contrat conclu entre un contractant principal et un second contractant (sous-traitant) eu égard à la fourniture de biens et de services ;
- l) un « **sous-traitant** » désigne toute personne physique ou morale avec laquelle un contractant conclut un contrat de sous-traitance ;
- m) une « **tierce partie** » désigne tout État, en ce compris les personnes physiques ou morales relevant de la juridiction de cet État, ou toute organisation internationale, qui n'est pas l'une des Parties au présent Accord.

*Article 3****Autorités nationales de sécurité***

1. Les autorités nationales de sécurité des Parties sont :

Pour le Grand-Duché de Luxembourg :
Service de renseignement de l'État
Autorité nationale de Sécurité

Pour la Hongrie :
Nemzeti Biztonsági Felügyelet

2. Les Parties se tiennent mutuellement informées, par la voie diplomatique, de toute modification affectant les autorités nationales de sécurité, autre que les modifications mentionnées aux paragraphes 3 et 4 du présent article. Une telle notification de modification ne constitue pas un amendement officiel aux présentes, conformément au paragraphe 2 de l'article 16.

3. Les modifications concernant le nom des autorités nationales de sécurité ne constituent pas un amendement officiel aux présentes, conformément au paragraphe 2 de l'article 16. Les autorités nationales de sécurité s'informent mutuellement, par écrit, de ces modifications.

4. Les autorités nationales de sécurité se communiquent réciproquement leurs coordonnées officielles et s'informent de tout changement à cet égard.

*Article 4****Niveaux de classification et marquages***

1. Toute information classifiée délivrée en vertu du présent Accord est désignée par un niveau de classification approprié, conformément aux lois et réglementations nationales des Parties.
2. Les équivalences des niveaux de classification nationaux et des marquages attribués sont les suivantes :

<i>Au Grand-Duché de Luxembourg</i>	<i>En Hongrie</i>
TRÈS SECRET LUX	„Szigorúan titkos!”
SECRET LUX	„Titkos!”
CONFIDENTIEL LUX	„Bizalmas!”
RESTREINT LUX	„Korlátozott terjesztésű!”

*Article 5****Accès à des informations classifiées***

L'accès à des informations classifiées en vertu des présentes est exclusivement limité aux personnes qui ont besoin de les connaître et sont dûment autorisées à ces fins, conformément aux lois et réglementations nationales de la partie concernée.

*Article 6****Principes de sécurité***

1. Conformément aux dispositions des lois et réglementations nationales, les Parties prennent toutes les mesures appropriées afin de protéger les informations classifiées échangées ou produites en vertu du présent Accord.

2. La Partie d'origine :
 - a) s'assure que les informations classifiées portent les marquages de classification appropriés, conformément à ses lois et réglementations nationales ;
 - b) informe la Partie destinataire de toute condition régissant la divulgation des informations classifiées et de toute limite applicable à leur utilisation ;
 - c) informe la Partie destinataire, par écrit et dans les meilleurs délais, de toute évolution notable du niveau ou de la durée de classification des informations ;
 - d) s'assure que les informations classifiées sont exclusivement mises à la disposition de personnes satisfaisant aux exigences stipulées à l'article 5 des présentes.

3. La Partie destinataire :
 - a) s'assure que les informations classifiées portent un marquage de classification équivalent, conformément à l'article 4 du présent Accord ;
 - b) accorde le même degré de protection aux informations classifiées que celui accordé à ses informations classifiées nationales de même niveau de classification ;
 - c) protège les informations classifiées selon un degré correspondant à leur niveau de classification jusqu'à réception d'une notification écrite de la Partie d'origine l'informant de la déclassification ou de l'évolution du niveau de classification ou de la durée de validité des informations classifiées ;
 - d) veille à ce qu'aucune information classifiée ne soit divulguée à une tierce partie sans l'accord écrit préalable de la Partie d'origine ;
 - e) utilise les informations classifiées aux seules fins initialement prévues et conformément aux modalités de divulgation stipulées par la Partie d'origine.

Article 7

Coopération à des fins de sécurité

1. Afin de maintenir des niveaux de sécurité comparables, les autorités nationales de sécurité s'engagent, sur demande, à se tenir mutuellement informées de leurs lois et réglementations nationales relatives à la protection des informations classifiées, ainsi que des pratiques découlant de leur mise en œuvre.
2. Sur demande, les autorités nationales de sécurité, conformément à leurs lois et réglementations nationales, s'assistent mutuellement dans l'exécution des procédures d'octroi des habilitations de sécurité.
3. Dans le cadre du présent Accord, les Parties, conformément à leurs lois et réglementations nationales, reconnaissent les habilitations de sécurité délivrées par l'autre Partie. L'article 5 du présent Accord s'applique en conséquence.
4. Les autorités nationales de sécurité se tiennent informées dans les meilleurs délais de toute modification apportée aux habilitations de sécurité reconnues, notamment dans le cas de leur retrait.
5. La coopération visée par le présent Accord s'effectue en langue anglaise.

Article 8

Transfert ou transmission d'informations classifiées

1. Les informations classifiées sont transférées, conformément aux lois et réglementations nationales de la Partie d'origine, par la voie diplomatique ou par toute autre voie approuvée par écrit par les autorités nationales de sécurité.

2. Les Parties peuvent transmettre des informations classifiées par voie électronique, conformément aux procédures de sécurité approuvées par écrit par les autorités nationales de sécurité. La transmission électronique d'informations classifiées est effectuée par le biais de méthodes cryptographiques certifiées conformément aux lois et réglementations nationales.

Article 9

Reproduction, extraction, traduction et destruction d'informations classifiées

1. Les reproductions, les extractions et les traductions d'informations classifiées transmises dans le cadre des présentes portent les marquages de classification appropriés et bénéficient du même degré de protection que les informations originales. Le nombre de reproductions, d'extractions et de traductions est limité à celui requis à titre officiel.

2. Conformément aux lois et réglementations nationales des Parties, la traduction d'informations classifiées transmises en vertu des présentes peut comporter une mention dans la langue de la traduction indiquant qu'il s'agit d'informations classifiées de la Partie d'origine.

3. Les informations classifiées transmises dans le cadre du présent Accord et marquées TRES SECRET LUX / „Szigorúan titkos!” ne peuvent être reproduites, extraites ou traduites qu'avec l'accord écrit préalable de la Partie d'origine.

4. Les informations classifiées transmises dans le cadre du présent Accord et marquées TRES SECRET LUX / „Szigorúan titkos!” ne seront pas détruites mais renvoyées à la Partie d'origine dès lors que la Partie destinataire n'en a plus l'utilité.

5. Les informations classifiées SECRET LUX / “Titkos!” ou d'un niveau inférieur seront détruites conformément aux législations et réglementations nationales dès lors que la Partie destinataire n'en a plus l'utilité. La Partie destinataire informe la Partie d'origine d'une telle destruction, le cas échéant.

6. Dans le cas d'une situation de crise rendant impossible la protection ou la rétrocession d'informations classifiées à la Partie d'origine, ces dernières sont détruites dans les meilleurs délais. L'autorité nationale de sécurité de la Partie destinataire informe par écrit l'autorité nationale de sécurité de la Partie d'origine de la destruction des informations classifiées.

Article 10

Contrats classifiés

1. Les contrats classifiés sont conclus et exécutés conformément aux lois et réglementations nationales de chaque Partie. Sur demande, les autorités nationales de sécurité confirment que les contractants proposés, ainsi que les personnes participant aux négociations précontractuelles ou à la mise en œuvre de contrats classifiés, sont titulaires des habilitations de sécurité appropriées.

2. Toute autorité nationale de sécurité peut demander à son homologue la réalisation d'une inspection de sécurité au sein d'un établissement situé dans le territoire de l'autre Partie afin de s'assurer que celui-ci est toujours conforme aux normes de sécurité, conformément aux législations et réglementations nationales des Parties.

3. Tout contrat classifié comporte des instructions relatives aux normes de sécurité du projet et au niveau de classification de chacun des éléments du contrat classifié. Une copie des instructions relatives aux normes de sécurité du projet est transmise à l'autorité nationale de sécurité de la Partie sur le territoire de laquelle le contrat classifié doit être exécuté.

4. Les sous-traitants engagés au titre de contrats classifiés se conforment aux exigences de sécurité applicables aux contractants.

*Article 11***Visites**

1. Les visites impliquant l'accès à des informations classifiées sont soumises à l'autorisation préalable de l'autorité nationale de sécurité de la Partie concernée.
2. L'autorité nationale de sécurité de la Partie réalisant la visite informe l'autorité nationale de sécurité de la Partie hôte de toute visite planifiée au moyen d'une demande introduite au moins trois semaines avant l'organisation de la visite en question. Dans le cas d'une urgence, la demande de visite peut être notifiée dans un délai plus court moyennant la coordination préalable des autorités nationales de sécurité.
3. Toute demande de visite comporte les renseignements suivants :
 - a) le nom, la date et le lieu de naissance, la nationalité et le numéro de passeport ou de carte d'identité du visiteur ;
 - b) la qualité du visiteur et les caractéristiques de l'Organisation représentée ;
 - c) le niveau de l'habilitation de sécurité individuelle du visiteur et la durée de validité de cette dernière ;
 - d) la date et durée de la visite et, dans le cas de visites récurrentes, la période totale couverte par les visites ;
 - e) l'objet de la visite avec mention du niveau de classification le plus élevé des informations classifiées impliquées ;
 - f) le nom et l'adresse de l'établissement objet de la visite, ainsi que le nom, le numéro de téléphone/télécopie, l'adresse électronique de son référent ;
 - g) la date, la signature et le sceau officiel de l'autorité nationale de sécurité.
4. Les autorités nationales de sécurité peuvent convenir d'établir une liste des visiteurs autorisés à effectuer des visites récurrentes. Les autorités nationales de sécurité conviennent des détails complémentaires concernant les visites récurrentes.
5. Toute information classifiée obtenue par un visiteur est considérée comme une information classifiée reçue en vertu du présent Accord.
6. Chacune des Parties garantit la protection des données personnelles des visiteurs conformément aux lois et réglementations nationales.

*Article 12***Infraction à la sécurité**

1. Les autorités nationales de sécurité se tiennent mutuellement informées par écrit et dans les meilleurs délais de toute infraction à la sécurité avérée ou suspectée.
2. L'autorité nationale de sécurité de la Partie destinataire prend toutes les mesures appropriées possibles, conformément à ses lois et réglementations nationales, afin de limiter les conséquences de toute infraction à la sécurité et d'empêcher toute violation ultérieure.
3. L'autorité nationale de sécurité de la Partie concernée par l'infraction à la sécurité procède, dans les meilleurs délais, à une enquête permettant d'analyser l'incident en question. Si nécessaire, l'autorité nationale de sécurité de l'autre Partie participe à une telle enquête.
4. Dans tous les cas, l'autorité nationale de sécurité de la Partie destinataire informe par écrit l'autorité nationale de sécurité de la Partie d'origine des circonstances de l'infraction à la sécurité, de l'étendue des dommages, des mesures adoptées en vue d'y remédier, et des résultats de l'enquête.

*Article 13****Relation avec d'autres accords internationaux***

Le présent Accord n'affecte pas les obligations des Parties au titre de tout autre traité bilatéral ou multilatéral, en ce compris tout accord régissant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées.

*Article 14****Dépenses***

Chacune des Parties supporte les frais propres encourus du fait de l'application du présent Accord.

*Article 15****Règlement des litiges***

Tout litige quant à l'interprétation ou à la mise en œuvre du présent Accord sera exclusivement résolu par voie de consultation et négociation entre les Parties, sans recours à une juridiction extérieure.

*Article 16****Dispositions finales***

1. Le présent Accord est conclu pour une durée indéterminée. Le présent Accord prend effet le premier jour du deuxième mois qui suit la date de réception de la dernière des notifications des Parties, transmise par la voie diplomatique, informant de l'accomplissement des exigences légales nationales requises en vue de l'entrée en vigueur du présent Accord.
2. Le présent Accord peut être modifié d'un commun accord, par écrit, par les deux Parties. Ces modifications entrent en vigueur conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article.
3. Chacune des Parties peut, à tout moment, dénoncer par écrit le présent Accord, auquel cas, la validité de ce dernier prend fin six mois après la date de réception, par l'autre Partie, de la notification écrite de dénonciation.
4. Nonobstant la dénonciation du présent Accord, toutes les informations classifiées échangées ou produites en vertu du présent Accord continuent d'être protégées conformément aux présentes dispositions, jusqu'à ce que la Partie d'origine dispense la Partie destinataire de cette obligation par écrit.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés, ont signé le présent Accord.

FAIT à Budapest, le 5 septembre 2018, en deux originaux, chacun en langues française, hongroise et anglaise, tous les textes faisant également foi. Dans le cas d'un désaccord quant à l'interprétation des dispositions du présent Accord le texte anglais prévaut.

*Pour le Gouvernement du
Grand-Duché de Luxembourg*
Marc UNGEHEUER
*Ambassadeur du Grand-Duché de Luxembourg
en République de Hongrie*

*Pour le Gouvernement de
Hongrie*
Felkai LÁSZLÓ
*Ministre délégué
chargé de l'administration*

*

ACCORD

entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Macédoine relatif à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Skopje, le 6 septembre 2018

Le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Macédoine, ci-après dénommés les « Parties »,

Reconnaissant qu'une coopération efficace dans les domaines politique, économique, militaire, de la sécurité ou de l'intelligence, et dans tout autre domaine, peut exiger l'échange d'informations classifiées entre les Parties,

Désirant établir un ensemble de règles régissant la protection réciproque d'informations classifiées, produites ou échangées dans le cadre d'une coopération entre les Parties,

CONVIENNENT ce qui suit :

Article 1

Objet et champ d'application

1. Le présent Accord a pour but de garantir la protection des informations classifiées généralement créées ou échangées entre les Parties.
2. Le présent Accord est applicable à l'ensemble des activités, contrats ou accords impliquant des informations classifiées qui seront menés ou conclus entre les Parties à l'avenir.
3. Les dispositions du présent Accord s'appliquent également aux informations classifiées déjà produites ou échangées dans le cadre d'une coopération entre les Parties avant l'entrée en vigueur des présentes.

Article 2

Définitions

Aux fins du présent Accord :

- (1) « **Informations classifiées** » désigne toute information, quelle qu'en soit la forme, transmise ou produite entre les Parties conformément aux lois et réglementations nationales de chacune des Parties, nécessitant une protection contre toute divulgation non autorisée, détournement ou perte, désignée en conséquence ;
- (2) « **Besoin d'en connaître** » fait référence à la nécessité d'accéder à des informations classifiées dans le cadre de fonctions officielles déterminées et/ou en vue de l'accomplissement d'une mission spécifique ;
- (3) « **Infraction à la sécurité** » désigne tout acte ou omission contraire aux lois et réglementations nationales, susceptible d'entraîner la divulgation, la perte, la destruction, le détournement ou tout autre type de compromission d'informations classifiées ;
- (4) « **Partie d'origine** » désigne la Partie, en ce compris toute instance qui fournit des informations classifiées conformément aux lois et réglementations nationales ;
- (5) « **Partie destinataire** » désigne la Partie, en ce compris toute instance à laquelle la Partie d'origine fournit des informations classifiées ;
- (6) « **Autorité nationale de sécurité** » désigne l'autorité nationale qui, conformément aux lois et réglementations nationales, est chargée de superviser la mise en œuvre du présent Accord et de contrôler la protection des informations classifiées produites ou échangées en vertu des présentes ;
- (7) « **Contractant** » désigne toute personne physique ou morale dotée de la capacité juridique de conclure des contrats classifiés ;

- (8) « **Sous-traitant** » désigne tout contractant avec lequel le premier contractant conclut un contrat de sous-traitance.
- (9) « **Contrat classifié** » désigne un accord entre deux contractants ou sous-traitants ou plus, qui contient des informations classifiées ou dont l'exécution implique la production ou l'échange d'informations classifiées;
- (10) « **Habilitation de sécurité individuelle** » désigne toute décision de l'autorité nationale de sécurité selon laquelle le ressortissant est autorisé à accéder à des informations classifiées jusqu'à un certain niveau de classification de sécurité, conformément aux lois et réglementations nationales ;
- (11) « **Habilitation de sécurité d'établissement** » désigne toute décision de l'autorité nationale de sécurité selon laquelle le contractant ou le sous-traitant satisfait aux exigences requises pour traiter des informations classifiées jusqu'à un certain niveau de classification de sécurité, conformément aux lois et réglementations nationales ;
- (12) « **Tierce partie** » désigne tout État ou toute organisation internationale qui n'est pas l'une des Parties au présent Accord.

Article 3

Niveaux de classification de sécurité

1. Les Parties reconnaissent que les niveaux de classification de sécurité suivants sont équivalents, conformément aux lois et réglementations nationales :

<i>Pour le Grand-Duché de Luxembourg</i>	<i>Pour la République de Macédoine</i>	<i>Équivalent en anglais</i>
TRÈS SECRET LUX	ДРЖАВНА ТАЈНА	TOP SECRET
SECRET LUX	СТРОГО ДОВЕРЛИВО	SECRET
CONFIDENTIEL LUX	ДОВЕРЛИВО	CONFIDENTIAL
RESTREINT LUX	ИНТЕРНО	RESTRICTED

2. La Partie d'origine peut recourir à des marquages supplémentaires afin de signaler l'application de restrictions spéciales à l'utilisation d'informations classifiées, conformément à ses lois et réglementations nationales. Les autorités nationales de sécurité s'informent mutuellement de l'utilisation de ces éventuels marquages supplémentaires.

Article 4

Autorités nationales de sécurité

1. Les autorités nationales de sécurité des Parties sont :
- Pour le Grand-Duché de Luxembourg :
- Le Service de renseignement de l'État
Autorité nationale de Sécurité
- Pour la République de Macédoine
Дирекција за безбедност на класифицирани информации
(Direction de la Sécurité des informations classifiées)
2. Les Parties se tiennent mutuellement informées, par la voie diplomatique, de toute modification affectant les autorités nationales de sécurité. Une telle notification de modification ne constitue pas un amendement officiel aux présentes, conformément au paragraphe 2 de l'article 14.
3. Les autorités nationales de sécurité se tiennent mutuellement informées des lois et réglementations en vigueur dans leur État, ainsi que de toute modification qui leur est apportée et affecte la protection des informations classifiées produites ou échangées conformément au présent Accord.

4. En vue d'appliquer et de maintenir des normes de sécurité similaires, les autorités nationales de sécurité se tiennent mutuellement informées des normes, procédures et pratiques de sécurité appliquées par chaque Partie en matière de protection des informations classifiées.

Article 5

Mesures applicables à la protection d'informations classifiées

1. Conformément aux dispositions des lois et réglementations nationales, les Parties prennent toutes les mesures appropriées afin de protéger les informations classifiées échangées ou produites en vertu du présent Accord. Elles garantissent auxdites informations classifiées un niveau de protection équivalent à celui qui est accordé à leurs informations classifiées nationales assorties du niveau de classification de sécurité correspondant, tel que défini à l'article 3 du présent Accord.

2. La Partie d'origine informe par écrit la Partie destinataire de toute modification apportée au niveau de classification de sécurité des informations classifiées fournies afin de mettre en œuvre les mesures de protection appropriées.

3. L'accès aux informations classifiées est exclusivement réservé aux personnes autorisées, en vertu des lois et réglementations nationales, à accéder à des informations classifiées d'un niveau de classification de sécurité équivalent, qui ont besoin de connaître de telles informations et ont été informées en conséquence.

4. Dans le cadre du présent Accord, chacune des Parties reconnaît les habilitations de sécurité individuelles et d'établissement établies par l'autre Partie.

5. Sur demande, et conformément aux lois et réglementations nationales, les autorités nationales de sécurité peuvent s'assister mutuellement dans le cadre de la réalisation des procédures de vérification.

6. Dans le cadre du présent Accord, les autorités nationales de sécurité se tiennent mutuellement informées sans délai de toute révocation d'habilitation de sécurité individuelle et d'établissement ou de toute modification apportée au niveau de classification de sécurité.

7. Sur demande de l'autorité nationale de la Partie d'origine, l'autorité nationale de sécurité de la Partie destinataire confirmera par écrit qu'une personne s'est vue octroyer une habilitation de sécurité individuelle ou qu'une entité juridique s'est vue octroyer une habilitation de sécurité d'établissement.

8. La Partie destinataire :

- a) ne divulgue aucune information classifiée à une tierce partie sans l'accord écrit de la Partie d'origine délivré conformément aux lois et réglementations nationales ;
- b) si cela s'avère approprié, classe les informations reçues conformément au niveau de sécurité équivalent mentionné à l'article 3 ;
- c) ne déclassifie aucune des informations classifiées fournies et s'interdit de leur octroyer un niveau de protection inférieur sans l'accord écrit de la Partie d'origine ;
- d) n'utilise les informations classifiées qu'aux fins prévues.

Article 6

Transfert d'informations classifiées

1. Les informations classifiées seront transférées par des coursiers diplomatiques ou militaires ou par tout autre moyen approuvé préalablement par les autorités nationales de sécurité conformément aux lois et réglementations nationales.

2. La transmission électronique d'informations classifiées est effectuée par le biais de méthodes cryptographiques certifiées conformément aux lois et réglementations nationales.
3. Si des informations classifiées transmises sont identifiées comme étant de niveau SECRET LUX / СТРОГО ДОВЕРЛИВО / SECRET ou d'un niveau supérieur, la Partie destinataire en confirmera la réception par écrit. La réception des autres informations classifiées sera confirmée sur demande.
4. Les services de sécurité et d'intelligence des Parties peuvent directement échanger des informations classifiées dans le cadre de leurs fonctions et conformément aux lois et réglementations nationales.

Article 7

Reproduction et traduction d'informations classifiées

1. La traduction ou la reproduction d'informations classifiées de niveau SECRET LUX / СТРОГО ДОВЕРЛИВО / SECRET ou de niveau supérieur sont autorisées uniquement dans des cas exceptionnels, avec l'accord écrit préalable de la Partie d'origine.
2. Toutes les reproductions et les traductions d'informations classifiées portent les marquages de classification originaux. Ces informations reproduites ou traduites sont soumises au même niveau de protection que les informations originales. Le nombre de reproductions ou de traductions est limité à celui requis pour un usage officiel.

Article 8

Destruction d'informations classifiées

1. Les informations classifiées de niveau TRÈS SECRET LUX / ДРЖАВНА ТАЈНА / TOP SECRET ne seront pas détruites, sauf dans les cas mentionnés au paragraphe 4 du présent article. Ces informations classifiées seront renvoyées à la Partie d'origine dès lors que les Parties les jugent inutiles.
2. Dès lors que la Partie destinataire n'en a plus l'utilité, les informations classifiées de niveau SECRET LUX / СТРОГО ДОВЕРЛИВО / SECRET ou de niveau inférieur seront détruites dans la mesure requise pour empêcher leur reconstruction en tout ou partie.
3. La Partie destinataire informe la Partie d'origine de la destruction des informations classifiées SECRET LUX / СТРОГО ДОВЕРЛИВО / SECRET.
4. Dans le cas d'une situation de crise rendant impossible la protection ou le renvoi des informations classifiées produites ou échangées en vertu du présent Accord, les informations classifiées sont détruites immédiatement. La Partie destinataire avise dès que possible les autorités nationales de sécurité des deux Parties d'une telle destruction.

Article 9

Contrats classifiés

1. Les contrats classifiés seront conclus et exécutés conformément aux lois et réglementations nationales.
2. Sur demande, l'autorité nationale de sécurité de la Partie destinataire confirmera qu'un contractant proposé s'est vu octroyer une habilitation de sécurité individuelle ou d'établissement appropriée. Si le contractant proposé ne détient pas l'habilitation de sécurité appropriée, l'autorité nationale de sécurité de la Partie d'origine peut demander à celle de la Partie destinataire d'établir une telle habilitation.
3. Il incombe à l'autorité nationale de sécurité dont le territoire est visé par l'exécution du contrat classifié de prescrire et d'administrer les mesures de sécurité applicables audit contrat selon les mêmes

normes et les mêmes exigences que celles qui régissent la protection de ses propres contrats classifiés. Des inspections périodiques de la sécurité pourront être effectuées par les autorités nationales de sécurité.

4. Une annexe relative à la sécurité fera partie intégrante de chaque contrat ou contrat de sous-traitance classifié. Dans cette annexe, la Partie d'origine spécifiera les informations classifiées qui doivent être divulguées à la Partie destinataire, le niveau de classification de sécurité qui leur a été attribué, ainsi que les obligations qui incombent au contractant eu égard à la protection des informations classifiées. Une copie de l'annexe relative à la sécurité sera transmise à l'autorité nationale de sécurité de la Partie d'origine.

5. Avant de transmettre aux contractants ou aux contractants éventuels de l'une des Parties toute information classifiée transmise par l'autre Partie, conformément à ses lois et réglementations nationales, la Partie destinataire s'assure que les contractants ou les contractants éventuels sont en mesure de protéger de façon appropriée les informations classifiées et :

- a) exécute une procédure d'habilitation de sécurité d'établissement appropriée à l'égard des contractants et des sous-traitants ;
- b) exécute une procédure d'habilitation de sécurité individuelle appropriée à l'égard de tous les membres du personnel dont les fonctions requièrent un accès à des informations classifiées ;
- c) s'assure que toutes les personnes ayant accès à des informations classifiées sont tenues informées de leurs responsabilités ;
- d) réalise des inspections de sécurité périodiques au sein des établissements pertinents ayant obtenu une habilitation.

6. Les sous-traitants engagés au titre de contrats classifiés se conforment aux exigences de sécurité applicables aux contractants.

7. Les représentants des autorités nationales de sécurité peuvent effectuer des visites réciproques afin d'analyser l'efficacité des mesures adoptées par un contractant pour garantir la protection des informations classifiées impliquées dans un contrat classifié.

Article 10

Visites

1. Les visites impliquant l'accès à des informations classifiées sont soumises à l'autorisation préalable de l'autorité nationale de sécurité de la Partie hôte.

2. L'autorité nationale de sécurité de la Partie réalisant la visite informe l'autorité nationale de sécurité de la Partie hôte de toute visite planifiée au moyen d'une demande introduite au moins trois semaines avant l'organisation de la visite en question. Dans le cas d'une urgence, la demande de visite peut être notifiée dans un délai plus court moyennant la coordination préalable des autorités nationales de sécurité.

3. Toute demande de visite comporte les renseignements suivants :

- a) le nom, le prénom, la date et le lieu de naissance, et la nationalité du visiteur ;
- b) le numéro du passeport ou de la carte d'identité du visiteur ;
- c) la qualité du visiteur et le nom de l'organisation représentée ;
- d) le niveau de l'habilitation de sécurité individuelle du visiteur, le cas échéant ;
- e) le but de la visite ainsi que le programme de travail proposé et la date prévue ;
- f) les noms des organisations et des établissements objets de la visite ;
- g) le nombre de visites requises et la période concernée ;
- h) la date, la signature et le sceau officiel de l'autorité nationale de sécurité.

4. Chacune des Parties garantit la protection des données personnelles des visiteurs conformément à ses lois et réglementations nationales.

5. Les autorités nationales de sécurité peuvent convenir d'établir une liste des visiteurs autorisés à effectuer des visites récurrentes. Les autorités nationales de sécurité conviennent des détails complémentaires concernant les visites récurrentes.

Article 11

Infraction à la sécurité

1. L'autorité nationale de sécurité de la Partie destinataire informera sans délai l'autorité nationale de sécurité de la Partie d'origine de toute infraction à la sécurité avérée ou suspectée.

2. L'autorité compétente de la Partie destinataire prendra toutes les mesures appropriées possibles, conformément à ses lois et réglementations nationales, afin de limiter les conséquences de toute infraction à la sécurité et d'empêcher toute violation ultérieure, et veillera à mener une enquête appropriée. Sur demande, l'autorité nationale de sécurité de la Partie d'origine apporte son aide dans le cadre de l'enquête. L'autorité nationale de sécurité de la Partie destinataire communique par écrit à l'autorité nationale de sécurité de la Partie d'origine le résultat des procédures et les mesures correctives entreprises à la suite de la violation.

Article 12

Frais

Chacune des Parties supporte les frais propres encourus du fait de l'application du présent Accord.

Article 13

Règlement des litiges

Tout litige quant à l'interprétation ou l'application du présent Accord est exclusivement résolu par voie de consultation et négociation entre les Parties.

Article 14

Dispositions finales

1. Le présent Accord prend effet le premier jour du deuxième mois qui suit la réception de la dernière des notifications écrites par lesquelles les Parties se sont tenues mutuellement informées, par la voie diplomatique, de l'accomplissement des exigences légales nationales requises pour son entrée en vigueur.

2. Le présent Accord peut être modifié d'un commun accord par écrit entre les Parties. Les modifications apportées aux présentes font partie intégrante du présent Accord. Ces modifications entrent en vigueur conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article.

3. Le présent Accord est conclu pour une durée indéterminée. Chaque Partie pourra mettre fin au présent Accord en informant l'autre Partie par écrit via les voies diplomatiques. Dans un tel cas, l'Accord prendra fin au terme d'un délai de six mois à partir de la date de réception de la résiliation par l'autre Partie.

4. En cas de résiliation du présent Accord, toutes les informations classifiées échangées en vertu des présentes resteront protégées conformément aux clauses des présentes et seront, sur demande, restituées à la Partie d'origine.

FAIT à Skopje, le 6 septembre 2018, en double exemplaire, chacun en langues française, macédonienne et anglaise, tous les textes faisant également foi. Dans le cas d'un désaccord quant à l'interprétation des dispositions du présent Accord, le texte anglais prévaut.

*Pour le Gouvernement du
Grand-Duché de Luxembourg*
Jean ASSELBORN
*Ministre des Affaires étrangères
et européennes*

*Pour le Gouvernement de la
République de Macédoine*
Nikola DIMITROV
Ministre des Affaires étrangères

*

ACCORD

**entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg
et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil
concernant l'échange et la protection réciproque d'informa-
tions classifiées, fait à New York, le 25 septembre 2018**

Le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg

et

le Gouvernement de la République fédérative du Brésil,

ci-après dénommés conjointement les « Parties » ou individuellement la « Partie »,

Dans l'intérêt de la sécurité nationale et en vue de garantir la protection d'Informations Classifiées échangées dans le cadre de traités de coopération ou de contrats conclus entre elles, les personnes ou entités accréditées, ainsi que des entités publiques ou privées ;

Souhaitant définir un ensemble de règles et de procédures en matière de protection des Informations Classifiées, conformément à la législation nationale des Parties ;

Confirmant que le présent Accord n'affecte pas les engagements des deux Parties qui découlent d'autres accords internationaux et qu'il ne sera pas utilisé à l'encontre des intérêts, de la sécurité et de l'intégrité territoriale d'autres États ;

CONVIENNENT ce qui suit :

Article 1

Objet et champ d'application

Le présent Accord définit les règles et procédures en matière de protection des Informations Classifiées échangées et générées dans le cadre du processus de coopération, dans le respect de leurs intérêts nationaux et de leur sécurité, entre les Parties susmentionnées, les personnes, les organismes et les entités accrédités.

Article 2

Définitions

Aux termes du présent Accord, on entend par :

- a) **Contrat Classifié** : tout contrat ou sous-contrat incluant les négociations précontractuelles entre deux Contractants ou plus, élaborant et définissant des droits et obligations contraignants entre eux et qui contient ou fournit un accès aux Informations Classifiées ;

- b) **Information Classifiée** : information, quels que soient sa forme et sa nature, ainsi que ses moyens de transmission, définie selon les lois et les réglementations de chaque Partie, protégée contre l'accès ou la communication non autorisés, qui a été classifiée et qui est échangée entre les parties ou générées par celles-ci ;
- c) **Autorité de sécurité compétente** : instance compétente autorisée conformément aux lois et réglementations nationales des Parties, qui est responsable de l'application des exigences de sécurité couvertes par le présent Accord ;
- d) **Compromission** : toute forme d'utilisation abusive, dommage ou accès, modification, communication ou destruction non autorisés d'Informations Classifiées, ainsi que toute action ou inaction, causées par une Infraction à la sécurité et entraînant la perte de sa confidentialité, d'intégrité, de disponibilité ou d'authenticité ;
- e) **Contractant** : toute personne physique, agence ou instance dotée de la capacité juridique de conclure des contrats ;
- f) **Habilitation de sécurité d'installation** : décision par une Autorité de sécurité compétente d'une Partie, qu'une instance publique ou privée située dans son pays dispose d'une habilitation de sécurité et de mesures de sécurité adaptées dans une installation spécifique pour le Traitement d'Informations Classifiées, conformément aux lois et aux réglementations nationales ;
- g) **Autorité nationale de sécurité** : organisme public désigné dans la législation des Parties qui dispose d'autorisations spéciales en matière de protection d'Informations Classifiées ;
- h) **Besoin de savoir** : condition d'accès aux Informations Classifiées accordé à une personne physique dont il est attesté qu'elle répond aux exigences en matière de connaissance ou de détention de telles informations afin de pouvoir exécuter ses fonctions et tâches officielles ;
- i) **Partie d'origine**: Partie, en ce compris les personnes physiques ou morales relevant de sa juridiction, qui délivre des Informations Classifiées ;
- j) **Habilitation de sécurité individuelle** : décision par une Autorité de sécurité compétente d'une Partie, qu'un individu dispose d'une habilitation de sécurité pour le Traitement d'Informations Classifiées, conformément à ses lois et réglementations nationales, sur la base de laquelle la personne physique est autorisée à accéder et à utiliser des Informations Classifiées selon le niveau défini dans l'habilitation ;
- k) **Partie destinataire** : Partie, en ce compris les personnes physiques ou morales relevant de sa juridiction, qui reçoit des Informations Classifiées ;
- l) **Accréditation de sécurité** : qualification positive d'entités ou d'organismes privés, ainsi que d'individus, qui, à la suite d'une procédure d'inspection ou d'une enquête de sécurité et conformément aux lois et réglementations nationales, sont autorisés à traiter des Informations Classifiées selon un certain niveau de confidentialité ;
- m) **Infraction à la sécurité** : action ou oubli, intentionnel ou accidentel, qui entraîne une atteinte réelle ou éventuelle des Informations Classifiées ;
- n) **Niveau de classification de sécurité** : catégorie qui, conformément aux lois et réglementations nationales, caractérise l'importance des Informations Classifiées, le niveau de restriction dont leur accès fait l'objet et le degré de protection dont elles doivent bénéficier de la part des Parties, ainsi que la catégorie sur la base de laquelle les informations sont identifiées ;
- o) **Habilitation de sécurité** : procédure de délivrance d'une habilitation de sécurité d'installation ou habilitation de sécurité individuelle par une Autorité de sécurité compétente, conformément aux lois et aux réglementations nationales des Parties ;
- p) **Tierce Partie** : États, organisations nationales, gouvernements ou personnes physiques représentant une entité ou une organisation étatique, y compris toute entité publique ou privée, qui ne sont pas des Parties selon les termes du présent Accord ;
- q) **Traitement d'Informations Classifiées** : ensemble d'actions de production, de réception, de classification, d'utilisation, d'accès, de reproduction, de transport, de transmission, de distribution, d'archivage, de stockage, de disposition, d'évaluation, de destination ou de contrôle d'Informations Classifiées à un quelconque niveau de classification ;
- r) **Visites** : accès à des instances publiques ou privées, dans le cadre du présent Accord, qui comprend le traitement d'Informations Classifiées.

*Article 3****Niveaux de classification de sécurité***

1. Conformément aux lois et réglementations nationales, les Parties reconnaissent que leurs Niveaux de classification de sécurité correspondent aux niveaux mentionnés ci-après et peuvent être considérés comme équivalents :

<i>Au Grand-Duché de Luxembourg (Français)</i>	<i>Équivalent en anglais</i>	<i>Dans la République fédérative du Brésil (Português)</i>
TRÈS SECRET LUX	TOP SECRET	ULTRASSECRETO
SECRET LUX	SECRET	SECRETO
CONFIDENTIEL LUX	CONFIDENTIAL	
RESTREINT LUX	RESTRICTED	RESERVADO

2. Toute Information Classifiée fournie au titre du présent accord est marquée du Niveau de classification de sécurité approprié selon les lois et les réglementations nationales de la Partie d'origine et, le cas échéant, précédée du nom du pays détenant et fournissant l'Information Classifiée.

3. Les Parties marquent toutes les Informations Classifiées reçues de l'autre Partie du Niveau de classification de sécurité équivalent conformément au paragraphe 1 du présent article.

4. Les Parties notifient toute modification de Niveau de classification de sécurité, tel que spécifié au paragraphe 1 et toute modification ultérieure de classification des Informations Classifiées transmises.

5. La Partie d'origine :

- a) informe immédiatement la Partie destinataire de toute modification apportée au Niveau de classification de sécurité des Informations Classifiées délivrées ;
- b) informe la Partie destinataire de toute condition de transmission ou de toute limite applicable à l'utilisation des Informations Classifiées.

*Article 4****Protection des Informations Classifiées***

1. Les Parties prennent toutes les mesures appropriées conformément à leurs lois et réglementations nationales afin de garantir que le niveau de protection accordé à l'Information Classifiée reçue est conforme au Niveau de classification de sécurité équivalent, tel qu'indiqué à l'article 3 du présent Accord.

2. Aucune disposition du présent Accord ne porte atteinte aux lois et aux réglementations nationales de Parties s'agissant des droits des personnes à obtenir l'accès aux documents publics ou à des informations de caractère public, la protection de données personnelles ou la protection d'Informations Classifiées.

3. Conformément aux lois et aux réglementations nationales, chacune des Parties veillera à la mise en œuvre de mesures appropriées en vue de protéger des Informations Classifiées lors de leur traitement, stockage ou transmission via des systèmes de communication et d'information, tant que jugé nécessaire. Ces mesures devront garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et, le cas échéant, le non-rejet et l'authenticité des Informations Classifiées ainsi qu'un niveau approprié de responsabilité et de traçabilité de toute action liée à ces informations.

*Article 5****Divulgateion et utilisation d'Informations Classifiées***

1. Chaque Partie s'assure que les Informations Classifiées fournies ou échangées au titre du présent Accord ne sont pas :
 - a) déclassées ou déclassifiées sans consentement écrit préalable de la Partie d'origine ;
 - b) utilisées à d'autres fins que celles définies par la Partie d'origine ;
 - c) divulguées à une Tierce Partie sans l'accord écrit préalable de la Partie d'origine, et qu'un accord ou un arrangement approprié pour la protection d'Informations Classifiées est en place avec la Tierce Partie concernée.
2. Chaque Partie, conformément à ses exigences constitutionnelles et à sa législation nationale, respecte le principe du consentement de la Partie d'origine.

*Article 6****Accès aux Informations Classifiées***

1. Chaque Partie s'assure que l'accès aux Informations Classifiées est accordé sur la base du principe du « Besoin de savoir ».
2. Chaque Partie s'assure que toutes les personnes qui se voient octroyer l'accès à des Informations Classifiées sont tenues informées de leurs responsabilités en matière de protection de telles informations, conformément aux réglementations relatives à la sécurité appropriées.
3. Les Parties s'assurent que l'accès aux Informations Classifiées est uniquement accordé aux personnes disposant d'une habilitation de sécurité individuelle adaptée ou aux personnes dûment autorisées en raison de leurs fonctions, conformément à la législation nationale.
4. En vertu de ses lois et réglementations nationales, chaque Partie s'assure que chaque entité relevant de sa juridiction susceptible de recevoir ou de générer des Informations Classifiées dispose d'une habilitation de sécurité appropriée et est en mesure de fournir une protection adaptée, tel que mentionnée à l'article 4, paragraphe 1, du présent accord, au niveau de sécurité approprié.

*Article 7****Traduction, reproduction et destruction d'Informations Classifiées***

1. Toutes les traductions et reproductions d'Informations Classifiées comportent le Niveau de classification de sécurité approprié et les Parties les protègent et les contrôlent de la même manière que la version originale.
2. Toutes les traductions d'Informations Classifiées incluent une note appropriée, dans la langue de traduction, indiquant qu'elles contiennent des Informations Classifiées de la Partie d'origine.
3. Conformément à l'article 6, paragraphe 3, du présent accord, les traducteurs doivent disposer d'une habilitation de sécurité individuelle adaptée au niveau de confidentialité de l'Information Classifiée à traduire.
4. La traduction ou la reproduction d'Informations Classifiées Top secret (TRÈS SECRET LUX/ULTRASSECRETO) sont autorisées uniquement avec l'accord écrit de la Partie d'origine.
5. Les Informations Classifiées reçues au titre du présent Accord ne doivent pas être détruites. Lorsque la Partie destinataire ne les estime plus nécessaires, ces informations sont remises à la Partie d'origine.

6. La Partie destinataire ne doit pas reproduire des Informations Classifiées sans l'accord écrit préalable de la Partie d'origine.

Article 8

Echange entre les Parties

1. Les Informations Classifiées sont échangées entre les Parties par la voie diplomatique ou par toute autre voie autorisée par les Parties.
2. Les Informations Classifiées doivent être transmises par le biais de systèmes, de réseaux de communications protégés ou d'autres supports électromagnétiques approuvés par les deux Parties. Ces transmissions doivent être cryptées selon une méthode acceptée par les Autorités nationales de sécurité, conformément aux lois et aux réglementations nationales.
3. Les Informations Classifiées marquées Top secret (TRES SECRET LUX/ULTRASSECRETO) sont envoyées uniquement par la voie diplomatique.
4. Des Informations Classifiées désignées RESTREINT LUX/RESERVADO peuvent également être transmises par la voie postale ou un autre service de messagerie conformément aux lois et réglementations nationales.
5. Lorsque la transmission porte sur un envoi de grand volume qui comprend des Informations Classifiées, les procédures de ce transport sont convenues et appréciées, au cas par cas, par les Autorités de sécurité compétentes des deux Parties.

Article 9

Visites

1. Les visites d'établissements dans lesquels des Informations Classifiées sont traitées ou stockées sont soumises à l'autorisation préalable de l'Autorité nationale de sécurité de la Partie hôte, sauf accord contraire mutuel.
2. Toute demande de visite est remise à l'Autorité nationale de sécurité de la Partie hôte et inclut les données suivantes qui sont uniquement utilisées aux fins de la visite :
 - a) nom, date et lieu de naissance, nationalité et numéro du passeport ou de la carte d'identité du visiteur ;
 - b) qualité et fonction du visiteur, et nom et adresse de l'établissement qui l'emploie ;
 - c) descriptif du projet auquel le visiteur participe ;
 - d) validité et niveau de l'habilitation de sécurité du visiteur ;
 - e) nom, adresse, numéro de téléphone, adresse électronique et personne de contact de l'établissement à visiter ;
 - f) objectif de la visite, y compris établissements qu'il souhaite visiter et le plus haut niveau de classification de sécurité des Informations Classifiées concernées ;
 - g) date et durée de la visite. Dans le cas de visites récurrentes, il convient d'indiquer la période totale couverte par les visites ;
 - h) toute autre donnée, si convenue par les Autorités nationales de sécurité ; et
 - i) date et signature.
3. Toute demande de visite est remise au moins 30 (trente) jours avant la date de visite prévue, sauf accord contraire mutuel des autorités de sécurité compétentes.
4. Toute Information Classifiée remise à un visiteur est considérée comme une Information Classifiée reçue en vertu du présent Accord. Tous les visiteurs se conforment aux règles de sécurité de la Partie hôte.

5. Une Partie accorde une autorisation aux visiteurs d'une autre Partie, uniquement si ceux-ci :
 - a) disposent d'une habilitation de sécurité individuelle octroyée par leur pays d'origine ; et
 - b) sont autorisés à recevoir ou à avoir accès aux Informations Classifiées sur la base du principe du Besoin de savoir.

6. Une fois la visite autorisée, l'Autorité nationale de sécurité du pays hôte le notifie à l'Autorité nationale de sécurité du pays du visiteur au moins 10 (dix) jours avant la date prévue de la visite et fournit une copie de la demande à l'établissement objet de la visite.

7. Les Autorités de sécurité compétentes peuvent convenir d'établir une liste des visiteurs autorisés à effectuer des visites récurrentes. Cette liste est valable pour une première période maximale de 12 (douze) mois qui peut être prolongée pour une nouvelle période maximale de 12 (douze) mois. Toute demande de visites récurrentes est présentée conformément au paragraphe 3 du présent article. Une fois la liste approuvée, les visites peuvent être organisées directement par les établissements concernés.

Article 10

Contrats Classifiés en lien avec l'Accord

1. Dans le cas de Contrats Classifiés conclus et mis en œuvre sur le territoire d'une des Parties, l'Autorité nationale de sécurité ou l'Autorité de sécurité compétente de l'autre Partie obtient une garantie préalable écrite que le Contractant proposé détient une habilitation de sécurité d'installation et toutes les habilitations de sécurité individuelles nécessaires pour le niveau approprié.

2. Le Contractant s'engage à :
 - a) garantir que ses locaux disposent des conditions adéquates pour le Traitement d'Informations Classifiées ;
 - b) disposer d'une Habilitation de sécurité d'installation ;
 - c) garantir que toutes les personnes ayant accès aux Informations Classifiées disposent d'une Habilitation de sécurité individuelle et connaissent leur responsabilité s'agissant de leur protection, conformément aux lois et réglementations ;
 - d) autoriser des inspections de sécurité de ses locaux.

3. Lors de toute attribution de marché, la Partie d'origine informe la Partie destinataire du niveau de sécurité des Informations Classifiées transférées.

4. Les Contrats Classifiés doivent également prévoir les conditions supplémentaires suivantes :
 - a) responsabilité en cas de non-conformité avec les procédures et mesures de sécurité applicables aux Informations Classifiées ;
 - b) obligation d'informer de toute Infraction à la sécurité ou aux Informations Classifiées à son Autorité de sécurité compétente ;
 - c) responsabilité pour dommages résultant des infractions à la sécurité.

5. Tout sous-traitant doit satisfaire aux mêmes obligations de sécurité que celles du Contractant.

Article 11

Autorités nationales de sécurité et coopération en matière de sécurité

1. Les Autorités nationales de sécurité en charge de la mise en œuvre et de la supervision du présent Accord sont les suivantes :

Au Grand-Duché de Luxembourg :
Service de renseignement de l'État

Autorité nationale de Sécurité
(Autorité nationale de sécurité)

Dans la République fédérative du Brésil :

Gabinete de Segurança Institucional da Presidência da República – GSI/PR
Autoridade Nacional de Segurança
(Autorité nationale de sécurité)

2. Chacune des Parties communique par écrit, à l'autre Partie, les coordonnées de contact nécessaires de ses Autorités nationales de sécurité.
3. Les Autorités nationales de sécurité se tiennent mutuellement informées des lois et réglementations nationales en vigueur en matière de sécurité des Informations Classifiées.
4. Les Autorités nationales de sécurité se tiennent mutuellement informées de toute modification de cette législation ou concernant les Habilitations de sécurité des personnes, des agences et des entités.
5. En vue de garantir une étroite collaboration pendant la mise en œuvre du présent Accord, les Autorités nationales de sécurité peuvent être consultées dès lors que l'une d'entre elles en fait la demande.
6. Les représentants de l'Autorité nationale de sécurité d'une Partie peuvent visiter les établissements de l'Autorité nationale de sécurité d'une autre Partie dans le but d'obtenir des connaissances en matière de procédures et de mesures de sécurité applicables aux Informations Classifiées.
7. Les Parties, par le biais de leurs Autorités nationales de sécurité, se tiennent mutuellement informées, à temps, de toute modification de leur fonction ou de tout transfert de compétences vers une autre entité.
8. Sur demande, les Parties, par le biais de leurs Autorités nationales de sécurité, collaborent selon leurs lois et réglementations nationales dans le cadre des procédures nécessaires à l'obtention de l'Habilitation de sécurité individuelle des personnes qui ont vécu ou qui vivent sur le territoire de l'autre Partie.
9. Les Parties reconnaissent mutuellement les Habilitations de sécurité individuelles et Habilitations d'installation de l'autre Partie et se tiennent immédiatement informées de toute modification desdites Habilitations mutuellement reconnues.
10. En vue d'appliquer et de conserver des normes de sécurité similaires, et sur demande, les Autorités de sécurité compétentes se tiennent mutuellement informées des normes, procédures et pratiques de sécurité nationales qu'elles appliquent en matière de protection d'Informations Classifiées. Si nécessaire, les Autorités de sécurité compétentes peuvent effectuer des visites régulières.
11. Sur demande, les Parties fournissent une assistance mutuelle à la mise en œuvre des Habilitations de sécurité individuelles.

Article 12

Assistance aux procédures d'Habilitation de sécurité

1. Sur demande, les Autorités nationales de sécurité des Parties, en tenant compte de leurs lois et réglementations nationales respectives, s'entraident dans le cadre des procédures d'Habilitation de sécurité.
2. Les Parties reconnaissent les Habilitations de sécurité délivrées conformément aux lois et réglementations nationales de l'autre Partie.

*Article 13****Infraction à la sécurité***

1. Dans le cas d'une Infraction à la sécurité liée aux Informations Classifiées qui incluent les Parties au présent accord, l'Autorité nationale de sécurité de la Partie où l'Infraction à la sécurité se produit en informe immédiatement l'Autorité nationale de sécurité de l'autre Partie.
2. Dans le cas où une Infraction à la sécurité se produit au sein d'une Tierce partie, l'Autorité nationale de sécurité de la Partie d'origine en avise dès que possible l'Autorité nationale de sécurité de l'autre Partie et lance une enquête appropriée.
3. L'Autorité compétente concernée prendra toutes les mesures appropriées possibles, conformément à ses lois et réglementations nationales, afin de limiter les conséquences de toute infraction telle que définie au paragraphe 1 du présent article, ou d'empêcher toute violation ultérieure. Sur demande, l'autre Partie participe à l'enquête ; elle est tenue informée du résultat de cette dernière et des mesures correctives entreprises à la suite de l'infraction.
4. La Partie au sein de laquelle se produit l'Infraction à la sécurité effectue une enquête ou accompagne le processus d'enquête sur l'incident et, ensuite, informe immédiatement l'autre Partie des résultats de l'enquête et des mesures correctives appliquées.
5. Si nécessaire, l'autre Partie coopère à l'enquête.

*Article 14****Frais***

Chaque Partie assume les frais de la mise en œuvre et de la supervision de tous les aspects du présent Accord.

*Article 15****Litiges***

1. Tout éventuel litige entre les Parties s'agissant de l'interprétation ou de la mise en application du présent Accord ou de toute question y afférente est réglé par le biais de consultations et de négociations entre les Parties, par la voie diplomatique.
2. Lors de la phase de règlement du litige, les deux Parties continuent à remplir toutes leurs obligations au titre du présent Accord.

*Article 16****Communications***

Toutes les communications entre les Parties relatives à la mise en œuvre du présent accord ont lieu sous forme écrite et en anglais.

*Article 17****Entrée en vigueur***

Le présent Accord prend effet le premier jour du deuxième mois qui suit la réception de la dernière des notifications écrites par lesquelles les Parties se sont tenues mutuellement informées, par la voie diplomatique, de l'accomplissement des exigences légales internes requises pour son entrée en vigueur.

*Article 18***Modifications**

1. Le présent Accord peut être modifié à tout moment, par écrit, moyennant l'accord commun des Parties.
2. Ces modifications entrent en vigueur selon les termes de l'article 17 du présent Accord.

*Article 19***Validité et dénonciation**

1. Le présent Accord reste en vigueur pour une durée indéterminée.
2. Chacune des Parties peut, à tout moment, dénoncer le présent Accord moyennant une notification écrite.
3. La dénonciation doit être notifiée par voie diplomatique et prend effet 6 (six) mois à compter de la date de réception de l'avis de dénonciation par l'autre Partie.
4. Dans ce cas, toute Information Classifiée échangée dans le cadre du présent Accord reste protégée selon les dispositions y incluses, sauf si la Partie d'origine exempte la Partie destinataire de cette obligation.

*Article 20***Dispositions finales**

Les Parties se tiennent mutuellement informées sans délai de toute modification apportée à leurs lois ou réglementations nationales respectives, susceptible d'affecter la protection des Informations Classifiées délivrées en vertu du présent Accord. Dans le cas de telles modifications, les Parties se consultent en vue d'envisager d'éventuelles modifications du présent Accord. Entre-temps, les Informations Classifiées continuent d'être protégées conformément au présent Accord, sauf demande écrite contraire de la Partie d'origine.

FAIT à New York, le 25 septembre 2018, en deux exemplaires, chacun en langues française, portugaise et anglaise, tous les textes faisant également foi. Dans le cas d'un désaccord quant à l'interprétation des dispositions du présent Accord, le texte anglais prévaut.

*Pour le Gouvernement du
Grand-Duché de Luxembourg*
Jean ASSELBORN
*Ministre des Affaires étrangères
et européennes*

*Pour le Gouvernement de la
République fédérative du Brésil*
Aloysio NUNES FERREIRA
Ministre des Affaires étrangères

Impression: CTIE – Division Imprimés et Fournitures de bureau

7389/01

N° 7389¹**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2018-2019

PROJET DE LOI

portant approbation

- 1° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Bulgarie relatif à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Sofia, le 29 janvier 2018 ;
- 2° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Conseil des Ministres de la République d'Albanie relatif à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Luxembourg, le 25 juin 2018 ;
- 3° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de Hongrie relatif à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Budapest, le 5 septembre 2018 ;
- 4° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Macédoine relatif à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Skopje, le 6 septembre 2018 ;
- 5° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées, fait à New York, le 25 septembre 2018

* * *

**AVIS DE LA CHAMBRE DES FONCTIONNAIRES
ET EMPLOYES PUBLICS**

(26.2.2019)

Par dépêche du 13 décembre 2018, Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes a demandé l'avis de la Chambre des fonctionnaires et employés publics sur le projet de loi spécifié à l'intitulé.

Comme ce dernier l'indique, le projet en question a pour objet d'approuver cinq accords bilatéraux en matière de transmission et de protection d'informations classifiées. Plus précisément, ces accords visent à régler le traitement et la protection des pièces classifiées dans le cadre de leur échange entre les autorités luxembourgeoises d'une part, et les autorités de l'Albanie, du Brésil, de la Bulgarie, de la Hongrie et de la Macédoine d'autre part.

Étant donné que le texte du projet de loi est de nature purement technique – en ce qu'il ne fait qu'approuver, conformément à l'article 37 de la Constitution, des accords négociés et conclus au niveau international – la Chambre des fonctionnaires et employés publics n'a pas de remarques spécifiques à formuler à cet égard.

Elle tient toutefois à présenter deux observations générales quant aux accords bilatéraux signés par le Luxembourg en matière de protection d'informations classifiées.

D'abord, la Chambre constate que la presque totalité des accords conclus jusqu'à ce jour dans le domaine en question prévoient que chaque partie s'engage à informer l'autre de toute modification apportée aux lois et réglementations nationales qui pourrait affecter la protection des informations classifiées visées par les accords.

Dans ce contexte, la Chambre estime qu'il est important de consulter les principaux partenaires internationaux du Luxembourg avant de procéder à des modifications législatives essentielles au niveau national en matière de classification de pièces et d'informations.

À la lecture de l'exposé des motifs joint au projet sous avis, la Chambre des fonctionnaires et employés publics prend ensuite note qu'aucun accord bilatéral de sécurité ne semble encore avoir été conclu entre le Luxembourg et les États-Unis d'Amérique en matière de protection d'informations classifiées.

Selon les renseignements à la disposition de la Chambre, certaines entreprises luxembourgeoises et européennes (dont celles appartenant au groupe SES par exemple) concluent toutefois régulièrement des conventions classifiées avec le Département de la Défense des États-Unis, ce qui peut les exposer à certains risques (appelés „*risks inherent in doing business with the US Government*“; cf. <https://www.ses.com>, Chairman's report on corporate governance and internal control procedures, 22 February 2018). La conclusion d'un accord bilatéral de sécurité avec les États-Unis permettrait le cas échéant d'éviter aux entreprises concernées de s'exposer à certains risques en matière de protection d'informations classifiées.

Sous la réserve de ces deux observations, la Chambre des fonctionnaires et employés publics marque son accord avec le projet de loi lui soumis pour avis.

Ainsi délibéré en séance plénière le 26 février 2019.

Le Directeur,
G. MULLER

Le Président,
R. WOLFF

7389/02

N° 7389²**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2018-2019

PROJET DE LOI

portant approbation

- 1° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Bulgarie relatif à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Sofia, le 29 janvier 2018 ;
- 2° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Conseil des Ministres de la République d'Albanie relatif à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Luxembourg, le 25 juin 2018 ;
- 3° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de Hongrie relatif à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Budapest, le 5 septembre 2018 ;
- 4° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Macédoine relatif à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Skopje, le 6 septembre 2018 ;
- 5° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées, fait à New York, le 25 septembre 2018

* * *

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

(12.3.2019)

Par dépêche du 22 novembre 2018, le Premier ministre, ministre d'État, a soumis à l'avis du Conseil d'État le projet de loi sous rubrique, élaboré par le ministre des Affaires étrangères et européennes.

Le texte du projet de loi était accompagné d'un exposé des motifs, d'un commentaire des articles des accords à approuver, d'une fiche d'évaluation d'impact, d'une fiche financière ainsi que du texte des cinq accords à approuver.

*

CONSIDERATIONS GENERALES

Le projet de loi sous rubrique vise à approuver cinq accords relatifs à la protection réciproque d'informations classifiées, signés respectivement entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Bulgarie, entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Conseil des Ministres de la République d'Albanie, entre le Gouvernement

du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de Hongrie, entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Macédoine et entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil.

Les accords sous examen se situent dans la continuation d'une série d'autres accords de sécurité bilatéraux que le Luxembourg a déjà conclus en la matière, tels qu'énumérés dans l'exposé des motifs. Ils s'inscrivent dans la logique de la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité.

Le régime de protection des documents classifiés, mis en place par les accords précités, prévoit que les parties contractantes s'engagent à conférer aux informations et matériels classifiés qui sont échangés un niveau de protection équivalent à celui accordé à leurs propres informations nationales, tout en respectant les procédures d'usage.

Le Conseil d'État renvoie à l'exposé des motifs pour prendre plus amplement connaissance des éléments essentiels des cinq accords sous rubrique, dont il approuve la visée.

*

EXAMEN DES ARTICLES

Le texte du projet de loi sous examen n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'État quant au fond.

*

EXAMEN DU TEXTE DES ACCORDS

Les accords à approuver n'appellent pas d'observation de la part du Conseil d'État quant au fond.

Ainsi délibéré en séance plénière et adopté à l'unanimité des 20 votants, le 12 mars 2019.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Georges WIVENES

7389/03

N° 7389³**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2018-2019

PROJET DE LOI

portant approbation

- 1° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Bulgarie relatif à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Sofia, le 29 janvier 2018 ;
- 2° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Conseil des Ministres de la République d'Albanie relatif à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Luxembourg, le 25 juin 2018 ;
- 3° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de Hongrie relatif à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Budapest, le 5 septembre 2018 ;
- 4° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Macédoine relatif à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Skopje, le 6 septembre 2018 ;
- 5° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées, fait à New York, le 25 septembre 2018

* * *

AVIS DE LA CHAMBRE DE COMMERCE

(4.3.2019)

Le projet de loi sous avis a pour objet d'approuver cinq accords relatifs à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées signés respectivement entre (i) le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Bulgarie, (ii) le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Conseil des Ministres de la République d'Albanie, (iii) le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de Hongrie, (iv) le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Macédoine, et (v) le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil (ci-après, les « Accords »).

Les Accords ont pour objet de contribuer à la prévention contre des menaces pesant sur la sécurité du Luxembourg, telles que notamment le terrorisme, les cyberattaques, la prolifération d'armes de destruction massive ou encore l'espionnage industriel et technologique. Ils se situent dans la continuité d'une série d'autres accords bilatéraux que le Luxembourg a déjà conclus en la matière, tels qu'énumérés dans l'exposé des motifs du projet de loi sous avis.

Les Accords instituent des régimes de protection des documents classifiés entre les parties signataires. Ils prévoient principalement que ces parties s'engagent à conférer aux informations classifiées qui sont échangés, un niveau de protection équivalent à celui accordé à leurs propres informations classifiées nationales. A cette fin, les Accords établissent des équivalences de niveaux de sécurité. Ils prévoient également des procédures relatives au transfert d'informations classifiées entre les signataires.

La Chambre de Commerce n'a pas de remarque à formuler et s'en tient à l'exposé des motifs qui explique clairement le cadre et les objectifs du projet de loi sous avis.

*

Après consultation de ses ressortissants, la Chambre de Commerce est en mesure d'approuver le projet de loi sous avis.

7389/04

N° 7389⁴**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2018-2019

PROJET DE LOI

portant approbation

- 1° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Bulgarie relatif à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Sofia, le 29 janvier 2018 ;
- 2° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Conseil des Ministres de la République d'Albanie relatif à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Luxembourg, le 25 juin 2018 ;
- 3° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de Hongrie relatif à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Budapest, le 5 septembre 2018 ;
- 4° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Macédoine relatif à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Skopje, le 6 septembre 2018 ;
- 5° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées, fait à New York, le 25 septembre 2018

* * *

**RAPPORT DE LA COMMISSION DES AFFAIRES
ETRANGERES ET EUROPEENNES, DE LA COOPERATION,
DE L'IMMIGRATION ET DE L'ASILE**

(6.6.2019)

La commission se compose de : M. Marc ANGEL, Président, Mme Lydia MUTSCH, Rapporteure, M. Eugène BERGER, Mme Djuna BERNARD, M. Mars DI BARTOLOMEO, Mme Stéphanie EMPAIN, M. Gusty GRAAS, M. Jean-Marie HALSDORF, M. Fernand KARTHEISER, M. Laurent MOSAR, Mme Lydie POLFER, Mme Viviane REDING, M. Marc SPAUTZ, M. David WAGNER, M. Claude WISELER, membres.

*

I. PROCEDURE LEGISLATIVE

Le projet de loi sous rubrique a été déposé par Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes en date du 4 décembre 2018.

L'avis du Conseil d'État est intervenu le 12 mars 2019. Des avis ont été émis par la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics le 26 février 2019 et par la Chambre de Commerce le 4 mars 2019.

Au cours de sa réunion du 6 mai 2019, la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration a nommé Madame Lydia Mutsch comme Rapporteuse du projet de loi et a examiné le texte du projet de loi ainsi que les avis.

Le 6 juin 2019, la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration a adopté le présent rapport.

*

II. OBJET DU PROJET DE LOI

Le présent projet de loi a pour but d'approuver cinq accords bilatéraux relatifs à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées, signés en 2018 entre le Gouvernement du Grand-Duché du Luxembourg avec (I) le Gouvernement de la République de Bulgarie, (II) le Conseil des Ministres de la République d'Albanie, (III) le Gouvernement de la Hongrie, (IV) le Gouvernement de la République de Macédoine et (V) le Gouvernement de la République fédérative du Brésil.

L'entrée en vigueur de la loi du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité a mis en place le dispositif nécessaire pour permettre au Luxembourg de procéder à la conclusion d'accords bilatéraux concernant l'échange de pièces classifiées avec des États tiers. Si le but est de conclure de tels accords avec tous les partenaires de l'Union européenne et de l'OTAN, ainsi qu'avec des partenaires privilégiés, le Luxembourg a conclu, à l'heure actuelle, des accords avec 21 pays ainsi qu'avec des organisations internationales comme l'Agence spatiale européenne, l'Union européenne et l'OTAN.

*

III. INTRODUCTION

Les menaces et les défis sécuritaires auxquels l'Europe fait face ont évolué depuis la fin de la guerre froide et sont devenus de plus en plus variés et imprévisibles. Entre autres, le terrorisme, des menaces cyber, la criminalité organisée, et les conflits régionaux pèsent sur la sécurité européenne tandis que la montée des menaces hybrides ajoute une couche de complexité supplémentaire. La lutte contre cette panoplie de fléaux demande une combinaison de moyens d'action allant bien au-delà de mesures purement militaires, y compris des moyens préventifs.

Les accords bilatéraux qui visent à régir l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées s'inscrivent dans ce volet préventif.

Contenu des accords de sécurité

Si les différents accords connaissent de légères variations au niveau de leur structure, leur contenu est quasi-identique.

Les premiers articles (Art. 1-4) visent généralement à définir le champ d'application, à établir des définitions communes des termes utilisés, à définir les autorités nationales de sécurité compétentes, ainsi qu'à établir des équivalences entre les différents niveaux de classification nationaux.

Sont définies ensuite les mesures applicables à la protection d'informations classifiées, ainsi qu'au transfert, à la reproduction et traduction, ainsi qu'à la destruction de celles-ci (Art. 5-8). L'Art. 9 porte sur les modalités de conclusion et d'exécution de contrats classifiés (le terme « contrat classifié » étant défini dans l'Art. 2). Dans le cadre de leur coopération, les autorités nationales de sécurité peuvent effectuer des visites mutuelles, selon les règles établies dans l'Art. 10.

En cas d'infraction à la sécurité, l'autorité nationale concernée doit en informer immédiatement l'autorité nationale de l'autre partie et prendre toutes les mesures nécessaires afin de limiter les conséquences, conformément à l'Art. 11. Enfin, les derniers articles (Art. 12-14) contiennent des dispositions relatives aux frais, au règlement des litiges, ainsi qu'à l'entrée en vigueur, la durée et la modification de l'Accord.

*

IV. LES AVIS

Avis du Conseil d'Etat

Dans son avis du 12 mars 2019, le Conseil d'Etat ne formule pas d'observation quant au projet de loi, ni par rapport au texte de l'Accord.

Avis de la Chambre de Commerce

Dans son avis du 4 mars 2019, la Chambre de Commerce approuve le présent projet de loi.

Avis de la Chambre des fonctionnaires et employés publics

Si la Chambre des fonctionnaires et employés publics (CFEP) marque son accord avec le texte du projet de loi dans son avis du 26 février 2019, elle tient cependant à formuler deux observations générales.

En premier lieu, elle souligne que la quasi-totalité des accords conclus en la matière prévoit que toute modification entreprise par un signataire au niveau des lois et réglementations nationales qui pourrait affecter la protection des informations classifiées visées par les accords doit être précédée par la notification de la contrepartie. La CFEP rappelle ainsi l'importance de consulter ses principaux partenaires avant de procéder à une quelconque modification de la législation nationale en la matière.

Deuxièmement, elle note l'absence d'un tel accord bilatéral avec les Etats-Unis. Tenant compte du fait que certaines entreprises luxembourgeoises concluent des conventions classifiées avec le Département de la défense américain, la CFEP fait réfléchir que la conclusion d'un accord bilatéral pourrait réduire certains risques en matière de protection d'informations classifiées auxquels les entreprises concernées pourraient être confrontées.

*

V. TEXTE PROPOSE PAR LA COMMISSION

Compte tenu de ce qui précède, la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile recommande à la Chambre des Députés d'adopter le présent projet de loi dans la teneur qui suit :

*

**« PROJET DE LOI
portant approbation**

- 1° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Bulgarie relatif à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Sofia, le 29 janvier 2018 ;
- 2° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Conseil des Ministres de la République d'Albanie relatif à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Luxembourg, le 25 juin 2018 ;
- 3° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de Hongrie relatif à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Budapest, le 5 septembre 2018 ;
- 4° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Macédoine relatif à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Skopje, le 6 septembre 2018 ;
- 5° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées, fait à New York, le 25 septembre 2018

Art. 1er. Est approuvé l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Bulgarie relatif à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Sofia, le 29 janvier 2018.

Art. 2. Est approuvé l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Conseil des Ministres de la République d'Albanie relatif à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Luxembourg, le 25 juin 2018.

Art. 3. Est approuvé l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de Hongrie relatif à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Budapest, le 5 septembre 2018.

Art. 4. Est approuvé l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Macédoine relatif à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Skopje, le 6 septembre 2018.

Art. 5. Est approuvé l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées, fait à New York, le 25 septembre 2018. »

Luxembourg, le 6 juin 2019

La Rapporteuse,
Lydia MUTSCH

Le Président,
Marc ANGEL

7389

Bulletin de Vote (Vote Public)

Date: 10/10/2019 16:57:43	Président: M. Etgen Fernand
Scrutin: 11	Secrétaire A: M. Frieseisen Claude
Vote: PL 7389 Informations classifiées	Secrétaire B: Mme Barra Isabelle
Description: Projet de loi 7389	

	Oui	Abst	Non	Total
Présents:	48	0	1	49
Procuration:	10	0	1	11
Total:	58	0	2	60

Nom du député	Vote	(Procuration)	Nom du député	Vote	(Procuration)
CSV					
Mme Adehm Diane	Oui	(M. Mosar Laurent)	Mme Arendt Nancy	Oui	
M. Eicher Emile	Oui		M. Eischen Félix	Oui	
M. Galles Paul	Oui		M. Gloden Léon	Oui	
M. Halsdorf Jean-Marie	Oui		Mme Hansen Martine	Oui	
Mme Hetto-Gasch Françoise	Oui	(Mme Arendt Nancy)	M. Kaes Aly	Oui	(M. Galles Paul)
M. Lies Marc	Oui	(M. Eischen Félix)	M. Mischo Georges	Oui	
Mme Modert Octavie	Oui		M. Mosar Laurent	Oui	
Mme Reding Viviane	Oui		M. Roth Gilles	Oui	
M. Schank Marco	Oui	(M. Halsdorf Jean-Marie)	M. Spautz Marc	Oui	
M. Wilmes Serge	Oui	(Mme Modert Octavie)	M. Wiseler Claude	Oui	
M. Wolter Michel	Oui	(M. Spautz Marc)			

déi gréng					
Mme Ahmedova Semiray	Oui		M. Back Carlo	Oui	
M. Benoy François	Oui		Mme Bernard Djuna	Oui	
Mme Empain Stéphanie	Oui		M. Hansen- Marc	Oui	(M. Benoy François)
M. Kox Henri	Oui		Mme Lorsché Josée	Oui	
M. Margue Charles	Oui				

LSAP					
M. Angel Marc	Oui		M. Biancalana Dan	Oui	(M. Engel Georges)
M. Bodry Alex	Oui		Mme Burton Tess	Oui	
M. Cruchten Yves	Oui		M. Di Bartolomeo Mars	Oui	
M. Engel Georges	Oui		M. Fayot Franz	Oui	
M. Haagen Claude	Oui	(M. Cruchten Yves)	Mme Mutsch Lydia	Oui	

DP					
M. Arendt Guy	Oui		M. Bauler André	Oui	
M. Baum Gilles	Oui		Mme Beissel Simone	Oui	
M. Berger Eugène	Oui		M. Colabianchi Frank	Oui	
Mme Elvinger Joëlle	Oui		M. Etgen Fernand	Oui	
M. Graas Gusty	Oui		M. Hahn Max	Oui	
Mme Hartmann Carole	Oui		Mme Polfer Lydie	Oui	

déi Lénk					
M. Baum Marc	Non	(M. Wagner David)	M. Wagner David	Non	

groupe technique					
M. Clement Sven-Piraten	Oui		M. Engelen Jeff-ADR	Oui	
M. Gibéryen Gast-ADR	Oui		M. Goergen Marc-Piraten	Oui	
M. Kartheiser Fernand-ADR	Oui		M. Reding Roy-ADR	Oui	

Le Président:



Le Secrétaire général:



7389 - Dossier consolidé : 64

7389/05

N° 7389⁵

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2019-2020

PROJET DE LOI

portant approbation

- 1° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Bulgarie relatif à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Sofia, le 29 janvier 2018 ;
- 2° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Conseil des Ministres de la République d'Albanie relatif à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Luxembourg, le 25 juin 2018 ;
- 3° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de Hongrie relatif à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Budapest, le 5 septembre 2018 ;
- 4° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Macédoine relatif à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Skopje, le 6 septembre 2018 ;
- 5° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées, fait à New York, le 25 septembre 2018

* * *

**DISPENSE DU SECOND VOTE CONSTITUTIONNEL
PAR LE CONSEIL D'ETAT**

(22.10.2019)

Le Conseil d'État,

appelé par dépêche du Président de la Chambre des députés, du 10 octobre 2019 à délibérer sur la question de dispense du second vote constitutionnel du

**PROJET DE LOI
portant approbation**

- 1° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Bulgarie relatif à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Sofia, le 29 janvier 2018 ;
- 2° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Conseil des Ministres de la République d'Albanie relatif à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Luxembourg, le 25 juin 2018 ;
- 3° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de Hongrie relatif à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Budapest, le 5 septembre 2018 ;
- 4° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Macédoine relatif à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Skopje, le 6 septembre 2018 ;
- 5° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées, fait à New York, le 25 septembre 2018

qui a été adopté par la Chambre des députés dans sa séance du 10 octobre 2019 et dispensé du second vote constitutionnel ;

Vu ledit projet de loi et l'avis émis par le Conseil d'État en sa séance du 12 mars 2019 ;

se déclare d'accord

avec la Chambre des députés pour dispenser le projet de loi en question du second vote prévu par l'article 59 de la Constitution.

Ainsi décidé en séance publique à l'unanimité des 19 votants, le 22 octobre 2019.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

La Présidente du Conseil d'État,
Agy DURDU



Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

Procès-verbal de la réunion du 06 juin 2019

Ordre du jour :

1. 3e Programme national pour un développement durable
- présentation et adoption d'un avis de la Commission
2. 7389 Projet de loi portant approbation
1° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Bulgarie relatif à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Sofia, le 29 janvier 2018 ;
;
2° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Conseil des Ministres de la République d'Albanie relatif à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Luxembourg, le 25 juin 2018 ;
3° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de Hongrie relatif à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Budapest, le 5 septembre 2018 ;
4° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Macédoine relatif à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Skopje, le 6 septembre 2018 ;
5° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées, fait à New York, le 25 septembre 2018
- Rapporteuse : Mme Lydia Mutsch
- Présentation et adoption d'un projet de rapport
3. 7430 Projet de loi portant approbation du Protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la République de Macédoine du Nord, signé à Bruxelles, le 6 février 2019
- Rapporteur : M. Marc Angel
- Présentation et adoption d'un projet de rapport
4. Adoption des projets de procès-verbaux des réunions du 11, 14, 25 et 27 février, 2019, 1er avril 2019, 6, 13 et 16 mai 2019
5. Divers

*

Présents : M. Marc Angel, M. Eugène Berger, Mme Djuna Bernard, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Stéphanie Empain, M. Paul Galles, M. Gusty Graas, M. Fernand Kartheiser, M. Laurent Mosar, Mme Lydie Polfer, M. Marc Spautz

Mme Diane Adehm, remplaçante de M. Jean-Marie Halsdorf
M. Alex Bodry, remplaçant de Mme Lydia Mutsch
M. Gilles Roth, remplaçant de M. Claude Wiseler

Mme Rita Brors, de l'Administration parlementaire

Excusés : M. Jean-Marie Halsdorf, Mme Lydia Mutsch, Mme Viviane Reding, M. David Wagner, M. Claude Wiseler

M. Sven Clement, observateur délégué

*

Présidence : M. Marc Angel, Président de la Commission

*

**1. 3e Programme national pour un développement durable
- présentation et adoption d'un avis de la Commission**

Par courrier du 28 mars 2019, la Commission a été demandé de fournir un avis sur le plan national pour un développement durable, et plus particulièrement sur le champ d'action no. 9 : « Contribuer, sur le plan global, à l'éradication de la pauvreté et à la cohérence des politiques pour le développement durable ».

Le Président de la Commission présente brièvement le projet de prise de position ci-annexé. Le projet est adopté avec 7 voix pour, 4 voix contre et 1 abstention.

- 2. 7389 Projet de loi portant approbation**
- 1° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Bulgarie relatif à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Sofia, le 29 janvier 2018 ;**
 - 2° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Conseil des Ministres de la République d'Albanie relatif à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Luxembourg, le 25 juin 2018 ;**
 - 3° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de Hongrie relatif à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Budapest, le 5 septembre 2018 ;**
 - 4° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Macédoine relatif à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Skopje, le 6 septembre 2018 ;**
 - 5° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées, fait à New York, le 25 septembre 2018**

Après présentation, le projet de rapport est adopté avec une abstention. Il est précisé que la dénomination « Macédoine » est celle figurant dans la Constitution de ce pays au moment de la signature de l'accord bilatéral. A l'heure actuelle, la dénomination est « Macédoine du Nord ».

- 3. 7430** **Projet de loi portant approbation du Protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accèsion de la République de Macédoine du Nord, signé à Bruxelles, le 6 février 2019**
- Rapporteur : M. Marc Angel
- Présentation et adoption d'un projet de rapport

Après présentation, le projet de rapport est adopté à l'unanimité.

- 4. Adoption des projets de procès-verbaux des réunions du 11, 14, 25 et 27 février 2019, 1er avril 2019, 6, 13 et 16 mai 2019**

Les projets de procès-verbaux sont adoptés.

- 5. Divers**

Le Président de la Commission informe sur les prochaines réunions.

La Commission convient d'inviter le président du RIAL et un membre de la communauté juive du Luxembourg à une prochaine réunion.

Luxembourg, le 6 juin 2019

La Secrétaire-administrateur,
Rita Brors

Le Président de la Commission des Affaires étrangères
et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et
de l'Asile,
Marc Angel



Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

Procès-verbal de la réunion du 6 mai 2019

Ordre du jour :

1. 7389 Projet de loi portant approbation
 1° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le
 Gouvernement de la République de Bulgarie relatif à l'échange et à la
 protection réciproque d'informations classifiées, fait à Sofia, le 29 janvier
 2018 ;
 2° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le
 Conseil des Ministres de la République d'Albanie relatif à la protection
 réciproque d'informations classifiées, fait à Luxembourg, le 25 juin 2018 ;
 3° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le
 Gouvernement de Hongrie relatif à l'échange et à la protection réciproque
 d'informations classifiées, fait à Budapest, le 5 septembre 2018 ;
 4° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le
 Gouvernement de la République de Macédoine relatif à l'échange et à la
 protection réciproque d'informations classifiées, fait à Skopje, le 6 septembre
 2018 ;
 5° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le
 Gouvernement de la République fédérative du Brésil concernant l'échange et
 la protection réciproque d'informations classifiées, fait à New York, le 25
 septembre 2018
 - Désignation d'un rapporteur
 - Analyse du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat
2. 7430 Projet de loi portant approbation du Protocole au Traité de l'Atlantique Nord
 sur l'accession de la République de Macédoine du Nord, signé à Bruxelles, le
 6 février 2019
 - Désignation d'un rapporteur
 - Analyse du projet de loi
3. Adoption des projets de procès-verbaux des réunions du 14 mars 2019, 18
 mars 2019, 25 mars 2019, 28 mars 2019 et 3 avril 2019
4. Dossiers européens: adoption de la liste des documents transmis par les
 institutions européennes du 20 au 26 avril 2019
5. Divers

*

Présents : M. Marc Angel, Mme Djuna Bernard, Mme Stéphanie Empain, M. Gusty Graas, M. Jean-Marie Halsdorf, M. Fernand Kartheiser, M. Laurent Mosar, Mme Lydia Mutsch, Mme Lydie Polfer, M. Marc Spautz, M. David Wagner, M. Claude Wiseler

M. Charles Goerens, membre du Parlement européen

M. Olivier Maes, MAE

Mme Tania Tennina, de l'Administration parlementaire

Excusés : M. Eugène Berger, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Viviane Reding

M. Sven Clement, observateur délégué

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes

M. Georges Bach, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Frank Engel, M. Christophe Hansen, Mme Tilly Metz, membres du Parlement européen

*

Présidence : M. Marc Angel, Président de la Commission

*

1. 7389 **Projet de loi portant approbation**

1° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Bulgarie relatif à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Sofia, le 29 janvier 2018 ;

2° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Conseil des Ministres de la République d'Albanie relatif à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Luxembourg, le 25 juin 2018 ;

3° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de Hongrie relatif à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Budapest, le 5 septembre 2018 ;

4° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Macédoine relatif à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Skopje, le 6 septembre 2018 ;

5° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées, fait à New York, le 25 septembre 2018

Mme Lydia Mutsch est nommée rapporteure du projet de loi.

Les cinq accords concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées ont été signés en 2018 avec la Bulgarie, l'Albanie, la Hongrie, la République de Macédoine du Nord et le Brésil. Les accords s'alignent à la législation luxembourgeoise, d'une part, et à celle des parties

respectives, de l'autre. Avec l'entrée en vigueur de la loi du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité, le Luxembourg dispose du dispositif nécessaire pour la conclusion d'accords bilatéraux concernant l'échange de pièces classifiées avec des États tiers. Le but est de conclure de tels accords avec tous les partenaires de l'Union européenne et de l'OTAN, ainsi qu'avec des partenaires privilégiés. Jusqu'à présent, des accords concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées ont été conclus avec 21 pays ainsi qu'avec des organisations internationales comme l'Agence spatiale européenne, l'Union européenne et l'OTAN.

Le Conseil d'Etat a rendu son avis le 21 mars 2019 et n'a pas émis de remarque quant au texte du projet de loi.

Débat

Il ressort de la discussion que des négociations sur des accords similaires sont actuellement en cours entre l'Autorité nationale de sécurité et quatre pays, à savoir Malte, la Lituanie, la Serbie et la Bosnie-Herzégovine. Par ailleurs, une priorité est accordée au Canada, au Danemark, à la Nouvelle Zélande et à l'Australie. Parmi les Etats membres de l'Union européenne, des négociations sont encore en cours avec les Pays-Bas et la Grèce. Les Etats-Unis sont intéressés à conclure un accord de sécurité plus général.

Quant à l'intitulé de l'accord conclu avec la Macédoine du Nord, il est à relever qu'au moment de la signature, la dénomination « République de Macédoine » avait été choisie. Bien que le pays ait adhéré aux Nations Unies sous la dénomination d'Ancienne République yougoslave de Macédoine, la dénomination « République de Macédoine » fixée dans la Constitution de ce pays était d'usage dans les relations bilatérales.

2. 7430 Projet de loi portant approbation du Protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la République de Macédoine du Nord, signé à Bruxelles, le 6 février 2019

M. Marc Angel est nommé rapporteur du projet de loi.

Par la conclusion de l'accord entre la Grèce et l'Ancienne République yougoslave de Macédoine sur la dénomination du pays (« République de Macédoine du Nord »), un obstacle à l'adhésion de la Macédoine du Nord à l'OTAN a été surmonté en juin 2018. Les négociations d'adhésion à l'OTAN ont pris fin en octobre 2018 et le Protocole d'accession au Traité de l'Atlantique Nord a été signé le 6 février 2019. Les parlements des 29 Etats membres de l'OTAN et de la République de Macédoine du Nord doivent ratifier le Protocole pour qu'il puisse entrer en vigueur. Cinq pays l'ont déjà ratifié, à savoir l'Albanie, la Bulgarie, la Grèce, le Monténégro et la Slovénie.

Depuis 1999 la Macédoine du Nord avait participé au « Membership Action Plan » de l'OTAN et a réalisé une série de réformes dans les domaines militaire, politique, économique et juridique. Le pays a été un partenaire important de l'OTAN au Kosovo en Afghanistan où une cinquantaine de militaires de la Macédoine du Nord sont toujours déployés dans le cadre de la mission « Resolute Support ». Depuis sa création en 1947, 17 Etats ont adhéré à l'OTAN, dont le Monténégro en 2017. L'OTAN continue à mener une politique de la porte ouverte. L'adhésion des pays du Balkan de l'Ouest à

l'OTAN est un signe pour la stabilisation de cette région dont trois autres pays ne sont pas encore membres de l'OTAN, à savoir la Bosnie-Herzégovine, la Serbie et le Kosovo.

Débat

Il ressort de la discussion que le Protocole a été signé par les ambassadeurs de tous les pays membres de l'OTAN, de sorte qu'il y a unanimité. Bien que la Russie se prononce depuis des années contre tout élargissement de l'OTAN, les Alliés sont persuadés que l'adhésion de la Macédoine du Nord contribue à la stabilisation de la région.

Quant à la situation des droits de l'homme en Macédoine du Nord, l'Union européenne insiste à ce que les droits de toutes les minorités ethniques et l'Etat de droit soient respectés. Le pays est politiquement polarisé, ce qui s'est fait remarquer notamment lors des récentes élections présidentielles.

3. Adoption des projets de procès-verbaux des réunions du 14 mars 2019, 18 mars 2019, 25 mars 2019, 28 mars 2019 et 3 avril 2019

Les projets de procès-verbaux sont adoptés.

4. Dossiers européens : adoption de la liste des documents transmis par les institutions européennes du 20 au 26 avril 2019

La liste des documents est adoptée.

5. Divers

Le Président de la Commission informe sur les prochaines réunions.

Luxembourg, le 6 mai 2019

La Secrétaire-administrateur,
Rita Brors

Le Président de la Commission des Affaires étrangères
et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et
de l'Asile,
Marc Angel

7389

Loi du 26 octobre 2019 portant approbation

- 1° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Bulgarie relatif à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Sofia, le 29 janvier 2018 ;
- 2° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Conseil des Ministres de la République d'Albanie relatif à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Luxembourg, le 25 juin 2018 ;
- 3° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de Hongrie relatif à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Budapest, le 5 septembre 2018 ;
- 4° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Macédoine relatif à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Skopje, le 6 septembre 2018 ;
- 5° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées, fait à New York, le 25 septembre 2018.

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Notre Conseil d'État entendu ;

De l'assentiment de la Chambre des Députés ;

Vu la décision de la Chambre des Députés du 10 octobre 2019 et celle du Conseil d'État du 22 octobre 2019 portant qu'il n'y a pas lieu à second vote ;

Avons ordonné et ordonnons :

Art. 1^{er}.

Est approuvé l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Bulgarie relatif à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Sofia, le 29 janvier 2018.

Art. 2.

Est approuvé l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Conseil des Ministres de la République d'Albanie relatif à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Luxembourg, le 25 juin 2018.

Art. 3.

Est approuvé l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de Hongrie relatif à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Budapest, le 5 septembre 2018.

Art. 4.

Est approuvé l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Macédoine relatif à l'échange et à la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Skopje, le 6 septembre 2018.

Art. 5.

Est approuvé l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées, fait à New York, le 25 septembre 2018.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

*Le Ministre des Affaires étrangères
et européennes,*
Jean Asselborn

Palais de Luxembourg, le 26 octobre 2019.
Henri

Doc. parl. 7389 ; sess. ord. 2018-2019 et 2019-2020.

**ACCORD
ENTRE
LE GOUVERNEMENT DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
ET
LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE BULGARIE
RELATIF À L'ÉCHANGE ET
À LA PROTECTION RÉCIPROQUE
D'INFORMATIONS CLASSIFIÉES**

Le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Bulgarie, ci-après dénommés les «Parties»,

Reconnaissant qu'une coopération efficace dans les domaines politique, économique, militaire, de la sécurité ou de l'intelligence, et dans tout autre domaine, peut exiger l'échange d'informations classifiées entre les Parties,

Reconnaissant qu'une coopération satisfaisante peut exiger l'échange d'informations classifiées entre les Parties,

Désirant créer un ensemble de règles régissant la protection réciproque d'informations classifiées échangées entre les Parties dans le cadre de tout futur accord de coopération et/ou contrat classifié.

Conviennent ce qui suit :

**Article premier
Objet et champ d'application**

(1) Le présent Accord a pour but de garantir la protection des informations classifiées généralement produites ou échangées entre les Parties.

(2) Le présent Accord est applicable à l'ensemble des activités, contrats ou accords impliquant des informations classifiées qui seront menés ou conclus entre les Parties à l'avenir.

(3) Les dispositions du présent Accord s'appliquent également aux informations classifiées déjà produites ou échangées dans le cadre d'une coopération entre les Parties avant l'entrée en vigueur des présentes.

**Article 2
Définitions**

Aux fins du présent Accord :

(1) les « **informations classifiées** » désignent les informations, quel qu'en soit la forme, la nature ou le mode de transmission, qu'elles soient élaborées ou en cours d'élaboration, auxquelles un degré de classification de sécurité a été attribué et qui, dans l'intérêt de la sécurité nationale et conformément aux lois et réglementations nationales, nécessitent une protection contre tout accès non autorisé.

(2) le « **niveau de classification de sécurité** » désigne la catégorie qui, conformément aux lois et réglementations nationales, caractérise l'importance des informations classifiées, le niveau de restriction dont leur accès fait l'objet et le degré de protection dont elles doivent bénéficier de la part des Parties, ainsi que la catégorie sur la base de laquelle les informations sont identifiées.

(3) une « **habilitation de sécurité pour une personne physique** » renvoie à une décision rendue par l'autorité nationale pertinente à l'issue d'une procédure de vérification, selon laquelle une personne peut se voir accorder l'accès à des informations classifiées conformément aux lois et réglementations nationales.

(4) une « **habilitation de sécurité pour une personne morale** » renvoie à une décision rendue par l'autorité nationale pertinente à l'issue d'une procédure de vérification, selon laquelle, eu égard à la sécurité, une personne morale donnée satisfait aux exigences matérielles et organisationnelles applicables à l'élaboration, au traitement et au stockage d'informations classifiées, conformément aux lois et réglementations nationales.

(5) le « **principe du besoin d'en connaître** » renvoie à la nécessité d'accéder à des informations classifiées dans le cadre de devoirs officiels et/ou d'une mission officielle concrète.

(6) une « **autorité compétente** » désigne l'autorité nationale qui, conformément aux lois et réglementations nationales de la Partie concernée, mène les travaux relatifs à la politique de l'État en matière de protection des informations classifiées, exerce un contrôle global dans ce domaine et assure la mise en œuvre des modalités du présent Accord. Ces autorités sont énumérées à l'article 3 du présent Accord.

(7) la « **Partie d'origine** » désigne la Partie qui transmet les informations classifiées.

(8) la « **Partie destinataire** » désigne la Partie à laquelle sont transmises les informations classifiées.

(9) une « **tierce partie** » désigne tout État ou toute organisation internationale qui n'est pas l'une des Parties au présent Accord.

(10) un « **contrat classifié** » désigne un accord entre deux contractants ou plus, lequel contient des informations classifiées ou requiert un accès aux informations classifiées.

(11) un « **contractant** » désigne toute personne physique ou morale dotée de la capacité juridique de conclure des contrats et/ou étant partie à un contrat classifié.

(12) un « **sous-traitant** » désigne tout contractant avec lequel le premier contractant conclut un contrat de sous-traitance.

(13) une « **infraction à la sécurité** » désigne tout acte ou toute omission contraire aux lois et réglementations nationales et se traduisant ou étant susceptible de se traduire par un accès non autorisé aux informations classifiées.

(14) un « **accès non autorisé aux informations classifiées** » désigne toute forme de divulgation d'informations classifiées, en ce compris toute utilisation inappropriée, modification, détérioration, divulgation, destruction ou classification incorrecte d'informations classifiées, ainsi que toute autre action compromettant leur protection ou se traduisant par leur perte. Un accès non autorisé désigne par ailleurs toute action ou omission entraînant l'acquisition de telles informations par toute personne ne disposant pas d'une habilitation de sécurité individuelle/d'établissement et n'ayant pas « besoin d'en connaître ».

Article 3 **Autorités compétentes**

Les autorités compétentes des Parties sont :

Pour le Grand-Duché de Luxembourg :

- Le service de renseignement de l'État
L'Autorité nationale de Sécurité (National Security Authority)

Pour la République de Bulgarie :

- La Commission d'État chargée de la Sécurité de l'information ;

Article 4 **Niveaux de classification de sécurité**

Les Parties reconnaissent que les niveaux de sécurité suivants sont équivalents et correspondent aux niveaux de sécurité spécifiés dans les lois et réglementations nationales de la Partie concernée :

Pour le Grand-Duché de Luxembourg	Équivalent en anglais	Pour la République de Bulgarie
TRÈS SECRET LUX	TOP SECRET	СТРОГО СЕКРЕТНО
SECRET LUX	SECRET	СЕКРЕТНО
CONFIDENTIEL LUX	CONFIDENTIAL	ПОВЕРИТЕЛНО
RESTREINT LUX	RESTRICTED	ЗА СЛУЖЕБНО ПОЛЗВАНЕ

Article 5

Mesures applicables à la protection d'informations classifiées

- (1) Conformément à leurs lois et réglementations nationales, les Parties mettent en œuvre toutes les mesures appropriées afin de protéger les informations classifiées généralement produites ou échangées en vertu du présent Accord. Elles garantissent auxdites informations classifiées un niveau de protection équivalent à celui qui est accordé à leurs informations classifiées nationales assorties du niveau de classification de sécurité correspondant.
- (2) Le niveau de classification de sécurité des informations classifiées mutuellement produites en vertu des présentes est établi d'un commun accord entre les Parties.
- (3) Chaque Partie s'engage à informer l'autre en temps opportun de toute évolution des lois et réglementations nationales affectant la protection des informations classifiées. Dans un tel cas, la Partie concernée informera l'autre par écrit afin de discuter des modifications éventuelles à apporter aux présentes. Dans l'intervalle, les informations classifiées seront protégées conformément aux dispositions des présentes, sauf accord contraire des Parties formulé par écrit.
- (4) L'accès aux informations classifiées est exclusivement réservé aux personnes autorisées, en vertu des lois et réglementations nationales, à accéder à des informations classifiées d'un niveau de classification de sécurité équivalent, qui ont besoin de connaître de telles informations et ont été informées en conséquence.
- (5) La Partie destinataire s'engage :
 - a) à ne délivrer aucune information classifiée à une tierce partie sans l'accord écrit de l'autorité compétente de la Partie d'origine ;
 - b) à octroyer aux informations classifiées un niveau de classification de sécurité équivalent à celui que leur a octroyé la Partie d'origine ;
 - c) à ne pas utiliser d'informations classifiées à d'autres fins que celles auxquelles elles lui ont été transmises.
- (6) Si tout autre Accord conclu entre les Parties comporte des règles plus strictes eu égard à l'échange ou à la protection des informations classifiées, de telles règles s'appliquent.

Article 6

Coopération à des fins de sécurité

- (1) Les autorités compétentes se tiennent mutuellement informées des lois et réglementations nationales en vigueur en matière de protection des informations classifiées.
- (2) Afin de garantir une coopération efficace dans l'exécution des présentes, les autorités compétentes peuvent organiser des consultations si l'une d'entre elles en formule la demande.
- (3) En vue d'appliquer et de maintenir des normes de sécurité similaires, les autorités compétentes se tiennent, sur demande, mutuellement informées des normes, procédures et pratiques de sécurité appliquées par chaque Partie en matière de protection des informations classifiées.
- (4) Sur demande, les autorités compétentes, conformément à leurs lois et réglementations nationales, s'assistent mutuellement dans le cadre des procédures visant à établir une habilitation de sécurité du personnel ou une habilitation de sécurité d'installation.
- (5) Les Parties reconnaissent mutuellement leurs habilitations de sécurité du personnel et d'installation, conformément à leurs lois et réglementations nationales.
- (6) Dans le cadre du présent Accord, les autorités compétentes se tiennent mutuellement informées sans délai de toute révocation d'habilitation de sécurité du personnel et d'installation ou de toute modification apportée au niveau de classification de sécurité.
- (7) Les services de sécurité et d'intelligence des Parties peuvent directement échanger des informations classifiées conformément aux lois et réglementations nationales.
- (8) Les Parties se tiennent mutuellement informées, par la voie diplomatique, de toute modification apportée à leurs autorités compétentes.

Article 7

Transfert d'informations classifiées

- (1) Les informations classifiées seront transférées par des coursiers diplomatiques ou militaires ou par tout autre moyen approuvé préalablement par les autorités compétentes conformément aux lois et réglementations nationales.
- (2) La transmission électronique d'informations classifiées est effectuée par le biais de méthodes cryptographiques certifiées conformément aux lois et réglementations nationales.
- (3) Si des informations classifiées transmises sont identifiées comme étant de niveau CEKPETHO /SECRET/ SECRET LUX ou d'un niveau supérieur, la Partie destinataire en confirmera la réception par écrit. La réception des autres informations classifiées sera confirmée sur demande.

Article 8

Traduction, reproduction, destruction d'informations classifiées. Modification et suppression d'un niveau de classification de sécurité.

- (1) Les informations classifiées identifiées comme étant de niveau CTPOFO CEKPETHO / TOP SECRET / TRÈS SECRET LUX seront exclusivement traduites ou reproduites sur autorisation écrite de l'autorité compétente de la Partie d'origine.
- (2) Toutes les traductions d'informations classifiées seront effectuées par des personnes disposant d'une habilitation de sécurité correspondant au niveau de classification de sécurité approprié. Les traductions ainsi produites seront assorties d'un niveau de classification de sécurité équivalent à celui des informations d'origine, conformément à l'article 4 des présentes.
- (3) Toutes les traductions porteront une mention indiquant qu'elles contiennent des informations classifiées reçues par la Partie d'origine.
- (4) Lors de la reproduction d'informations classifiées, le niveau de classification de sécurité des informations originales sera également indiqué sur chaque exemplaire. Les informations ainsi reproduites sont placées sous le même niveau de contrôle que les informations originales. Le nombre de copies est limité à celui requis pour un usage officiel.
- (5) La Partie destinataire ne pourra modifier et/ou supprimer le niveau de classification de sécurité des informations classifiées reçues sans l'accord écrit préalable de la Partie d'origine.
- (6) Les informations classifiées seront détruites dans la mesure requise pour empêcher leur reconstruction en tout ou partie, conformément aux lois et réglementations nationales.
- (7) La Partie d'origine pourra explicitement interdire la reproduction ou la destruction d'informations classifiées en apposant sur le conteneur des informations concernées le marquage correspondant, ou au moyen d'une notification écrite envoyée par la suite. Les informations classifiées dont la destruction est interdite doivent être restituées à la Partie d'origine.
- (8) Les informations classifiées assorties du niveau de classification de sécurité CTPOFO CEKPETHO / TOP SECRET / TRÈS SECRET LUX ne doivent pas être détruites. Celles-ci doivent être renvoyées à la Partie d'origine.
- (9) Les informations classifiées CEKPETHO/SECRET/SECRET LUX seront détruites conformément aux lois et réglementations nationales dès lors que la Partie destinataire n'en a plus l'utilité.
- (10) Dans le cas d'une situation de crise rendant impossible la protection et le renvoi des informations classifiées produites ou échangées en vertu du présent Accord, les informations classifiées sont détruites immédiatement. La Partie destinataire informera dès que possible l'autorité compétente de la Partie d'origine de la destruction des informations classifiées.

Article 9

Contrats classifiés

- (1) Les contrats classifiés seront conclus et exécutés conformément aux lois et réglementations nationales.
- (2) Sur demande, l'autorité compétente de la Partie destinataire confirmera qu'un Contractant proposé s'est vu octroyer une habilitation de sécurité. Si le Contractant proposé ne détient pas l'habilitation de sécurité appropriée, l'autorité compétente de la Partie d'origine peut demander à celle de la Partie destinataire d'établir une telle habilitation.
- (3) Il incombe à l'autorité compétente dont le territoire est visé par l'exécution du Contrat classifié de prescrire et d'administrer les mesures de sécurité applicables audit contrat selon les mêmes normes et les mêmes exigences que celles qui régissent la protection de ses propres Contrats classifiés. Des inspections périodiques de la sécurité pourront être effectuées conformément aux dispositions des lois et réglementations nationales.
- (4) Le Contractant sera tenu de :
- a) détenir une habilitation de sécurité d'un niveau de classification de sécurité approprié ;
 - b) garantir que les personnes demandant à accéder à des informations classifiées disposent d'une habilitation de sécurité d'un niveau approprié ;
 - c) s'assurer que toutes les personnes qui se voient octroyer l'accès à des informations classifiées sont tenues informées de leurs responsabilités en matière de protection des informations, conformément aux lois et réglementations nationales ;
 - d) réaliser des inspections périodiques de la sécurité sur ses installations.
- (5) Les sous-traitants engagés au titre de Contrats classifiés se conformeront aux exigences de sécurité applicables aux contractants.
- (6) Chaque contrat classifié conclu conformément aux dispositions des présentes comportera une annexe relative à la sécurité appropriée, laquelle fera partie intégrante du contrat en question et répertoriera les aspects suivants :
- a) un guide de classification ;
 - b) une procédure relative à la communication des modifications apportées aux niveaux de classification de sécurité des informations ;
 - c) des voies de communication et des moyens de transmission électromagnétique ;
 - d) les procédures relatives au transport d'informations classifiées ;
 - e) les coordonnées des autorités compétentes en charge de la coordination de la protection des informations classifiées liées au contrat ;
 - f) une obligation de signaler toute infraction à la sécurité avérée ou suspectée.
- (7) Une copie de l'annexe relative à la sécurité de tous les contrats classifiés sera transmise à l'autorité compétente de la Partie visée par l'exécution du contrat classifié en question, afin de lui permettre d'exercer une surveillance et un contrôle appropriés eu égard aux normes, procédures et pratiques de sécurité mises en œuvre par le contractant pour garantir la protection des informations classifiées.
- (8) Les représentants des autorités compétentes peuvent effectuer des visites réciproques afin d'analyser l'efficacité des mesures adoptées par un contractant pour garantir la protection des informations classifiées impliquées dans un contrat classifié. Toute visite doit être notifiée au moins trois (3) semaines à l'avance.

Article 10

Visites

- (1) Les visites impliquant l'accès à des informations classifiées sont soumises à l'autorisation préalable de l'autorité compétente de la Partie hôte.
- (2) Toute demande de visite doit être soumise au minimum 3 semaines avant la visite et contenir :
- a) le nom, le prénom, la date et le lieu de naissance, et la nationalité du visiteur ;
 - b) le numéro du passeport ou de la carte d'identité du visiteur ;
 - c) la qualité du visiteur et le nom de l'organisation représentée ;
 - d) le niveau de l'habilitation de sécurité individuelle du visiteur, le cas échéant ;

- e) le but de la visite ainsi que le programme de travail proposé et la date prévue ;
- f) les noms des organisations et des établissements objet de la visite ;
- g) le nombre de visites requises et la période concernée ;
- h) les coordonnées des agents affectés à la sécurité des installations concernées ;
- i) toutes autres données convenues par les autorités compétentes.

(3) Aux fins de l'exécution des présentes, des visites récurrentes pourront être organisées. Les autorités compétentes des Parties approuvent une liste de personnes autorisées à effectuer des visites récurrentes. Ces listes sont valides pour une période initiale de douze mois. Une fois les listes approuvées par les autorités compétentes des Parties, les modalités des visites concrètes seront directement déterminées en collaboration avec les Agents affectés à la sécurité des sites concernés.

(4) Chacune des Parties garantit la protection des données personnelles des visiteurs conformément à ses lois et réglementations nationales.

Article 11 **Infraction à la sécurité**

(1) L'autorité compétente de la Partie destinataire informera sans délai l'autorité compétente de la Partie d'origine de toute infraction à la sécurité avérée ou suspectée.

(2) L'autorité compétente de la Partie destinataire prendra toutes les mesures appropriées possibles, conformément à ses lois et réglementations nationales, afin de limiter les conséquences de toute infraction à la sécurité et d'empêcher toute violation ultérieure, et veillera à mener une enquête appropriée. Sur demande, l'autorité compétente de la Partie d'origine apportera son aide dans le cadre d'une telle enquête. Sur demande, l'autorité compétente de la Partie destinataire informera par écrit l'autorité compétente de la Partie d'origine du résultat des procédures mises en œuvre et des mesures correctives entreprises à la suite de la violation.

(3) En cas d'infraction à la sécurité survenant dans un pays tiers, l'autorité compétente de la Partie à l'origine de la diffusion des informations prendra, dans la mesure du possible, les mesures visées par le paragraphe 2.

Article 12 **Frais**

Chacune des Parties assume les frais engagés du fait de l'exécution de ses obligations en vertu du présent Accord.

Article 13 **Règlement des litiges**

Tout litige quant à l'interprétation ou l'application du présent Accord est exclusivement résolu par voie de consultation et négociation entre les Parties.

Article 14 **Dispositions finales**

(1) Le présent Accord prend effet le premier jour du deuxième mois qui suit la réception de la dernière des notifications écrites par lesquelles les Parties se sont tenues mutuellement informées, par la voie diplomatique, de l'accomplissement des exigences légales nationales requises pour son entrée en vigueur.

(2) Le présent Accord peut être modifié d'un commun accord par écrit entre les Parties. Les modifications apportées aux présentes font partie intégrante du présent Accord. Ces modifications entrent en vigueur conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article.

(3) Le présent Accord est conclu pour une durée indéterminée. Chaque Partie pourra mettre fin au présent Accord en informant l'autre Partie par écrit via les voies diplomatiques. Dans un tel cas, l'Accord prendra fin au terme d'un délai de six mois à partir de la date de réception de la résiliation par l'autre Partie.

(4) En cas de résiliation du présent Accord, toutes les informations classifiées échangées en vertu des présentes resteront protégées conformément aux clauses des présentes et seront, sur demande, restituées à la Partie d'origine.

Fait à Sofia, le 29 janvier 2018 en deux exemplaires originaux, chacun en langues française, anglaise et bulgare, tous les textes faisant également foi. Dans le cas d'un désaccord quant à l'interprétation des dispositions du présent Accord, le texte anglais prévaut.

**Pour le Gouvernement du
Grand-Duché de Luxembourg**

Ronald DOFING
Ambassadeur
du Grand-Duché de Luxembourg
en République de Bulgarie

**Pour le Gouvernement de la
République de Bulgarie**

Boris DIMITROV
Président
de la Commission d'état pour
la sécurité des informations

**ACCORD
ENTRE
LE GOUVERNEMENT DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
ET
LE CONSEIL DES MINISTRES DE LA RÉPUBLIQUE D'ALBANIE
RELATIF À LA PROTECTION RÉCIPROQUE D'INFORMATIONS CLASSIFIÉES**

Le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Conseil des Ministres de la République d'Albanie, ci-après dénommés les « Parties »,

Reconnaissant qu'une coopération efficace dans les domaines politique, économique, militaire, de la sécurité ou de l'intelligence, et dans tout autre domaine, peut exiger l'échange d'informations classifiées entre les Parties,

Désirant établir un ensemble de règles régissant la protection réciproque d'informations classifiées, produites ou échangées dans le cadre d'une coopération entre les Parties.

Conviennent ce qui suit :

Article 1

Objet et champ d'application

1. Le présent Accord a pour but de garantir la protection réciproque des informations classifiées généralement créées ou échangées entre les Parties.
2. Le présent Accord est applicable à l'ensemble des activités, contrats ou accords impliquant des informations classifiées qui seront menés ou conclus entre les Parties à l'avenir.
3. Les dispositions du présent Accord s'appliquent également aux informations classifiées déjà produites ou échangées dans le cadre d'une coopération entre les Parties avant l'entrée en vigueur des présentes.

Article 2

Définitions

Aux fins du présent Accord :

- (1) « **Informations classifiées** » désigne toute information, quelle qu'en soit la forme, transmise ou produite entre les Parties conformément aux lois et réglementations nationales de chacune des Parties, nécessitant une protection contre toute divulgation non autorisée, détournement ou perte, et à laquelle un niveau de classification de sécurité a été attribué ;
- (2) « **Besoin d'en connaître** » fait référence à la nécessité d'accéder à des informations classifiées dans le cadre de fonctions officielles déterminées et/ou en vue de l'accomplissement d'une mission spécifique ;
- (3) « **Infraction à la sécurité** » désigne tout acte ou omission contraire aux lois et réglementations nationales, susceptible d'entraîner la divulgation, la perte, la destruction, le détournement ou tout autre type de compromission d'informations classifiées ;
- (4) « **Partie d'origine** » désigne la Partie, en ce compris toute instance qui fournit des informations classifiées conformément aux lois et réglementations nationales ;
- (5) « **Partie destinataire** » désigne la Partie, en ce compris toute instance à laquelle la Partie d'origine fournit des informations classifiées ;
- (6) « **Tierce partie** » désigne tout État ou toute organisation internationale qui n'est pas l'une des Parties au présent Accord.
- (7) « **Autorité nationale de sécurité** » désigne l'autorité nationale qui, conformément aux lois et réglementations nationales, est chargée de superviser la mise en œuvre du présent Accord et de contrôler la protection des informations classifiées produites ou échangées en vertu des présentes ;
- (8) « **Contractant** » désigne toute personne physique ou morale dotée de la capacité juridique de conclure des contrats classifiés ;
- (9) « **Sous-traitant** » désigne tout contractant avec lequel le premier contractant conclut un contrat de sous-traitance.

(10) « **Contrat classifié** » désigne un accord entre deux contractants ou sous-traitants ou plus, qui contient des informations classifiées ou dont l'exécution nécessite l'accès aux informations classifiées ;

(11) « **Habilitation de sécurité individuelle** » désigne toute décision de l'autorité de sécurité nationale selon laquelle le ressortissant est autorisé à accéder à des informations classifiées jusqu'à un certain niveau de classification de sécurité, conformément aux lois et réglementations nationales ;

(12) « **Habilitation de sécurité d'établissement** » désigne toute décision de l'autorité nationale de sécurité selon laquelle le contractant ou le sous-traitant satisfait aux exigences requises pour traiter des informations classifiées jusqu'à un certain niveau de classification de sécurité, conformément aux lois et réglementations nationales ;

(13) « **Visiteurs** » désigne les représentants officiels d'une Partie chargés de visiter les établissements de l'autre Partie engagés dans des activités impliquant des informations ou documentations classifiées.

Article 3

Niveaux de classification de sécurité

1. Toute Information classifiée produite et/ou échangée en vertu du présent Accord est désignée par un niveau approprié de sécurité conformément aux lois et réglementations nationales de la Partie qui fournit l'information.

2. Les Parties reconnaissent que les niveaux de classification de sécurité suivants sont équivalents, conformément aux lois et réglementations nationales :

Pour le Grand-Duché de Luxembourg	Pour la République d'Albanie
TRÈS SECRET LUX	TEPER SEKRET
SECRET LUX	SEKRET
CONFIDENTIEL LUX	KONFINDECIAL
RESTREINT LUX	I KUFIZUAR

3. La Partie d'origine peut recourir à des marquages supplémentaires afin de signaler que des restrictions spéciales s'appliquent à l'utilisation d'informations classifiées. Les autorités nationales de sécurité s'informent mutuellement de l'utilisation de ces éventuels marquages supplémentaires.

Article 4

Autorités nationales de sécurité

1. Les autorités nationales de sécurité des Parties sont :

Pour le Grand-Duché de Luxembourg :
Le Service de Renseignement de l'État
Autorité Nationale de Sécurité

Pour la République d'Albanie
La Direction de la sécurité des informations classifiées
(Autorité nationale de sécurité)

2. Les Parties se tiennent mutuellement informées, par la voie diplomatique, de toute modification affectant les autorités nationales de sécurité. Une telle notification de modification ne constitue pas un amendement officiel aux présentes, conformément au paragraphe 2 de l'article 14.

3. Les autorités nationales de sécurité se tiennent mutuellement informées des lois et réglementations en vigueur dans leur État, ainsi que de toute modification qui leur est apportée et affecte la protection des informations classifiées produites ou échangées conformément au présent Accord.

4. En vue d'appliquer et de maintenir des normes de sécurité similaires, les autorités nationales de sécurité se tiennent mutuellement informées des normes, procédures et pratiques de sécurité appliquées par chaque Partie en matière de protection des informations classifiées.

Article 5

Mesures applicables à la protection d'informations classifiées

1. Conformément aux dispositions des lois et réglementations nationales, les Parties prennent toutes les mesures appropriées afin de protéger les informations classifiées échangées ou produites en vertu du présent Accord. Elles garantissent auxdites informations classifiées un niveau de protection équivalent à celui qui est accordé à leurs informations classifiées nationales assorties du niveau de classification de sécurité correspondant, tel que défini à l'article 3 du présent Accord.

2. La Partie d'origine informe par écrit la Partie destinataire de toute modification apportée au niveau de classification de sécurité des informations classifiées fournies afin de mettre en œuvre les mesures de protection appropriées.

3. L'accès aux informations classifiées est exclusivement réservé aux personnes disposant de l'autorisation appropriée, en vertu des lois et réglementations nationales, pour accéder à des informations classifiées d'un niveau de classification de sécurité équivalent, qui ont besoin de connaître de telles informations et ont été informées en conséquence.

4. Dans le cadre du présent Accord, chacune des Parties reconnaît les habilitations de sécurité individuelles et d'établissement établies par l'autre Partie.

5. Sur demande, et conformément aux lois et réglementations nationales, les autorités nationales de sécurité peuvent s'assister mutuellement dans le cadre de la réalisation des procédures de vérification.

6. Dans le cadre du présent Accord, les autorités nationales de sécurité se tiennent mutuellement informées sans délai de toute révocation d'habilitation de sécurité individuelle et d'établissement ou de toute modification apportée au niveau de classification de sécurité.

7. Sur demande de l'autorité nationale de sécurité de la Partie d'origine, l'autorité nationale de sécurité de la Partie destinataire confirmera par écrit qu'une personne s'est vue octroyer une habilitation de sécurité individuelle ou qu'une entité juridique s'est vue octroyer une habilitation de sécurité d'établissement.

8. La Partie destinataire :

- a) ne divulgue aucune information classifiée à une tierce partie sans l'accord écrit de la Partie d'origine délivré conformément aux lois et réglementations nationales ;
- b) si cela s'avère approprié, classe les informations reçues conformément au niveau de sécurité équivalent mentionné à l'article 3 ;
- c) ne déclassifie aucune des informations classifiées fournies et s'interdit de leur octroyer un niveau de protection inférieur sans l'accord écrit de la Partie d'origine ;
- d) n'utilise les informations classifiées qu'aux fins prévues.

Article 6

Transfert d'informations classifiées

1. Les informations classifiées seront transférées par des coursiers diplomatiques ou militaires ou par tout autre moyen approuvé préalablement par les autorités nationales de sécurité conformément aux lois et réglementations nationales.

2. La transmission électronique d'informations classifiées est effectuée par le biais de méthodes cryptographiques certifiées conformément aux lois et réglementations nationales.

3. Si des informations classifiées transmises sont identifiées comme étant de niveau SEKRET/ SECRET LUX ou d'un niveau supérieur, la Partie destinataire en confirmera la réception par écrit. La réception des autres informations classifiées sera confirmée sur demande.

4. Les services de sécurité et d'intelligence des Parties peuvent directement échanger des informations classifiées conformément aux lois et réglementations nationales.

Article 7

Reproduction et traduction d'informations classifiées

1. La traduction ou la reproduction d'informations classifiées de niveau TEPER SEKRET / TRES SECRET LUX ou de niveau supérieur sont autorisées uniquement dans des cas exceptionnels, avec l'accord écrit préalable de la Partie d'origine.
2. Toutes les reproductions et les traductions d'informations classifiées portent les marquages de classification originaux. Ces informations reproduites ou traduites sont soumises au même niveau de protection que les informations originales. Le nombre de reproductions ou de traductions est limité à celui requis pour un usage officiel. Toutes les traductions incluent une note appropriée, dans la langue de traduction, indiquant qu'elles contiennent des informations classifiées de la Partie d'origine.

Article 8

Destruction d'informations classifiées

1. Les informations classifiées de niveau TEPER SEKRET / TRÈS SECRET LUX ne seront pas détruites, sauf dans les cas mentionnés au paragraphe 4 du présent article. Ces informations classifiées seront renvoyées à la Partie d'origine dès lors que les Parties les jugent inutiles.
2. Dès lors que la Partie destinataire n'en a plus l'utilité, les informations classifiées de niveau SEKRET / SECRET LUX ou de niveau inférieur seront détruites dans la mesure requise pour empêcher leur reconstruction en tout ou partie.
3. La Partie destinataire informe la Partie d'origine de la destruction des informations classifiées SEKRET / SECRET LUX.
4. Dans le cas d'une situation de crise rendant impossible la protection ou le renvoi des informations classifiées produites ou échangées en vertu du présent Accord, les informations classifiées sont détruites immédiatement. La Partie destinataire avise dès que possible les autorités nationales de sécurité des deux Parties d'une telle destruction.

Article 9

Contrats classifiés

1. Les contrats classifiés seront conclus et exécutés conformément aux lois et réglementations nationales.
2. Sur demande, l'autorité nationale de sécurité de la Partie destinataire confirmera qu'un contractant ou un sous-traitant proposé s'est vu octroyer une habilitation de sécurité individuelle ou d'établissement appropriée. Si le contractant ou sous-traitant proposé ne détient pas l'habilitation de sécurité appropriée, l'autorité nationale de sécurité de la Partie d'origine peut demander à celle de la Partie destinataire d'établir une telle habilitation.
3. Il incombe à l'autorité nationale de sécurité dont le territoire est visé par l'exécution du contrat classifié de prescrire et de mettre en œuvre les mesures de sécurité applicables audit contrat selon les mêmes normes et les mêmes exigences que celles qui régissent la protection de ses propres contrats classifiés. Des inspections périodiques de la sécurité pourront être effectuées par les autorités nationales de sécurité.
4. Une annexe relative à la sécurité fera partie intégrante de chaque contrat ou contrat de sous-traitance classifié. Dans cette annexe, la Partie d'origine spécifiera les informations classifiées qui doivent être divulguées à la Partie destinataire, le niveau de classification de sécurité qui leur a été attribué, ainsi que les obligations qui incombent au contractant ou au sous-traitant eu égard à la protection des informations classifiées. Une copie de l'annexe relative à la sécurité sera transmise à l'autorité nationale de sécurité de la Partie d'origine.
5. Avant de transmettre aux contractants ou aux contractants éventuels de l'une des Parties toute information classifiée transmise par l'autre Partie, conformément à ses lois et réglementations nationales, la Partie destinataire s'assure que les contractants ou les contractants éventuels sont en mesure de protéger de façon appropriée les informations classifiées et :
 - a) exécute une procédure d'habilitation de sécurité d'établissement appropriée à l'égard des contractants et des sous-traitants ;

- b) exécute une procédure d'habilitation de sécurité individuelle appropriée à l'égard de tous les membres du personnel dont les fonctions requièrent un accès à des informations classifiées ;
 - c) s'assure que toutes les personnes ayant accès à des informations classifiées sont tenues informées de leurs responsabilités ;
 - d) réalise des inspections de sécurité périodiques au sein des établissements pertinents ayant obtenu une habilitation.
6. Les sous-traitants engagés au titre de contrats classifiés se conforment aux exigences de sécurité applicables aux contractants.
7. Les représentants des autorités nationales de sécurité peuvent effectuer des visites réciproques afin d'analyser l'efficacité des mesures adoptées par un contractant ou un sous-traitant pour garantir la protection des informations classifiées impliquées dans un contrat classifié.

Article 10

Visites

1. Les visites impliquant l'accès à des informations classifiées sont soumises à l'autorisation préalable de l'autorité nationale de sécurité de la Partie hôte.
2. La demande de visite doit être soumise au minimum 3 semaines avant la visite.
3. Toute demande comporte les renseignements suivants :
 - a) le nom, le prénom, la date et le lieu de naissance, et la nationalité du visiteur ;
 - b) le numéro du passeport ou de la carte d'identité du visiteur ;
 - c) la qualité du visiteur et le nom de l'organisation représentée ;
 - d) le niveau et la date d'expiration de l'habilitation de sécurité individuelle du visiteur ;
 - e) le but de la visite ainsi que le programme de travail proposé et la date prévue ;
 - f) les noms des organisations et des établissements objets de la visite ;
 - g) le nombre de visites requises et la période concernée ;
 - h) toutes autres données convenues par les autorités nationales de sécurité.
4. Chacune des Parties garantit la protection des données personnelles des visiteurs conformément à ses lois et réglementations nationales.

Article 11

Infraction à la sécurité

1. L'autorité nationale de sécurité de la Partie destinataire informe immédiatement l'autorité nationale de sécurité de la Partie d'origine de toute infraction à la sécurité avérée ou suspectée en précisant les circonstances d'une telle infraction.
2. L'autorité nationale de sécurité de la Partie destinataire prend toutes les mesures appropriées possibles, conformément à ses lois et réglementations nationales, afin de limiter les conséquences de toute infraction à la sécurité et d'empêcher toute violation ultérieure, et veille à mener une enquête appropriée. Sur demande, l'autorité nationale de sécurité de la Partie d'origine apporte son aide dans le cadre de l'enquête. L'autorité nationale de la sécurité de la Partie destinataire communique par écrit à l'autorité nationale de sécurité de la Partie d'origine le résultat des procédures et les mesures correctives entreprises à la suite de la violation.

Article 12

Frais

Chacune des Parties supporte les frais propres encourus du fait de l'application du présent Accord.

Article 13

Règlement des litiges

1. Tout litige quant à l'interprétation ou l'application du présent Accord est résolu par voie de consultation et de négociation entre les Parties, sans faire appel à un quelconque tribunal national ou international aux fins de son règlement.

2. Dans l'attente de l'accord amiable, les Parties continueront à exécuter leurs obligations découlant du présent Accord.

Article 14 **Dispositions finales**

1. Le présent Accord prend effet le premier jour du deuxième mois qui suit la réception de la dernière des notifications écrites par lesquelles les Parties se sont tenues mutuellement informées, par la voie diplomatique, de l'accomplissement des exigences légales nationales requises pour son entrée en vigueur.

2. Le présent Accord peut être modifié d'un commun accord par écrit entre les Parties. Les modifications apportées aux présentes font partie intégrante du présent Accord. Ces modifications entrent en vigueur conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article.

3. Le présent Accord est conclu pour une durée indéterminée. Chaque Partie pourra mettre fin au présent Accord en informant l'autre Partie par écrit via les voies diplomatiques. Dans un tel cas, l'Accord prendra fin au terme d'un délai de six mois à partir de la date de réception de la résiliation par l'autre Partie.

4. En cas de résiliation du présent Accord, toutes les informations classifiées échangées en vertu des présentes resteront protégées conformément aux clauses des présentes et seront, sur demande, restituées à la Partie d'origine.

Fait à Luxembourg, le 25 juin 2018 en double exemplaire, chacun en langues française, albanaise et anglaise, tous les textes faisant également foi. Dans le cas d'un désaccord quant à l'interprétation des dispositions du présent Accord, le texte anglais prévaut.

**POUR LE GOUVERNEMENT DU
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG**

**JEAN ASSELBORN
MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET EUROPÉENNES**

**POUR LE CONSEIL DES MINISTRES DE LA
RÉPUBLIQUE D'ALBANIE**

**DITMIR BUSHATI
MINISTRE DE L'EUROPE ET
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES**

**ACCORD ENTRE
LE GOUVERNEMENT DU GRAND DUCHÉ DE LUXEMBOURG ET LE
GOUVERNEMENT DE HONGRIE
RELATIF À L'ÉCHANGE ET À LA PROTECTION RÉCIPROQUE
D'INFORMATIONS CLASSIFIÉES**

Le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de Hongrie, (ci-après dénommés les « Parties »),

Reconnaissant l'importance d'une coopération mutuelle entre les Parties,

Reconnaissant qu'une coopération satisfaisante peut exiger l'échange d'informations classifiées entre les Parties,

Désirant établir un ensemble de règles régissant la protection réciproque d'informations classifiées,

Reconnaissant qu'ils garantissent aux informations classifiées une protection équivalente,

Ont, dans le respect mutuel des intérêts nationaux et de la sécurité, approuvé les modalités exposées ci-après :

**ARTICLE 1
OBJET ET CHAMP D'APPLICATION**

1. Le présent Accord a pour but de garantir la protection des informations classifiées créées ou échangées entre les Parties.

2. Le présent Accord est applicable à l'ensemble des activités, contrats ou accords impliquant des informations classifiées qui seront menés ou conclus entre les Parties à l'avenir.

3. Les dispositions du présent Accord s'appliquent également aux informations classifiées déjà produites ou échangées dans le cadre d'une coopération entre les Parties avant l'entrée en vigueur des présentes.

**ARTICLE 2
DÉFINITIONS**

Aux fins du présent Accord :

- a) une « **infraction à la sécurité** » désigne tout acte ou toute omission contraire au présent Accord ou aux lois et réglementations nationales des Parties, susceptible d'entraîner la divulgation ou la consultation non autorisées, la perte, la destruction, le détournement ou tout autre type de compromission d'informations classifiées ;
- b) un « **contrat classifié** » désigne tout contrat impliquant ou nécessitant l'accès à des informations classifiées ;
- c) les « **informations classifiées** » désignent toute information, quelle qu'en soit la forme ou la nature, transmise ou produite entre les Parties conformément aux lois et réglementations nationales de chacune des Parties, nécessitant une protection contre toute infraction à la sécurité et désignée en conséquence ;
- d) un « **contractant** » désigne toute personne physique ou morale dotée de la capacité juridique de conclure des contrats classifiés et/ou étant partie à un tel contrat ;
- e) une « **habilitation de sécurité pour personne morale** » renvoie à une décision rendue par l'autorité nationale de sécurité à l'issue d'une procédure de vérification, selon laquelle une personne morale, dotée de la capacité juridique appropriée, dispose des capacités organisationnelles et matérielles requises pour traiter et stocker des informations classifiées conformément aux lois et réglementations nationales ;
- f) une « **autorité nationale de sécurité** » désigne l'autorité nationale en charge de l'application et de la supervision du présent Accord ;
- g) le « **besoin d'en connaître** » renvoie au principe selon lequel l'accès à des informations classifiées peut exclusivement être octroyé à une personne ayant réellement besoin d'accéder à de telles informations dans le cadre de ses devoirs officiels ou d'une mission spécifique ;
- h) la « **partie d'origine** » désigne la Partie, en ce compris les personnes physiques ou morales relevant de sa juridiction, qui délivre des informations classifiées ;

- i) une « **habilitation de sécurité pour personne physique** » renvoie à une décision rendue par l'autorité nationale de sécurité à l'issue d'une procédure de vérification, selon laquelle une personne physique est habilitée à traiter des informations classifiées conformément aux lois et réglementations nationales ;
- j) la « **partie destinataire** » désigne la Partie, en ce compris les personnes physiques ou morales relevant de sa juridiction, qui reçoit des informations classifiées ;
- k) un « **contrat de sous-traitance** » désigne un contrat conclu entre un contractant principal et un second contractant (sous-traitant) eu égard à la fourniture de biens et de services ;
- l) un « **sous-traitant** » désigne toute personne physique ou morale avec laquelle un contractant conclut un contrat de sous-traitance ;
- m) une « **tierce partie** » désigne tout État, en ce compris les personnes physiques ou morales relevant de la juridiction de cet État, ou toute organisation internationale, qui n'est pas l'une des Parties au présent Accord.

ARTICLE 3 AUTORITÉS NATIONALES DE SÉCURITÉ

1. Les autorités nationales de sécurité des Parties sont :

Pour le Grand-Duché de Luxembourg :

Service de renseignement de l'État
Autorité nationale de Sécurité

Pour la Hongrie :

Nemzeti Biztonsági Felügyelet

2. Les Parties se tiennent mutuellement informées, par la voie diplomatique, de toute modification affectant les autorités nationales de sécurité, autre que les modifications mentionnées aux paragraphes 3 et 4 du présent article. Une telle notification de modification ne constitue pas un amendement officiel aux présentes, conformément au paragraphe 2 de l'article 16.

3. Les modifications concernant le nom des autorités nationales de sécurité ne constituent pas un amendement officiel aux présentes, conformément au paragraphe 2 de l'article 16. Les autorités nationales de sécurité s'informent mutuellement, par écrit, de ces modifications.

4. Les autorités nationales de sécurité se communiquent réciproquement leurs coordonnées officielles et s'informent de tout changement à cet égard.

ARTICLE 4 NIVEAUX DE CLASSIFICATION ET MARQUAGES

1. Toute information classifiée délivrée en vertu du présent Accord est désignée par un niveau de classification approprié, conformément aux lois et réglementations nationales des Parties.

2. Les équivalences des niveaux de classification nationaux et des marquages attribués sont les suivantes :

Au Grand-Duché de Luxembourg	En Hongrie
TRÈS SECRET LUX	„Szigorúan titkos!”
SECRET LUX	„Titkos!”
CONFIDENTIEL LUX	„Bizalmas!”
RESTREINT LUX	„Korlátozott terjesztésű!”

ARTICLE 5

ACCÈS À DES INFORMATIONS CLASSIFIÉES

L'accès à des informations classifiées en vertu des présentes est exclusivement limité aux personnes qui ont besoin de les connaître et sont dûment autorisées à ces fins, conformément aux lois et réglementations nationales de la partie concernée.

ARTICLE 6

PRINCIPES DE SÉCURITÉ

1. Conformément aux dispositions des lois et réglementations nationales, les Parties prennent toutes les mesures appropriées afin de protéger les informations classifiées échangées ou produites en vertu du présent Accord.

2. La Partie d'origine :

- a) s'assure que les informations classifiées portent les marquages de classification appropriés, conformément à ses lois et réglementations nationales ;
- b) informe la Partie destinataire de toute condition régissant la divulgation des informations classifiées et de toute limite applicable à leur utilisation ;
- c) informe la Partie destinataire, par écrit et dans les meilleurs délais, de toute évolution notable du niveau ou de la durée de classification des informations ;
- d) s'assure que les informations classifiées sont exclusivement mises à la disposition de personnes satisfaisant aux exigences stipulées à l'article 5 des présentes.

3. La Partie destinataire :

- a) s'assure que les informations classifiées portent un marquage de classification équivalent, conformément à l'article 4 du présent Accord ;
- b) accorde le même degré de protection aux informations classifiées que celui accordé à ses informations classifiées nationales de même niveau de classification ;
- c) protège les informations classifiées selon un degré correspondant à leur niveau de classification jusqu'à réception d'une notification écrite de la Partie d'origine l'informant de la déclassification ou de l'évolution du niveau de classification ou de la durée de validité des informations classifiées ;
- d) veille à ce qu'aucune information classifiée ne soit divulguée à une tierce partie sans l'accord écrit préalable de la Partie d'origine ;
- e) utilise les informations classifiées aux seules fins initialement prévues et conformément aux modalités de divulgation stipulées par la Partie d'origine.

ARTICLE 7

COOPÉRATION À DES FINS DE SÉCURITÉ

1. Afin de maintenir des niveaux de sécurité comparables, les autorités nationales de sécurité s'engagent, sur demande, à se tenir mutuellement informées de leurs lois et réglementations nationales relatives à la protection des informations classifiées, ainsi que des pratiques découlant de leur mise en œuvre.

2. Sur demande, les autorités nationales de sécurité, conformément à leurs lois et réglementations nationales, s'assistent mutuellement dans l'exécution des procédures d'octroi des habilitations de sécurité.

3. Dans le cadre du présent Accord, les Parties, conformément à leurs lois et réglementations nationales, reconnaissent les habilitations de sécurité délivrées par l'autre Partie. L'article 5 du présent Accord s'applique en conséquence.

4. Les autorités nationales de sécurité se tiennent informées dans les meilleurs délais de toute modification apportée aux habilitations de sécurité reconnues, notamment dans le cas de leur retrait.

5. La coopération visée par le présent Accord s'effectue en langue anglaise.

ARTICLE 8

TRANSFERT OU TRANSMISSION D'INFORMATIONS CLASSIFIÉES

1. Les informations classifiées sont transférées, conformément aux lois et réglementations nationales de la Partie d'origine, par la voie diplomatique ou par toute autre voie approuvée par écrit par les autorités nationales de sécurité.
2. Les Parties peuvent transmettre des informations classifiées par voie électronique, conformément aux procédures de sécurité approuvées par écrit par les autorités nationales de sécurité. La transmission électronique d'informations classifiées est effectuée par le biais de méthodes cryptographiques certifiées conformément aux lois et réglementations nationales.

ARTICLE 9

REPRODUCTION, EXTRACTION, TRADUCTION ET DESTRUCTION D'INFORMATIONS CLASSIFIÉES

1. Les reproductions, les extractions et les traductions d'informations classifiées transmises dans le cadre des présentes portent les marquages de classification appropriés et bénéficient du même degré de protection que les informations originales. Le nombre de reproductions, d'extractions et de traductions est limité à celui requis à titre officiel.
2. Conformément aux lois et réglementations nationales des Parties, la traduction d'informations classifiées transmises en vertu des présentes peut comporter une mention dans la langue de la traduction indiquant qu'il s'agit d'informations classifiées de la Partie d'origine.
3. Les informations classifiées transmises dans le cadre du présent Accord et marquées TRES SECRET LUX / „Szigorúan titkos!” ne peuvent être reproduites, extraites ou traduites qu'avec l'accord écrit préalable de la Partie d'origine.
4. Les informations classifiées transmises dans le cadre du présent Accord et marquées TRES SECRET LUX / „Szigorúan titkos!” ne seront pas détruites mais renvoyées à la Partie d'origine dès lors que la Partie destinataire n'en a plus l'utilité.
5. Les informations classifiées SECRET LUX / “Titkos!” ou d'un niveau inférieur seront détruites conformément aux législations et réglementations nationales dès lors que la Partie destinataire n'en a plus l'utilité. La Partie destinataire informe la Partie d'origine d'une telle destruction, le cas échéant.
6. Dans le cas d'une situation de crise rendant impossible la protection ou la rétrocession d'informations classifiées à la Partie d'origine, ces dernières sont détruites dans les meilleurs délais. L'autorité nationale de sécurité de la Partie destinataire informe par écrit l'autorité nationale de sécurité de la Partie d'origine de la destruction des informations classifiées.

ARTICLE 10

CONTRATS CLASSIFIÉS

1. Les contrats classifiés sont conclus et exécutés conformément aux lois et réglementations nationales de chaque Partie. Sur demande, les autorités nationales de sécurité confirment que les contractants proposés, ainsi que les personnes participant aux négociations précontractuelles ou à la mise en œuvre de contrats classifiés, sont titulaires des habilitations de sécurité appropriées.
2. Toute autorité nationale de sécurité peut demander à son homologue la réalisation d'une inspection de sécurité au sein d'un établissement situé dans le territoire de l'autre Partie afin de s'assurer que celui-ci est toujours conforme aux normes de sécurité, conformément aux législations et réglementations nationales des Parties.
3. Tout contrat classifié comporte des instructions relatives aux normes de sécurité du projet et au niveau de classification de chacun des éléments du contrat classifié. Une copie des instructions relatives aux normes de sécurité du projet est transmise à l'autorité nationale de sécurité de la Partie sur le territoire de laquelle le contrat classifié doit être exécuté.
4. Les sous-traitants engagés au titre de contrats classifiés se conforment aux exigences de sécurité applicables aux contractants.

ARTICLE 11 VISITES

1. Les visites impliquant l'accès à des informations classifiées sont soumises à l'autorisation préalable de l'autorité nationale de sécurité de la Partie concernée.
2. L'autorité nationale de sécurité de la Partie réalisant la visite informe l'autorité nationale de sécurité de la Partie hôte de toute visite planifiée au moyen d'une demande introduite au moins trois semaines avant l'organisation de la visite en question. Dans le cas d'une urgence, la demande de visite peut être notifiée dans un délai plus court moyennant la coordination préalable des autorités nationales de sécurité.
3. Toute demande de visite comporte les renseignements suivants :
 - a) le nom, la date et le lieu de naissance, la nationalité et le numéro de passeport ou de carte d'identité du visiteur ;
 - b) la qualité du visiteur et les caractéristiques de l'Organisation représentée ;
 - c) le niveau de l'habilitation de sécurité individuelle du visiteur et la durée de validité de cette dernière ;
 - d) la date et durée de la visite et, dans le cas de visites récurrentes, la période totale couverte par les visites ;
 - e) l'objet de la visite avec mention du niveau de classification le plus élevé des informations classifiées impliquées ;
 - f) le nom et l'adresse de l'établissement objet de la visite, ainsi que le nom, le numéro de téléphone/télécopie, l'adresse électronique de son référent ;
 - g) la date, la signature et le sceau officiel de l'autorité nationale de sécurité.
4. Les autorités nationales de sécurité peuvent convenir d'établir une liste des visiteurs autorisés à effectuer des visites récurrentes. Les autorités nationales de sécurité conviennent des détails complémentaires concernant les visites récurrentes.
5. Toute information classifiée obtenue par un visiteur est considérée comme une information classifiée reçue en vertu du présent Accord.
6. Chacune des Parties garantit la protection des données personnelles des visiteurs conformément aux lois et réglementations nationales.

ARTICLE 12 INFRACTION À LA SÉCURITÉ

1. Les autorités nationales de sécurité se tiennent mutuellement informées par écrit et dans les meilleurs délais de toute infraction à la sécurité avérée ou suspectée.
2. L'autorité nationale de sécurité de la Partie destinataire prend toutes les mesures appropriées possibles, conformément à ses lois et réglementations nationales, afin de limiter les conséquences de toute infraction à la sécurité et d'empêcher toute violation ultérieure.
3. L'autorité nationale de sécurité de la Partie concernée par l'infraction à la sécurité procède, dans les meilleurs délais, à une enquête permettant d'analyser l'incident en question. Si nécessaire, l'autorité nationale de sécurité de l'autre Partie participe à une telle enquête.
4. Dans tous les cas, l'autorité nationale de sécurité de la Partie destinataire informe par écrit l'autorité nationale de sécurité de la Partie d'origine des circonstances de l'infraction à la sécurité, de l'étendue des dommages, des mesures adoptées en vue d'y remédier, et des résultats de l'enquête.

ARTICLE 13 RELATION AVEC D'AUTRES ACCORDS INTERNATIONAUX

Le présent Accord n'affecte pas les obligations des Parties au titre de tout autre traité bilatéral ou multilatéral, en ce compris tout accord régissant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées.

**ARTICLE 14
DÉPENSES**

Chacune des Parties supporte les frais propres encourus du fait de l'application du présent Accord.

**ARTICLE 15
RÈGLEMENT DES LITIGES**

Tout litige quant à l'interprétation ou à la mise en œuvre du présent Accord sera exclusivement résolu par voie de consultation et négociation entre les Parties, sans recours à une juridiction extérieure.

**ARTICLE 16
DISPOSITIONS FINALES**

1. Le présent Accord est conclu pour une durée indéterminée. Le présent Accord prend effet le premier jour du deuxième mois qui suit la date de réception de la dernière des notifications des Parties, transmise par la voie diplomatique, informant de l'accomplissement des exigences légales nationales requises en vue de l'entrée en vigueur du présent Accord.
2. Le présent Accord peut être modifié d'un commun accord, par écrit, par les deux Parties. Ces modifications entrent en vigueur conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article.
3. Chacune des Parties peut, à tout moment, dénoncer par écrit le présent Accord, auquel cas, la validité de ce dernier prend fin six mois après la date de réception, par l'autre Partie, de la notification écrite de dénonciation.
4. Nonobstant la dénonciation du présent Accord, toutes les informations classifiées échangées ou produites en vertu du présent Accord continuent d'être protégées conformément aux présentes dispositions, jusqu'à ce que la Partie d'origine dispense la Partie destinataire de cette obligation par écrit.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés, ont signé le présent Accord.

Fait à Budapest, le 5 septembre 2018, en deux originaux, chacun en langues française, hongroise et anglaise, tous les textes faisant également foi. Dans le cas d'un désaccord quant à l'interprétation des dispositions du présent Accord le texte anglais prévaut.

**Pour le Gouvernement du
Grand-Duché de Luxembourg**

**Marc Ungeheuer
Ambassadeur du Grand-Duché de
Luxembourg en République de Hongrie**

Pour le Gouvernement de Hongrie

**Felkai László
Ministre délégué
chargé de l'administration**

**ACCORD
ENTRE
LE GOUVERNEMENT DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
ET
LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE MACÉDOINE
RELATIF À L'ÉCHANGE ET À LA PROTECTION RÉCIPROQUE
D'INFORMATIONS CLASSIFIÉES**

Le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Macédoine, ci-après dénommés les « Parties »,

Reconnaissant qu'une coopération efficace dans les domaines politique, économique, militaire, de la sécurité ou de l'intelligence, et dans tout autre domaine, peut exiger l'échange d'informations classifiées entre les Parties,

Désirant établir un ensemble de règles régissant la protection réciproque d'informations classifiées, produites ou échangées dans le cadre d'une coopération entre les Parties,

Conviennent ce qui suit :

**Article 1
Objet et champ d'application**

1. Le présent Accord a pour but de garantir la protection des informations classifiées généralement créées ou échangées entre les Parties.
2. Le présent Accord est applicable à l'ensemble des activités, contrats ou accords impliquant des informations classifiées qui seront menés ou conclus entre les Parties à l'avenir.
3. Les dispositions du présent Accord s'appliquent également aux informations classifiées déjà produites ou échangées dans le cadre d'une coopération entre les Parties avant l'entrée en vigueur des présentes.

**Article 2
Définitions**

Aux fins du présent Accord :

- (1) « **Informations classifiées** » désigne toute information, quelle qu'en soit la forme, transmise ou produite entre les Parties conformément aux lois et réglementations nationales de chacune des Parties, nécessitant une protection contre toute divulgation non autorisée, détournement ou perte, désignée en conséquence ;
- (2) « **Besoin d'en connaître** » fait référence à la nécessité d'accéder à des informations classifiées dans le cadre de fonctions officielles déterminées et/ou en vue de l'accomplissement d'une mission spécifique ;
- (3) « **Infraction à la sécurité** » désigne tout acte ou omission contraire aux lois et réglementations nationales, susceptible d'entraîner la divulgation, la perte, la destruction, le détournement ou tout autre type de compromission d'informations classifiées ;
- (4) « **Partie d'origine** » désigne la Partie, en ce compris toute instance qui fournit des informations classifiées conformément aux lois et réglementations nationales ;
- (5) « **Partie destinataire** » désigne la Partie, en ce compris toute instance à laquelle la Partie d'origine fournit des informations classifiées ;
- (6) « **Autorité nationale de sécurité** » désigne l'autorité nationale qui, conformément aux lois et réglementations nationales, est chargée de superviser la mise en œuvre du présent Accord et de contrôler la protection des informations classifiées produites ou échangées en vertu des présentes ;
- (7) « **Contractant** » désigne toute personne physique ou morale dotée de la capacité juridique de conclure des contrats classifiés ;
- (8) « **Sous-traitant** » désigne tout contractant avec lequel le premier contractant conclut un contrat de sous-traitance.
- (9) « **Contrat classifié** » désigne un accord entre deux contractants ou sous-traitants ou plus, qui contient des informations classifiées ou dont l'exécution implique la production ou l'échange d'informations classifiées ;

(10) « **Habilitation de sécurité individuelle** » désigne toute décision de l'autorité nationale de sécurité selon laquelle le ressortissant est autorisé à accéder à des informations classifiées jusqu'à un certain niveau de classification de sécurité, conformément aux lois et réglementations nationales ;

(11) « **Habilitation de sécurité d'établissement** » désigne toute décision de l'autorité nationale de sécurité selon laquelle le contractant ou le sous-traitant satisfait aux exigences requises pour traiter des informations classifiées jusqu'à un certain niveau de classification de sécurité, conformément aux lois et réglementations nationales ;

(12) « **Tierce partie** » désigne tout État ou toute organisation internationale qui n'est pas l'une des Parties au présent Accord.

Article 3 **Niveaux de classification de sécurité**

1. Les Parties reconnaissent que les niveaux de classification de sécurité suivants sont équivalents, conformément aux lois et réglementations nationales :

Pour le Grand-Duché de Luxembourg	Pour la République de Macédoine	Équivalent en anglais
TRÈS SECRET LUX	ДРЖАВНА ТАЈНА	TOP SECRET
SECRET LUX	СТРОГО ДОВЕРЛИВО	SECRET
CONFIDENTIEL LUX	ДОВЕРЛИВО	CONFIDENTIAL
RESTREINT LUX	ИНТЕРНО	RESTRICTED

2. La Partie d'origine peut recourir à des marquages supplémentaires afin de signaler l'application de restrictions spéciales à l'utilisation d'informations classifiées, conformément à ses lois et réglementations nationales. Les autorités nationales de sécurité s'informent mutuellement de l'utilisation de ces éventuels marquages supplémentaires.

Article 4 **Autorités nationales de sécurité**

1. Les autorités nationales de sécurité des Parties sont :

Pour le Grand-Duché de Luxembourg :
Le Service de renseignement de l'État
Autorité nationale de Sécurité

Pour la République de Macédoine
Дирекција за безбедност на класифицирани информации
(Direction de la Sécurité des informations classifiées)

2. Les Parties se tiennent mutuellement informées, par la voie diplomatique, de toute modification affectant les autorités nationales de sécurité. Une telle notification de modification ne constitue pas un amendement officiel aux présentes, conformément au paragraphe 2 de l'article 14.

3. Les autorités nationales de sécurité se tiennent mutuellement informées des lois et réglementations en vigueur dans leur État, ainsi que de toute modification qui leur est apportée et affecte la protection des informations classifiées produites ou échangées conformément au présent Accord.

4. En vue d'appliquer et de maintenir des normes de sécurité similaires, les autorités nationales de sécurité se tiennent mutuellement informées des normes, procédures et pratiques de sécurité appliquées par chaque Partie en matière de protection des informations classifiées.

Article 5

Mesures applicables à la protection d'informations classifiées

1. Conformément aux dispositions des lois et réglementations nationales, les Parties prennent toutes les mesures appropriées afin de protéger les informations classifiées échangées ou produites en vertu du présent Accord. Elles garantissent auxdites informations classifiées un niveau de protection équivalent à celui qui est accordé à leurs informations classifiées nationales assorties du niveau de classification de sécurité correspondant, tel que défini à l'article 3 du présent Accord.
2. La Partie d'origine informe par écrit la Partie destinataire de toute modification apportée au niveau de classification de sécurité des informations classifiées fournies afin de mettre en œuvre les mesures de protection appropriées.
3. L'accès aux informations classifiées est exclusivement réservé aux personnes autorisées, en vertu des lois et réglementations nationales, à accéder à des informations classifiées d'un niveau de classification de sécurité équivalent, qui ont besoin de connaître de telles informations et ont été informées en conséquence.
4. Dans le cadre du présent Accord, chacune des Parties reconnaît les habilitations de sécurité individuelles et d'établissement établies par l'autre Partie.
5. Sur demande, et conformément aux lois et réglementations nationales, les autorités nationales de sécurité peuvent s'assister mutuellement dans le cadre de la réalisation des procédures de vérification.
6. Dans le cadre du présent Accord, les autorités nationales de sécurité se tiennent mutuellement informées sans délai de toute révocation d'habilitation de sécurité individuelle et d'établissement ou de toute modification apportée au niveau de classification de sécurité.
7. Sur demande de l'autorité nationale de la Partie d'origine, l'autorité nationale de sécurité de la Partie destinataire confirmera par écrit qu'une personne s'est vue octroyer une habilitation de sécurité individuelle ou qu'une entité juridique s'est vue octroyer une habilitation de sécurité d'établissement.
8. La Partie destinataire :
 - a) ne divulgue aucune information classifiée à une tierce partie sans l'accord écrit de la Partie d'origine délivré conformément aux lois et réglementations nationales ;
 - b) si cela s'avère approprié, classe les informations reçues conformément au niveau de sécurité équivalent mentionné à l'article 3 ;
 - c) ne déclassifie aucune des informations classifiées fournies et s'interdit de leur octroyer un niveau de protection inférieur sans l'accord écrit de la Partie d'origine ;
 - d) n'utilise les informations classifiées qu'aux fins prévues.

Article 6

Transfert d'informations classifiées

1. Les informations classifiées seront transférées par des coursiers diplomatiques ou militaires ou par tout autre moyen approuvé préalablement par les autorités nationales de sécurité conformément aux lois et réglementations nationales.
2. La transmission électronique d'informations classifiées est effectuée par le biais de méthodes cryptographiques certifiées conformément aux lois et réglementations nationales.
3. Si des informations classifiées transmises sont identifiées comme étant de niveau SECRET LUX / СТРОГО ДОВЕРЛИВО / SECRET ou d'un niveau supérieur, la Partie destinataire en confirmera la réception par écrit. La réception des autres informations classifiées sera confirmée sur demande.
4. Les services de sécurité et d'intelligence des Parties peuvent directement échanger des informations classifiées dans le cadre de leurs fonctions et conformément aux lois et réglementations nationales.

Article 7

Reproduction et traduction d'informations classifiées

1. La traduction ou la reproduction d'informations classifiées de niveau SECRET LUX / СТРОГО ДОВЕРЛИВО / SECRET ou de niveau supérieur sont autorisées uniquement dans des cas exceptionnels, avec l'accord écrit préalable de la Partie d'origine.
2. Toutes les reproductions et les traductions d'informations classifiées portent les marquages de classification originaux. Ces informations reproduites ou traduites sont soumises au même niveau de protection que les informations originales. Le nombre de reproductions ou de traductions est limité à celui requis pour un usage officiel.

Article 8

Destruction d'informations classifiées

1. Les informations classifiées de niveau TRÈS SECRET LUX / ДРЖАВНА ТАЈНА / TOP SECRET ne seront pas détruites, sauf dans les cas mentionnés au paragraphe 4 du présent article. Ces informations classifiées seront renvoyées à la Partie d'origine dès lors que les Parties les jugent inutiles.
2. Dès lors que la Partie destinataire n'en a plus l'utilité, les informations classifiées de niveau SECRET LUX / СТРОГО ДОВЕРЛИВО / SECRET ou de niveau inférieur seront détruites dans la mesure requise pour empêcher leur reconstruction en tout ou partie.
3. La Partie destinataire informe la Partie d'origine de la destruction des informations classifiées SECRET LUX / СТРОГО ДОВЕРЛИВО / SECRET.
4. Dans le cas d'une situation de crise rendant impossible la protection ou le renvoi des informations classifiées produites ou échangées en vertu du présent Accord, les informations classifiées sont détruites immédiatement. La Partie destinataire avise dès que possible les autorités nationales de sécurité des deux Parties d'une telle destruction.

Article 9

Contrats classifiés

1. Les contrats classifiés seront conclus et exécutés conformément aux lois et réglementations nationales.
2. Sur demande, l'autorité nationale de sécurité de la Partie destinataire confirmera qu'un contractant proposé s'est vu octroyer une habilitation de sécurité individuelle ou d'établissement appropriée. Si le contractant proposé ne détient pas l'habilitation de sécurité appropriée, l'autorité nationale de sécurité de la Partie d'origine peut demander à celle de la Partie destinataire d'établir une telle habilitation.
3. Il incombe à l'autorité nationale de sécurité dont le territoire est visé par l'exécution du contrat classifié de prescrire et d'administrer les mesures de sécurité applicables audit contrat selon les mêmes normes et les mêmes exigences que celles qui régissent la protection de ses propres contrats classifiés. Des inspections périodiques de la sécurité pourront être effectuées par les autorités nationales de sécurité.
4. Une annexe relative à la sécurité fera partie intégrante de chaque contrat ou contrat de sous-traitance classifié. Dans cette annexe, la Partie d'origine spécifiera les informations classifiées qui doivent être divulguées à la Partie destinataire, le niveau de classification de sécurité qui leur a été attribué, ainsi que les obligations qui incombent au contractant eu égard à la protection des informations classifiées. Une copie de l'annexe relative à la sécurité sera transmise à l'autorité nationale de sécurité de la Partie d'origine.
5. Avant de transmettre aux contractants ou aux contractants éventuels de l'une des Parties toute information classifiée transmise par l'autre Partie, conformément à ses lois et réglementations nationales, la Partie destinataire s'assure que les contractants ou les contractants éventuels sont en mesure de protéger de façon appropriée les informations classifiées et :
 - a) exécute une procédure d'habilitation de sécurité d'établissement appropriée à l'égard des contractants et des sous-traitants ;
 - b) exécute une procédure d'habilitation de sécurité individuelle appropriée à l'égard de tous les membres du personnel dont les fonctions requièrent un accès à des informations classifiées ;
 - c) s'assure que toutes les personnes ayant accès à des informations classifiées sont tenues informées de leurs responsabilités ;

- d) réalise des inspections de sécurité périodiques au sein des établissements pertinents ayant obtenu une habilitation.
6. Les sous-traitants engagés au titre de contrats classifiés se conforment aux exigences de sécurité applicables aux contractants.
7. Les représentants des autorités nationales de sécurité peuvent effectuer des visites réciproques afin d'analyser l'efficacité des mesures adoptées par un contractant pour garantir la protection des informations classifiées impliquées dans un contrat classifié.

Article 10

Visites

1. Les visites impliquant l'accès à des informations classifiées sont soumises à l'autorisation préalable de l'autorité nationale de sécurité de la Partie hôte.
2. L'autorité nationale de sécurité de la Partie réalisant la visite informe l'autorité nationale de sécurité de la Partie hôte de toute visite planifiée au moyen d'une demande introduite au moins trois semaines avant l'organisation de la visite en question. Dans le cas d'une urgence, la demande de visite peut être notifiée dans un délai plus court moyennant la coordination préalable des autorités nationales de sécurité.
3. Toute demande de visite comporte les renseignements suivants :
- a) le nom, le prénom, la date et le lieu de naissance, et la nationalité du visiteur ;
 - b) le numéro du passeport ou de la carte d'identité du visiteur ;
 - c) la qualité du visiteur et le nom de l'organisation représentée ;
 - d) le niveau de l'habilitation de sécurité individuelle du visiteur, le cas échéant ;
 - e) le but de la visite ainsi que le programme de travail proposé et la date prévue ;
 - f) les noms des organisations et des établissements objets de la visite ;
 - g) le nombre de visites requises et la période concernée ;
 - h) la date, la signature et le sceau officiel de l'autorité nationale de sécurité.
4. Chacune des Parties garantit la protection des données personnelles des visiteurs conformément à ses lois et réglementations nationales.
5. Les autorités nationales de sécurité peuvent convenir d'établir une liste des visiteurs autorisés à effectuer des visites récurrentes. Les autorités nationales de sécurité conviennent des détails complémentaires concernant les visites récurrentes.

Article 11

Infraction à la sécurité

1. L'autorité nationale de sécurité de la Partie destinataire informera sans délai l'autorité nationale de sécurité de la Partie d'origine de toute infraction à la sécurité avérée ou suspectée.
2. L'autorité compétente de la Partie destinataire prendra toutes les mesures appropriées possibles, conformément à ses lois et réglementations nationales, afin de limiter les conséquences de toute infraction à la sécurité et d'empêcher toute violation ultérieure, et veillera à mener une enquête appropriée. Sur demande, l'autorité nationale de sécurité de la Partie d'origine apporte son aide dans le cadre de l'enquête. L'autorité nationale de sécurité de la Partie destinataire communique par écrit à l'autorité nationale de sécurité de la Partie d'origine le résultat des procédures et les mesures correctives entreprises à la suite de la violation.

Article 12

Frais

Chacune des Parties supporte les frais propres encourus du fait de l'application du présent Accord.

Article 13
Règlement des litiges

Tout litige quant à l'interprétation ou l'application du présent Accord est exclusivement résolu par voie de consultation et négociation entre les Parties.

Article 14
Dispositions finales

1. Le présent Accord prend effet le premier jour du deuxième mois qui suit la réception de la dernière des notifications écrites par lesquelles les Parties se sont tenues mutuellement informées, par la voie diplomatique, de l'accomplissement des exigences légales nationales requises pour son entrée en vigueur.
2. Le présent Accord peut être modifié d'un commun accord par écrit entre les Parties. Les modifications apportées aux présentes font partie intégrante du présent Accord. Ces modifications entrent en vigueur conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article.
3. Le présent Accord est conclu pour une durée indéterminée. Chaque Partie pourra mettre fin au présent Accord en informant l'autre Partie par écrit via les voies diplomatiques. Dans un tel cas, l'Accord prendra fin au terme d'un délai de six mois à partir de la date de réception de la résiliation par l'autre Partie.
4. En cas de résiliation du présent Accord, toutes les informations classifiées échangées en vertu des présentes resteront protégées conformément aux clauses des présentes et seront, sur demande, restituées à la Partie d'origine.

Fait à Skopje, le 6 septembre 2018, en double exemplaire, chacun en langues française, macédonienne et anglaise, tous les textes faisant également foi. Dans le cas d'un désaccord quant à l'interprétation des dispositions du présent Accord, le texte anglais prévaut.

**Pour le Gouvernement du
Grand-Duché de Luxembourg**

Jean ASSELBORN
**Ministre des Affaires étrangères
et européennes**

**Pour le Gouvernement de la
République de Macédoine**

Nikola DIMITROV
Ministre des Affaires étrangères

**ACCORD ENTRE
LE GOUVERNEMENT DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG ET
LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRATIVE DU BRÉSIL
CONCERNANT L'ÉCHANGE ET LA PROTECTION RÉCIPROQUE
D'INFORMATIONS CLASSIFIÉES**

Le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg

et

le Gouvernement de la République fédérative du Brésil,

ci-après dénommés conjointement les « Parties » ou individuellement la « Partie »,

Dans l'intérêt de la sécurité nationale et en vue de garantir la protection d'Informations Classifiées échangées dans le cadre de traités de coopération ou de contrats conclus entre elles, les personnes ou entités accréditées, ainsi que des entités publiques ou privées ;

Souhaitant définir un ensemble de règles et de procédures en matière de protection des Informations Classifiées, conformément à la législation nationale des Parties ;

Confirmant que le présent Accord n'affecte pas les engagements des deux Parties qui découlent d'autres accords internationaux et qu'il ne sera pas utilisé à l'encontre des intérêts, de la sécurité et de l'intégrité territoriale d'autres États ;

Conviennent ce qui suit :

ARTICLE 1

Objet et champ d'application

Le présent Accord définit les règles et procédures en matière de protection des Informations Classifiées échangées et générées dans le cadre du processus de coopération, dans le respect de leurs intérêts nationaux et de leur sécurité, entre les Parties susmentionnées, les personnes, les organismes et les entités accrédités.

ARTICLE 2

Définitions

Aux termes du présent Accord, on entend par :

- a) **Contrat Classifié** : tout contrat ou sous-contrat incluant les négociations précontractuelles entre deux Contractants ou plus, élaborant et définissant des droits et obligations contraignants entre eux et qui contient ou fournit un accès aux Informations Classifiées ;
- b) **Information Classifiée** : information, quels que soient sa forme et sa nature, ainsi que ses moyens de transmission, définie selon les lois et les réglementations de chaque Partie, protégée contre l'accès ou la communication non autorisés, qui a été classifiée et qui est échangée entre les parties ou générées par celles-ci ;
- c) **Autorité de sécurité compétente** : instance compétente autorisée conformément aux lois et réglementations nationales des Parties, qui est responsable de l'application des exigences de sécurité couvertes par le présent Accord ;
- d) **Compromission** : toute forme d'utilisation abusive, dommage ou accès, modification, communication ou destruction non autorisés d'Informations Classifiées, ainsi que toute action ou inaction, causées par une Infraction à la sécurité et entraînant la perte de sa confidentialité, d'intégrité, de disponibilité ou d'authenticité ;
- e) **Contractant** : toute personne physique, agence ou instance dotée de la capacité juridique de conclure des contrats ;
- f) **Habilitation de sécurité d'installation** : décision par une Autorité de sécurité compétente d'une Partie, qu'une instance publique ou privée située dans son pays dispose d'une habilitation de sécurité et de mesures de sécurité adaptées dans une installation spécifique pour le Traitement d'Informations Classifiées, conformément aux lois et aux réglementations nationales ;

- g) **Autorité nationale de sécurité** : organisme public désigné dans la législation des Parties qui dispose d'autorisations spéciales en matière de protection d'Informations Classifiées ;
- h) **Besoin de savoir** : condition d'accès aux Informations Classifiées accordé à une personne physique dont il est attesté qu'elle répond aux exigences en matière de connaissance ou de détention de telles informations afin de pouvoir exécuter ses fonctions et tâches officielles ;
- i) **Partie d'origine**: Partie, en ce compris les personnes physiques ou morales relevant de sa juridiction, qui délivre des Informations Classifiées ;
- j) **Habilitation de sécurité individuelle** : décision par une Autorité de sécurité compétente d'une Partie, qu'un individu dispose d'une habilitation de sécurité pour le Traitement d'Informations Classifiées, conformément à ses lois et réglementations nationales, sur la base de laquelle la personne physique est autorisée à accéder et à utiliser des Informations Classifiées selon le niveau défini dans l'habilitation ;
- k) **Partie destinataire** : Partie, en ce compris les personnes physiques ou morales relevant de sa juridiction, qui reçoit des Informations Classifiées ;
- l) **Accréditation de sécurité** : qualification positive d'entités ou d'organismes privés, ainsi que d'individus, qui, à la suite d'une procédure d'inspection ou d'une enquête de sécurité et conformément aux lois et réglementations nationales, sont autorisés à traiter des Informations Classifiées selon un certain niveau de confidentialité ;
- m) **Infraction à la sécurité** : action ou oubli, intentionnel ou accidentel, qui entraîne une atteinte réelle ou éventuelle des Informations Classifiées ;
- n) **Niveau de classification de sécurité** : catégorie qui, conformément aux lois et réglementations nationales, caractérise l'importance des Informations Classifiées, le niveau de restriction dont leur accès fait l'objet et le degré de protection dont elles doivent bénéficier de la part des Parties, ainsi que la catégorie sur la base de laquelle les informations sont identifiées ;
- o) **Habilitation de sécurité** : procédure de délivrance d'une habilitation de sécurité d'installation ou habilitation de sécurité individuelle par une Autorité de sécurité compétente, conformément aux lois et aux réglementations nationales des Parties ;
- p) **Tierce Partie** : États, organisations nationales, gouvernements ou personnes physiques représentant une entité ou une organisation étatique, y compris toute entité publique ou privée, qui ne sont pas des Parties selon les termes du présent Accord ;
- q) **Traitement d'Informations Classifiées** : ensemble d'actions de production, de réception, de classification, d'utilisation, d'accès, de reproduction, de transport, de transmission, de distribution, d'archivage, de stockage, de disposition, d'évaluation, de destination ou de contrôle d'Informations Classifiées à un quelconque niveau de classification ;
- r) **Visites** : accès à des instances publiques ou privées, dans le cadre du présent Accord, qui comprend le traitement d'Informations Classifiées.

ARTICLE 3

Niveaux de classification de sécurité

1. Conformément aux lois et réglementations nationales, les Parties reconnaissent que leurs Niveaux de classification de sécurité correspondent aux niveaux mentionnés ci-après et peuvent être considérés comme équivalents :

Au Grand-Duché de Luxembourg (Français)	Équivalent en anglais	Dans la République fédérative du Brésil (Português)
TRÈS SECRET LUX	TOP SECRET	ULTRASSECRETO
SECRET LUX	SECRET	SECRETO
CONFIDENTIEL LUX	CONFIDENTIAL	
RESTREINT LUX	RESTRICTED	RESERVADO

2. Toute Information Classifiée fournie au titre du présent accord est marquée du Niveau de classification de sécurité approprié selon les lois et les réglementations nationales de la Partie d'origine et, le cas échéant, précédée du nom du pays détenant et fournissant l'Information Classifiée.
3. Les Parties marquent toutes les Informations Classifiées reçues de l'autre Partie du Niveau de classification de sécurité équivalent conformément au paragraphe 1 du présent article.
4. Les Parties notifient toute modification de Niveau de classification de sécurité, tel que spécifié au paragraphe 1 et toute modification ultérieure de classification des Informations Classifiées transmises.
5. La Partie d'origine :
 - a) informe immédiatement la Partie destinataire de toute modification apportée au Niveau de classification de sécurité des Informations Classifiées délivrées ;
 - b) informe la Partie destinataire de toute condition de transmission ou de toute limite applicable à l'utilisation des Informations Classifiées.

ARTICLE 4

Protection des Informations Classifiées

1. Les Parties prennent toutes les mesures appropriées conformément à leurs lois et réglementations nationales afin de garantir que le niveau de protection accordé à l'Information Classifiée reçue est conforme au Niveau de classification de sécurité équivalent, tel qu'indiqué à l'article 3 du présent Accord.
2. Aucune disposition du présent Accord ne porte atteinte aux lois et aux réglementations nationales de Parties s'agissant des droits des personnes à obtenir l'accès aux documents publics ou à des informations de caractère public, la protection de données personnelles ou la protection d'Informations Classifiées.
3. Conformément aux lois et aux réglementations nationales, chacune des Parties veillera à la mise en œuvre de mesures appropriées en vue de protéger des Informations Classifiées lors de leur traitement, stockage ou transmission via des systèmes de communication et d'information, tant que jugé nécessaire. Ces mesures devront garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et, le cas échéant, le non-rejet et l'authenticité des Informations Classifiées ainsi qu'un niveau approprié de responsabilité et de traçabilité de toute action liée à ces informations.

ARTICLE 5

Divulgence et utilisation d'Informations Classifiées

1. Chaque Partie s'assure que les Informations Classifiées fournies ou échangées au titre du présent Accord ne sont pas :
 - a) déclassées ou déclassifiées sans consentement écrit préalable de la Partie d'origine ;
 - b) utilisées à d'autres fins que celles définies par la Partie d'origine ;
 - c) divulguées à une Tierce Partie sans l'accord écrit préalable de la Partie d'origine, et qu'un accord ou un arrangement approprié pour la protection d'Informations Classifiées est en place avec la Tierce Partie concernée.
2. Chaque Partie, conformément à ses exigences constitutionnelles et à sa législation nationale, respecte le principe du consentement de la Partie d'origine.

ARTICLE 6

Accès aux Informations Classifiées

1. Chaque Partie s'assure que l'accès aux Informations Classifiées est accordé sur la base du principe du « Besoin de savoir ».
2. Chaque Partie s'assure que toutes les personnes qui se voient octroyer l'accès à des Informations Classifiées sont tenues informées de leurs responsabilités en matière de protection de telles informations, conformément aux réglementations relatives à la sécurité appropriées.
3. Les Parties s'assurent que l'accès aux Informations Classifiées est uniquement accordé aux personnes disposant d'une habilitation de sécurité individuelle adaptée ou aux personnes dûment autorisées en raison de leurs fonctions, conformément à la législation nationale.

4. En vertu de ses lois et réglementations nationales, chaque Partie s'assure que chaque entité relevant de sa juridiction susceptible de recevoir ou de générer des Informations Classifiées dispose d'une habilitation de sécurité appropriée et est en mesure de fournir une protection adaptée, tel que mentionnée à l'article 4, paragraphe 1, du présent accord, au niveau de sécurité approprié.

ARTICLE 7

Traduction, reproduction et destruction d'Informations Classifiées

1. Toutes les traductions et reproductions d'Informations Classifiées comportent le Niveau de classification de sécurité approprié et les Parties les protègent et les contrôlent de la même manière que la version originale.
2. Toutes les traductions d'Informations Classifiées incluent une note appropriée, dans la langue de traduction, indiquant qu'elles contiennent des Informations Classifiées de la Partie d'origine.
3. Conformément à l'article 6, paragraphe 3, du présent accord, les traducteurs doivent disposer d'une habilitation de sécurité individuelle adaptée au niveau de confidentialité de l'Information Classifiée à traduire.
4. La traduction ou la reproduction d'Informations Classifiées Top secret (TRÈS SECRET LUX/ULTRASSECRETO) sont autorisées uniquement avec l'accord écrit de la Partie d'origine.
5. Les Informations Classifiées reçues au titre du présent Accord ne doivent pas être détruites. Lorsque la Partie destinataire ne les estime plus nécessaires, ces informations sont remises à la Partie d'origine.
6. La Partie destinataire ne doit pas reproduire des Informations Classifiées sans l'accord écrit préalable de la Partie d'origine.

ARTICLE 8

Échange entre les Parties

1. Les Informations Classifiées sont échangées entre les Parties par la voie diplomatique ou par toute autre voie autorisée par les Parties.
2. Les Informations Classifiées doivent être transmises par le biais de systèmes, de réseaux de communications protégés ou d'autres supports électromagnétiques approuvés par les deux Parties. Ces transmissions doivent être cryptées selon une méthode acceptée par les Autorités nationales de sécurité, conformément aux lois et aux réglementations nationales.
3. Les Informations Classifiées marquées Top secret (TRES SECRET LUX/ULTRASSECRETO) sont envoyées uniquement par la voie diplomatique.
4. Des Informations Classifiées désignées RESTREINT LUX/RESERVADO peuvent également être transmises par la voie postale ou un autre service de messagerie conformément aux lois et réglementations nationales.
5. Lorsque la transmission porte sur un envoi de grand volume qui comprend des Informations Classifiées, les procédures de ce transport sont convenues et appréciées, au cas par cas, par les Autorités de sécurité compétentes des deux Parties.

ARTICLE 9

Visites

1. Les visites d'établissements dans lesquels des Informations Classifiées sont traitées ou stockées sont soumises à l'autorisation préalable de l'Autorité nationale de sécurité de la Partie hôte, sauf accord contraire mutuel.
2. Toute demande de visite est remise à l'Autorité nationale de sécurité de la Partie hôte et inclut les données suivantes qui sont uniquement utilisées aux fins de la visite :
 - a) nom, date et lieu de naissance, nationalité et numéro du passeport ou de la carte d'identité du visiteur ;
 - b) qualité et fonction du visiteur, et nom et adresse de l'établissement qui l'emploie ;
 - c) descriptif du projet auquel le visiteur participe ;
 - d) validité et niveau de l'habilitation de sécurité du visiteur ;
 - e) nom, adresse, numéro de téléphone, adresse électronique et personne de contact de l'établissement à visiter ;

- f) objectif de la visite, y compris établissements qu'il souhaite visiter et le plus haut niveau de classification de sécurité des Informations Classifiées concernées ;
 - g) date et durée de la visite. Dans le cas de visites récurrentes, il convient d'indiquer la période totale couverte par les visites ;
 - h) toute autre donnée, si convenue par les Autorités nationales de sécurité ; et
 - i) date et signature.
3. Toute demande de visite est remise au moins 30 (trente) jours avant la date de visite prévue, sauf accord contraire mutuel des autorités de sécurité compétentes.
4. Toute Information Classifiée remise à un visiteur est considérée comme une Information Classifiée reçue en vertu du présent Accord. Tous les visiteurs se conforment aux règles de sécurité de la Partie hôte.
5. Une Partie accorde une autorisation aux visiteurs d'une autre Partie, uniquement si ceux-ci :
- a) disposent d'une habilitation de sécurité individuelle octroyée par leur pays d'origine ; et
 - b) sont autorisés à recevoir ou à avoir accès aux Informations Classifiées sur la base du principe du Besoin de savoir.
6. Une fois la visite autorisée, l'Autorité nationale de sécurité du pays hôte le notifie à l'Autorité nationale de sécurité du pays du visiteur au moins 10 (dix) jours avant la date prévue de la visite et fournit une copie de la demande à l'établissement objet de la visite.
7. Les Autorités de sécurité compétentes peuvent convenir d'établir une liste des visiteurs autorisés à effectuer des visites récurrentes. Cette liste est valable pour une première période maximale de 12 (douze) mois qui peut être prolongée pour une nouvelle période maximale de 12 (douze) mois. Toute demande de visites récurrentes est présentée conformément au paragraphe 3 du présent article. Une fois la liste approuvée, les visites peuvent être organisées directement par les établissements concernés.

ARTICLE 10

Contrats Classifiés en lien avec l'Accord

1. Dans le cas de Contrats Classifiés conclus et mis en œuvre sur le territoire d'une des Parties, l'Autorité nationale de sécurité ou l'Autorité de sécurité compétente de l'autre Partie obtient une garantie préalable écrite que le Contractant proposé détient une habilitation de sécurité d'installation et toutes les habilitations de sécurité individuelles nécessaires pour le niveau approprié.
2. Le Contractant s'engage à :
- a) garantir que ses locaux disposent des conditions adéquates pour le Traitement d'Informations Classifiées ;
 - b) disposer d'une Habilitation de sécurité d'installation ;
 - c) garantir que toutes les personnes ayant accès aux Informations Classifiées disposent d'une Habilitation de sécurité individuelle et connaissent leur responsabilité s'agissant de leur protection, conformément aux lois et réglementations ;
 - d) autoriser des inspections de sécurité de ses locaux.
3. Lors de toute attribution de marché, la Partie d'origine informe la Partie destinataire du niveau de sécurité des Informations Classifiées transférées.
4. Les Contrats Classifiés doivent également prévoir les conditions supplémentaires suivantes :
- a) responsabilité en cas de non-conformité avec les procédures et mesures de sécurité applicables aux Informations Classifiées ;
 - b) obligation d'informer de toute Infraction à la sécurité ou aux Informations Classifiées à son Autorité de sécurité compétente ;
 - c) responsabilité pour dommages résultant des infractions à la sécurité.
5. Tout sous-traitant doit satisfaire aux mêmes obligations de sécurité que celles du Contractant.

ARTICLE 11

Autorités nationales de sécurité et coopération en matière de sécurité

1. Les Autorités nationales de sécurité en charge de la mise en œuvre et de la supervision du présent Accord sont les suivantes :

Au Grand-Duché de Luxembourg :

Service de renseignement de l'État
Autorité nationale de Sécurité
(Autorité nationale de sécurité)

Dans la République fédérative du Brésil :

Gabinete de Segurança Institucional da Presidência da República – GSI/PR
Autoridade Nacional de Segurança
(Autorité nationale de sécurité)

2. Chacune des Parties communique par écrit, à l'autre Partie, les coordonnées de contact nécessaires de ses Autorités nationales de sécurité.
3. Les Autorités nationales de sécurité se tiennent mutuellement informées des lois et réglementations nationales en vigueur en matière de sécurité des Informations Classifiées.
4. Les Autorités nationales de sécurité se tiennent mutuellement informées de toute modification de cette législation ou concernant les Habilitations de sécurité des personnes, des agences et des entités.
5. En vue de garantir une étroite collaboration pendant la mise en œuvre du présent Accord, les Autorités nationales de sécurité peuvent être consultées dès lors que l'une d'entre elles en fait la demande.
6. Les représentants de l'Autorité nationale de sécurité d'une Partie peuvent visiter les établissements de l'Autorité nationale de sécurité d'une autre Partie dans le but d'obtenir des connaissances en matière de procédures et de mesures de sécurité applicables aux Informations Classifiées.
7. Les Parties, par le biais de leurs Autorités nationales de sécurité, se tiennent mutuellement informées, à temps, de toute modification de leur fonction ou de tout transfert de compétences vers une autre entité.
8. Sur demande, les Parties, par le biais de leurs Autorités nationales de sécurité, collaborent selon leurs lois et réglementations nationales dans le cadre des procédures nécessaires à l'obtention de l'Habilitation de sécurité individuelle des personnes qui ont vécu ou qui vivent sur le territoire de l'autre Partie.
9. Les Parties reconnaissent mutuellement les Habilitations de sécurité individuelles et Habilitations d'installation de l'autre Partie et se tiennent immédiatement informées de toute modification desdites Habilitations mutuellement reconnues.
10. En vue d'appliquer et de conserver des normes de sécurité similaires, et sur demande, les Autorités de sécurité compétentes se tiennent mutuellement informées des normes, procédures et pratiques de sécurité nationales qu'elles appliquent en matière de protection d'Informations Classifiées. Si nécessaire, les Autorités de sécurité compétentes peuvent effectuer des visites régulières.
11. Sur demande, les Parties fournissent une assistance mutuelle à la mise en œuvre des Habilitations de sécurité individuelles.

ARTICLE 12

Assistance aux procédures d'Habilitation de sécurité

1. Sur demande, les Autorités nationales de sécurité des Parties, en tenant compte de leurs lois et réglementations nationales respectives, s'entraident dans le cadre des procédures d'Habilitation de sécurité.
2. Les Parties reconnaissent les Habilitations de sécurité délivrées conformément aux lois et réglementations nationales de l'autre Partie.

ARTICLE 13

Infraction à la sécurité

1. Dans le cas d'une Infraction à la sécurité liée aux Informations Classifiées qui incluent les Parties au présent accord, l'Autorité nationale de sécurité de la Partie où l'Infraction à la sécurité se produit en informe immédiatement l'Autorité nationale de sécurité de l'autre Partie.
2. Dans le cas où une Infraction à la sécurité se produit au sein d'une Tierce partie, l'Autorité nationale de sécurité de la Partie d'origine en avise dès que possible l'Autorité nationale de sécurité de l'autre Partie et lance une enquête appropriée.
3. L'Autorité compétente concernée prendra toutes les mesures appropriées possibles, conformément à ses lois et réglementations nationales, afin de limiter les conséquences de toute infraction telle que définie au paragraphe 1 du présent article, ou d'empêcher toute violation ultérieure. Sur demande, l'autre Partie participe à l'enquête ; elle est tenue informée du résultat de cette dernière et des mesures correctives entreprises à la suite de l'infraction.
4. La Partie au sein de laquelle se produit l'Infraction à la sécurité effectue une enquête ou accompagne le processus d'enquête sur l'incident et, ensuite, informe immédiatement l'autre Partie des résultats de l'enquête et des mesures correctives appliquées.
5. Si nécessaire, l'autre Partie coopère à l'enquête.

ARTICLE 14

Frais

Chaque Partie assume les frais de la mise en œuvre et de la supervision de tous les aspects du présent Accord.

ARTICLE 15

Litiges

1. Tout éventuel litige entre les Parties s'agissant de l'interprétation ou de la mise en application du présent Accord ou de toute question y afférente est réglé par le biais de consultations et de négociations entre les Parties, par la voie diplomatique.
2. Lors de la phase de règlement du litige, les deux Parties continuent à remplir toutes leurs obligations au titre du présent Accord.

ARTICLE 16

Communications

Toutes les communications entre les Parties relatives à la mise en œuvre du présent accord ont lieu sous forme écrite et en anglais.

ARTICLE 17

Entrée en vigueur

Le présent Accord prend effet le premier jour du deuxième mois qui suit la réception de la dernière des notifications écrites par lesquelles les Parties se sont tenues mutuellement informées, par la voie diplomatique, de l'accomplissement des exigences légales internes requises pour son entrée en vigueur.

ARTICLE 18

Modifications

1. Le présent Accord peut être modifié à tout moment, par écrit, moyennant l'accord commun des Parties.
2. Ces modifications entrent en vigueur selon les termes de l'article 17 du présent Accord.

ARTICLE 19**Validité et dénonciation**

1. Le présent Accord reste en vigueur pour une durée indéterminée.
2. Chacune des Parties peut, à tout moment, dénoncer le présent Accord moyennant une notification écrite.
3. La dénonciation doit être notifiée par voie diplomatique et prend effet 6 (six) mois à compter de la date de réception de l'avis de dénonciation par l'autre Partie.
4. Dans ce cas, toute Information Classifiée échangée dans le cadre du présent Accord reste protégée selon les dispositions y incluses, sauf si la Partie d'origine exempte la Partie destinataire de cette obligation.

ARTICLE 20**Dispositions finales**

Les Parties se tiennent mutuellement informées sans délai de toute modification apportée à leurs lois ou réglementations nationales respectives, susceptible d'affecter la protection des Informations Classifiées délivrées en vertu du présent Accord. Dans le cas de telles modifications, les Parties se consultent en vue d'envisager d'éventuelles modifications du présent Accord. Entre-temps, les Informations Classifiées continuent d'être protégées conformément au présent Accord, sauf demande écrite contraire de la Partie d'origine.

Fait à New York, le 25 septembre 2018, en deux exemplaires, chacun en langues française, portugaise et anglaise, tous les textes faisant également foi. Dans le cas d'un désaccord quant à l'interprétation des dispositions du présent Accord, le texte anglais prévaut.

**Pour le Gouvernement du
Grand-Duché de Luxembourg**

**Jean Asselborn
Ministre des Affaires étrangères et
européennes**

**Pour le Gouvernement de la
République fédérative du Brésil**

**Aloysio Nunes Ferreira
Ministre des Affaires étrangères**

